

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2003 — 3815 [C — 2003/15164]

25 MAI 2000. — Loi portant assentiment au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome le 17 juillet 1998. — Corrigendum (1)

Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale fait à Rome le 17 juillet 1998 a été publié au *Moniteur belge* du 1^{er} décembre 2000, en annexe de la loi du 25 mai 2000 y portant assentiment (p. 40368 à 40420).

Ce Statut adopté le 17 juillet 1998 par la conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations-Unies sur la création d'une Cour pénale internationale a fait l'objet de corrections successives dans la version en langue française le 10 novembre 1998, le 12 juillet 1999, le 30 novembre 1999, le 8 mai 2000 et le 17 janvier 2001 qui ont été communiquées par le dépositaire.

La Nouvelle version du Statut qui est publiée ci-après contient l'ensemble des corrections qui ont été apportées jusqu'à ce jour au texte du Statut.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2003 — 3815 [C — 2003/15164]

25 MEI 2000. — Wet houdende instemming met het Statuut van Rome van het Internationaal Strafhof, gedaan te Rome, op 17 juli 1998. — Corrigendum (1)

Het Statuut van Rome van het Internationaal Strafhof, gedaan te Rome op 17 juli 1998, werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 1 december 2000, als bijlage bij de wet van 25 mei 2000 houdende instemming met het Statuut (b. 40368 tot 40420).

De Franse versie van dit Statuut dat werd aangenomen op 17 juli 1998 door de diplomatieke conferentie van gevolmachtigden van de Verenigde Naties ter oprichting van een Internationaal Strafhof, is het voorwerp geweest van opeenvolgende verbeteringen die door de depositaris werden medegedeeld nl. op 10 november 1998, op 12 juli 1999, op 30 november 1999, op 8 mei 2000 en op 17 januari 2001.

De nieuwe versie van het Statuut die hierna gepubliceerd is, bevat het geheel van de tot heden aangebrachte verbeteringen.

STATUT DE ROME DE LA COUR PENALE INTERNATIONALE

PREAMBULE

Les Etats Parties au présent Statut,

Conscients que tous les peuples sont unis par des liens étroits et que leurs cultures forment un patrimoine commun, et soucieux du fait que cette mosaïque délicate puisse être brisée à tout moment,

Ayant à l'esprit qu'au cours de ce siècle, des millions d'enfants, de femmes et d'hommes ont été victimes d'atrocités qui défont l'imagination et heurtent profondément la conscience humaine,

Reconnaissant que des crimes d'une telle gravité menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde,

Affirmant que les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale ne sauraient rester impunis et que leur répression doit être effectivement assurée par des mesures prises dans le cadre national et par le renforcement de la coopération internationale,

Déterminés à mettre un terme à l'impunité des auteurs de ces crimes et à concourir ainsi à la prévention de nouveaux crimes,

Rappelant qu'il est du devoir de chaque Etat de soumettre à sa juridiction criminelle les responsables de crimes internationaux,

Réaffirmant les buts et principes de la Charte des Nations Unies et, en particulier, que tous les Etats doivent s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

Soulignant à cet égard que rien dans le présent Statut ne peut être interprété comme autorisant un Etat Partie à intervenir dans un conflit armé ou dans les affaires intérieures d'un autre Etat,

Déterminés, à ces fins et dans l'intérêt des générations présentes et futures, à créer une cour pénale internationale permanente et indépendante reliée au système des Nations Unies, ayant compétence à l'égard des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale,

Soulignant que la cour pénale internationale dont le présent Statut porte création est complémentaire des juridictions pénales nationales,

Résolus à garantir durablement le respect de la justice internationale et sa mise en oeuvre,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. — INSTITUTION DE LA COUR

Article premier

LA COUR

Il est créé une Cour pénale internationale ("la Cour") en tant qu'institution permanente, qui peut exercer sa compétence à l'égard des personnes pour les crimes les plus graves ayant une portée internationale, au sens du présent Statut. Elle est complémentaire des juridictions pénales nationales. Sa compétence et son fonctionnement sont régis par les dispositions du présent Statut.

Article 2

LIEN DE LA COUR AVEC LES NATIONS UNIES

La Cour est liée aux Nations Unies par un accord qui doit être approuvé par l'Assemblée des Etats Parties au présent Statut, puis conclu par le Président de la Cour au nom de celle-ci.

Article 3

SIEGE DE LA COUR

1. La Cour a son siège à La Haye, aux Pays-Bas ("l'Etat hôte").
2. La Cour et l'Etat hôte conviennent d'un accord de siège qui doit être approuvé par l'Assemblée des Etats Parties, puis conclu par le Président de la Cour au nom de celle-ci.
3. Si elle le juge souhaitable, la Cour peut siéger ailleurs selon les dispositions du présent Statut.

Article 4

REGIME ET POUVOIRS JURIDIQUES DE LA COUR

1. La Cour a la personnalité juridique internationale. Elle a aussi la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et accomplir sa mission.
2. La Cour peut exercer ses fonctions et ses pouvoirs, comme prévu dans le présent Statut, sur le territoire de tout Etat Partie et, par une convention à cet effet, sur le territoire de tout autre Etat.

CHAPITRE II. — COMPETENCE, RECEVABILITE ET DROIT APPLICABLE

Article 5

CRIMES RELEVANT DE LA COMPETENCE DE LA COUR

1. La compétence de la Cour est limitée aux crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale. En vertu du présent Statut, la Cour a compétence à l'égard des crimes suivants :
 - a) Le crime de génocide;
 - b) Les crimes contre l'humanité;
 - c) Les crimes de guerre;
 - d) Le crime d'agression.
2. La Cour exercera sa compétence à l'égard du crime d'agression quand une disposition aura été adoptée conformément aux articles 121 et 123, qui définira ce crime et fixera les conditions de l'exercice de la compétence de la Cour à son égard. Cette disposition devra être compatible avec les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies.

Article 6

CRIME DE GENOCIDE

Aux fins du présent Statut, on entend par crime de génocide l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Article 7

CRIMES CONTRE L'HUMANITE

1. Aux fins du présent Statut, on entend par crime contre l'humanité l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque :

- a) Meurtre;
- b) Extermination;
- c) Réduction en esclavage;
- d) Déportation ou transfert forcé de population;
- e) Emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international;
- f) Torture;
- g) Viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable;
- h) Persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste au sens du paragraphe 3, ou en fonction d'autres critères universellement reconnus comme inadmissibles en droit international, en corrélation avec tout acte visé dans le présent paragraphe ou tout crime relevant de la compétence de la Cour;
- i) Disparitions forcées de personnes;
- j) Crime d'apartheid;
- k) Autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale.

2. Aux fins du paragraphe 1 :

- a) Par "attaque lancée contre une population civile", on entend le comportement qui consiste en la commission multiple d'actes visés au paragraphe 1 à l'encontre d'une population civile quelconque, en application ou dans la poursuite de la politique d'un Etat ou d'une organisation ayant pour but une telle attaque;
- b) Par "extermination", on entend notamment le fait d'imposer intentionnellement des conditions de vie, telles que la privation d'accès à la nourriture et aux médicaments, calculées pour entraîner la destruction d'une partie de la population;

c) Par "réduction en esclavage", on entend le fait d'exercer sur une personne l'un quelconque ou l'ensemble des pouvoirs liés au droit de propriété, y compris dans le cadre de la traite des être humains, en particulier des femmes et des enfants;

d) Par "déportation ou transfert forcé de population", on entend le fait de déplacer de force des personnes, en les expulsant ou par d'autres moyens coercitifs, de la région où elles se trouvent légalement, sans motifs admis en droit international;

e) Par "torture", on entend le fait d'infliger intentionnellement une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, à une personne se trouvant sous sa garde ou sous son contrôle; l'acception de ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légales, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles;

f) Par "grossesse forcée", on entend la détention illégale d'une femme mise enceinte de force, dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population ou de commettre d'autres violations graves du droit international. Cette définition ne peut en aucune manière s'interpréter comme ayant une incidence sur les lois nationales relatives à la grossesse;

g) Par "persécution", on entend le déni intentionnel et grave de droits fondamentaux en violation du droit international, pour des motifs liés à l'identité du groupe ou de la collectivité qui en fait l'objet;

h) Par "crime d'apartheid", on entend des actes inhumains analogues à ceux que vise le paragraphe 1^{er}, commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime;

i) Par "disparitions forcées de personnes", on entend les cas où des personnes sont arrêtées, détenues ou enlevées par un Etat ou une organisation politique ou avec l'autorisation, l'appui ou l'assentiment de cet Etat ou de cette organisation, qui refuse ensuite d'admettre que ces personnes sont privées de liberté ou de révéler le sort qui leur est réservé ou l'endroit où elles se trouvent, dans l'intention de les soustraire à la protection de la loi pendant une période prolongée.

3. Aux fins du présent Statut, le terme "sexe" s'entend de l'un et l'autre sexes, masculin et féminin, suivant le contexte de la société. Il n'implique aucun autre sens.

Article 8

CRIMES DE GUERRE

1. La Cour a compétence à l'égard des crimes de guerre, en particulier lorsque ces crimes s'inscrivent dans le cadre d'un plan ou d'une politique ou lorsqu'ils font partie d'une série de crimes analogues commis sur une grande échelle.

2. Aux fins du Statut, on entend par "crimes de guerre":

a) Les infractions graves aux Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'ils visent des personnes ou des biens protégés par les dispositions des Conventions de Genève:

i) L'homicide intentionnel;

ii) La torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques;

iii) Le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé;

iv) La destruction et l'appropriation de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire;

v) Le fait de contraindre un prisonnier de guerre ou une personne protégée à servir dans les forces d'une puissance ennemie;

vi) Le fait de priver intentionnellement un prisonnier de guerre ou toute autre personne protégée de son droit d'être jugé régulièrement et impartialement;

vii) La déportation ou le transfert illégal ou la détention illégale;

viii) La prise d'otages;

b) Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux dans le cadre établi du droit international, à savoir, l'un quelconque des actes ci-après:

i) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas directement aux hostilités;

ii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des biens de caractère civil, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas des objectifs militaires;

iii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux civils et aux biens de caractère civil;

iv) Le fait de lancer intentionnellement une attaque en sachant qu'elle causera incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu;

v) Le fait d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires;

vi) Le fait de tuer ou de blesser un combattant qui, ayant déposé les armes ou n'ayant plus de moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;

vii) Le fait d'utiliser indûment le pavillon parlementaire, le drapeau ou les insignes militaires et l'uniforme de l'ennemi ou de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève, et, ce faisant, de causer la perte de vies humaines ou des blessures graves;

viii) Le transfert, direct ou indirect, par une puissance occupante d'une partie de sa population civile, dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire;

ix) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés, à condition qu'ils ne soient pas des objectifs militaires;

x) Le fait de soumettre des personnes d'une partie adverse tombées en son pouvoir à des mutilations ou à des expériences médicales ou scientifiques quelles qu'elles soient qui ne sont ni motivées par un traitement médical, dentaire ou hospitalier, ni effectuées dans l'intérêt de ces personnes, et qui entraînent la mort de celles-ci ou mettent sérieusement en danger leur santé;

xi) Le fait de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie;

xii) Le fait de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier;

xiii) Le fait de détruire ou de saisir les biens de l'ennemi, sauf dans les cas où ces destructions ou saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre;

xiv) Le fait de déclarer éteints, suspendus ou non recevables en justice les droits et actions des nationaux de la partie adverse;

xv) Le fait pour un belligérant de contraindre les nationaux de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays, même s'ils étaient au service de ce belligérant avant le commencement de la guerre;

xvi) Le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut;

xvii) Le fait d'employer du poison ou des armes empoisonnées;

xviii) Le fait d'employer des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues;

xix) Le fait d'utiliser des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que des balles dont l'enveloppe dure ne recouvre pas entièrement le centre ou est percée d'entailles;

xx) Le fait d'employer les armes, projectiles, matières et méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles ou à frapper sans discrimination en violation du droit international des conflits armés, à condition que ces armes, projectiles, matières et méthodes de guerre fassent l'objet d'une interdiction générale et qu'ils soient inscrits dans une annexe au présent Statut, par voie d'amendement adopté selon les dispositions des articles 121 et 123;

xxi) Les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants;

xxii) Le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, telle que définie à l'article 7, paragraphe 2, alinéa f), la stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle constituant une infraction grave aux Conventions de Genève;

xxiii) Le fait d'utiliser la présence d'un civil ou d'une autre personne protégée pour éviter que certains points, zones ou forces militaires ne soient la cible d'opérations militaires;

xxiv) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires, et le personnel utilisant, conformément au droit international, les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève;

xxv) Le fait d'affamer délibérément des civils comme méthode de guerre, en les privant de biens indispensables à leur survie, y compris en empêchant intentionnellement l'envoi des secours prévus par les Conventions de Genève;

xxvi) Le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités;

c) En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international, les violations graves de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir l'un quelconque des actes ci-après commis à l'encontre de personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention ou par toute autre cause :

i) Les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture;

ii) Les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants;

iii) Les prises d'otages;

iv) Les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires généralement reconnues comme indispensables;

d) L'alinéa c) du paragraphe 2 s'applique aux conflits armés ne présentant pas un caractère international et ne s'applique donc pas aux situations de troubles et tensions internes telles que les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence ou les actes de nature similaire;

e) Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international, dans le cadre établi du droit international, à savoir l'un quelconque des actes ci-après :

i) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des personnes civiles qui ne participent pas directement aux hostilités;

ii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires, et le personnel utilisant, conformément au droit international, les signes distinctifs des Conventions de Genève;

iii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux civils et aux biens de caractère civil;

iv) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades et des blessés sont rassemblés, pour autant que ces bâtiments ne soient pas des objectifs militaires;

v) Le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut;

vi) Le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, telle que définie à l'article 7, paragraphe 2, alinéa *f*), la stérilisation forcée, ou toute autre forme de violence sexuelle constituant une violation grave de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève;

vii) Le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités;

viii) Le fait d'ordonner le déplacement de la population civile pour des raisons ayant trait au conflit, sauf dans les cas où la sécurité des civils ou des impératifs militaires l'exigent;

ix) Le fait de tuer ou de blesser par trahison un adversaire combattant;

x) Le fait de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier;

xi) Le fait de soumettre des personnes d'une autre partie au conflit tombées en son pouvoir à des mutilations ou à des expériences médicales ou scientifiques quelles qu'elles soient qui ne sont ni motivées par un traitement médical, dentaire ou hospitalier, ni effectuées dans l'intérêt de ces personnes, et qui entraînent la mort de celles-ci ou mettent sérieusement en danger leur santé;

xii) Le fait de détruire ou de saisir les biens d'un adversaire, sauf si ces destructions ou saisies sont impérieusement commandées par les nécessités du conflit;

f) L'alinéa *e*) du paragraphe 2 s'applique aux conflits armés ne présentant pas un caractère international et ne s'applique donc pas aux situations de troubles et tensions internes telles que les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence ou les actes de nature similaire. Il s'applique aux conflits armés qui opposent de manière prolongée sur le territoire d'un Etat les autorités du gouvernement de cet Etat et des groupes armés organisés ou des groupes armés organisés entre eux.

3. Rien dans le paragraphe 2, alinéas *c*) et *e*), n'affecte la responsabilité d'un gouvernement de maintenir ou rétablir l'ordre public dans l'Etat ou de défendre l'unité et l'intégrité territoriale de l'Etat par tous les moyens légitimes.

Article 9

ELEMENTS DES CRIMES

1. Les éléments des crimes aident la Cour à interpréter et appliquer les articles 6, 7 et 8. Ils doivent être adoptés à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée des Etats Parties.

2. Des amendements aux éléments des crimes peuvent être proposés par :

a) Tout Etat Partie;

b) Les juges, statuant à la majorité absolue;

c) Le Procureur.

Les amendements doivent être adoptés à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée des Etats Parties.

3. Les éléments des crimes et les amendements s'y rapportant sont conformes au présent Statut.

Article 10

Aucune disposition du présent chapitre ne doit être interprétée comme limitant ou affectant de quelque manière que ce soit les règles du droit international existantes ou en formation qui visent d'autres fins que le présent Statut.

Article 11

COMPETENCE RATIONE TEMPORIS

1. La Cour n'a compétence qu'à l'égard des crimes relevant de sa compétence commis après l'entrée en vigueur du présent Statut.

2. Si un Etat devient Partie au présent Statut après l'entrée en vigueur de celui-ci, la Cour ne peut exercer sa compétence qu'à l'égard des crimes commis après l'entrée en vigueur du Statut pour cet Etat, sauf si ledit Etat fait la déclaration prévue à l'article 12, paragraphe 3.

Article 12

CONDITIONS PREALABLES A L'EXERCICE DE LA COMPETENCE

1. Un Etat qui devient Partie au Statut accepte par là même la compétence de la Cour à l'égard des crimes visés à l'article 5.

2. Dans les cas visés à l'article 13, paragraphes *a*) ou *c*), la Cour peut exercer sa compétence si l'un des Etats suivants ou les deux sont Parties au présent Statut ou ont accepté la compétence de la Cour conformément au paragraphe 3 :

a) L'Etat sur le territoire duquel le comportement en cause a eu lieu ou, si le crime a été commis à bord d'un navire ou d'un aéronef, l'Etat du pavillon ou l'Etat d'immatriculation;

b) L'Etat dont la personne accusée du crime est un ressortissant.

3. Si l'acceptation de la compétence de la Cour par un Etat qui n'est pas Partie au présent Statut est nécessaire aux fins du paragraphe 2, cet Etat peut, par déclaration déposée auprès du Greffier, consentir à ce que la Cour exerce sa compétence à l'égard du crime dont il s'agit. L'Etat ayant accepté la compétence de la Cour coopère avec celle-ci sans retard et sans exception conformément au chapitre IX.

Article 13

EXERCICE DE LA COMPETENCE

La Cour peut exercer sa compétence à l'égard d'un crime visé à l'article 5, conformément aux dispositions du présent Statut :

- a) Si une situation dans laquelle un ou plusieurs de ces crimes paraissent avoir été commis est déférée au Procureur par un Etat Partie, comme prévu à l'article 14;
- b) Si une situation dans laquelle un ou plusieurs de ces crimes paraissent avoir été commis est déférée au Procureur par le Conseil de sécurité agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies; ou
- c) Si le Procureur a ouvert une enquête sur le crime en question en vertu de l'article 15.

Article 14

RENOI D'UNE SITUATION PAR UN ETAT PARTIE

1. Tout Etat Partie peut déférer au Procureur une situation dans laquelle un ou plusieurs des crimes relevant de la compétence de la Cour paraissent avoir été commis, et prier le Procureur d'enquêter sur cette situation en vue de déterminer si une ou plusieurs personnes identifiées devraient être accusées de ces crimes.

2. L'Etat qui procède au renvoi indique autant que possible les circonstances pertinentes de l'affaire et produit les pièces à l'appui dont il dispose.

Article 15

LE PROCUREUR

1. Le Procureur peut ouvrir une enquête de sa propre initiative au vu de renseignements concernant des crimes relevant de la compétence de la Cour.

2. Le Procureur vérifie le sérieux des renseignements reçus. A cette fin, il peut rechercher des renseignements supplémentaires auprès d'Etats, d'organes de l'Organisation des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ou d'autres sources dignes de foi qu'il juge appropriées, et recueillir des dépositions écrites ou orales au siège de la Cour.

3. S'il conclut qu'il y a une base raisonnable pour ouvrir une enquête, le Procureur présente à la Chambre préliminaire une demande d'autorisation en ce sens, accompagnée de tout élément justificatif recueilli. Les victimes peuvent adresser des représentations à la Chambre préliminaire, conformément au Règlement de procédure et de preuve.

4. Si elle estime, après examen de la demande et des éléments justificatifs qui l'accompagnent, qu'il existe une base raisonnable pour ouvrir une enquête et que l'affaire semble relever de la compétence de la Cour, la Chambre préliminaire donne son autorisation, sans préjudice des décisions que la Cour prendra ultérieurement en matière de compétence et de recevabilité.

5. Une réponse négative de la Chambre préliminaire n'empêche pas le Procureur de présenter par la suite une nouvelle demande en se fondant sur des faits ou des éléments de preuve nouveaux ayant trait à la même situation.

6. Si, après l'examen préliminaire visé aux paragraphes 1^{er} et 2, le Procureur conclut que les renseignements qui lui ont été soumis ne constituent pas une base raisonnable pour l'ouverture d'une enquête, il en avise ceux qui les lui ont fournis. Il ne lui est pas pour autant interdit d'examiner, à la lumière de faits ou d'éléments de preuve nouveaux, les autres renseignements qui pourraient lui être communiqués au sujet de la même affaire.

Article 16

SURSIS A ENQUETER OU A POURSUIVRE

Aucune enquête ni aucune poursuite ne peuvent être engagées ni menées en vertu du présent Statut pendant les douze mois qui suivent la date à laquelle le Conseil de sécurité a fait une demande en ce sens à la Cour dans une résolution adoptée en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies; la demande peut être renouvelée par le Conseil dans les mêmes conditions.

Article 17

QUESTIONS RELATIVES A LA RECEVABILITE

1. Eu égard au dixième alinéa du préambule et à l'article premier, une affaire est jugée irrecevable par la Cour lorsque :

- a) L'affaire fait l'objet d'une enquête ou de poursuites de la part d'un Etat ayant compétence en l'espèce, à moins que cet Etat n'ait pas la volonté ou soit dans l'incapacité de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites;
- b) L'affaire a fait l'objet d'une enquête de la part d'un Etat ayant compétence en l'espèce et que cet Etat a décidé de ne pas poursuivre la personne concernée, à moins que cette décision ne soit l'effet du manque de volonté ou de l'incapacité de l'Etat de mener véritablement à bien des poursuites;
- c) La personne concernée a déjà été jugée pour le comportement faisant l'objet de la plainte, et qu'elle ne peut être jugée par la Cour en vertu de l'article 20, paragraphe 3;
- d) L'affaire n'est pas suffisamment grave pour que la Cour y donne suite.

2. Pour déterminer s'il y a un manque de volonté de l'Etat dans un cas d'espèce, la Cour considère l'existence, eu égard aux garanties d'un procès équitable reconnues par le droit international, de l'une ou de plusieurs des circonstances suivantes :

- a) La procédure a été ou est engagée ou la décision de l'Etat a été prise dans le dessein de soustraire la personne concernée à sa responsabilité pénale pour les crimes relevant de la compétence de la Cour visés à l'article 5;
- b) La procédure a subi un retard injustifié qui, dans les circonstances, est incompatible avec l'intention de traduire en justice la personne concernée;
- c) La procédure n'a pas été ou n'est pas menée de manière indépendante ou impartiale mais d'une manière qui, dans les circonstances, est incompatible avec l'intention de traduire en justice la personne concernée.

3. Pour déterminer s'il y a une incapacité de l'Etat dans un cas d'espèce, la Cour considère si l'Etat est incapable, en raison de l'effondrement de la totalité ou d'une partie substantielle de son propre appareil judiciaire ou de l'indisponibilité de celui-ci, de se saisir de l'accusé, de réunir les éléments de preuve et les témoignages nécessaires ou de mener autrement à bien la procédure.

Article 18

DECISION PRELIMINAIRE SUR LA RECEVABILITE

1. Lorsqu'une situation a été déferée à la Cour comme le prévoit l'article 13, alinéa a), et que le Procureur a déterminé qu'il y aurait une base raisonnable pour ouvrir une enquête, ou lorsque le Procureur a ouvert une enquête au titre des articles 13, paragraphe c), et 15, le Procureur le notifie à tous les Etats Parties et aux Etats qui, selon les renseignements disponibles, auraient normalement compétence à l'égard des crimes dont il s'agit. Il peut le faire à titre confidentiel et, quand il juge que cela est nécessaire pour protéger des personnes, prévenir la destruction d'éléments de preuve ou empêcher la fuite de personnes, il peut restreindre l'étendue des renseignements qu'il communique aux Etats.

2. Dans le mois qui suit la réception de cette notification, un Etat peut informer la Cour qu'il ouvre ou a ouvert une enquête sur ses ressortissants ou d'autres personnes sous sa juridiction pour des actes criminels qui pourraient être constitutifs des crimes visés à l'article 5 et qui ont un rapport avec les renseignements notifiés aux Etats. Si l'Etat le lui demande, le Procureur lui défère le soin de l'enquête sur ces personnes, à moins que la Chambre préliminaire ne l'autorise, sur sa demande, à faire enquête lui-même.

3. Ce sursis à enquêter peut être réexaminé par le Procureur six mois après avoir été décidé, ou à tout moment où il se sera produit un changement notable de circonstances découlant du manque de volonté ou de l'incapacité de l'Etat de mener véritablement à bien l'enquête.

4. L'Etat intéressé ou le Procureur peut relever appel devant la Chambre d'appel de la décision de la Chambre préliminaire, comme le prévoit l'article 82. Cet appel peut être examiné selon une procédure accélérée.

5. Lorsqu'il sursoit à enquêter comme prévu au paragraphe 2, le Procureur peut demander à l'Etat concerné de lui rendre régulièrement compte des progrès de son enquête et, le cas échéant, des poursuites engagées par la suite. Les Etats Parties répondent à ces demandes sans retard injustifié.

6. En attendant la décision de la Chambre préliminaire, ou à tout moment après avoir décidé de surseoir à son enquête comme le prévoit le présent article, le Procureur peut, à titre exceptionnel, demander à la Chambre préliminaire l'autorisation de prendre les mesures d'enquête nécessaires pour préserver des éléments de preuve dans le cas où l'occasion de recueillir des éléments de preuve importants ne se représentera pas ou s'il y a un risque appréciable que ces éléments de preuve ne soient plus disponibles par la suite.

7. L'Etat qui a contesté une décision de la Chambre préliminaire en vertu du présent article peut contester la recevabilité d'une affaire au regard de l'article 19 en invoquant des faits nouveaux ou un changement de circonstances notables.

Article 19

CONTESTATION DE LA COMPETENCE DE LA COUR
OU DE LA RECEVABILITE D'UNE AFFAIRE

1. La Cour s'assure qu'elle est compétente pour connaître de toute affaire portée devant elle. Elle peut d'office se prononcer sur la recevabilité de l'affaire conformément à l'article 17.

2. Peuvent contester la recevabilité de l'affaire pour les motifs indiqués à l'article 17 ou contester la compétence de la Cour :

a) L'accusé ou la personne à l'encontre de laquelle a été délivré un mandat d'arrêt ou une citation à comparaître en vertu de l'article 58;

b) L'Etat qui est compétent à l'égard du crime considéré du fait qu'il mène ou a mené une enquête, ou qu'il exerce ou a exercé des poursuites en l'espèce; ou

c) L'Etat qui doit avoir accepté la compétence de la Cour selon l'article 12.

3. Le Procureur peut demander à la Cour de se prononcer sur une question de compétence ou de recevabilité. Dans les procédures portant sur la compétence ou la recevabilité, ceux qui ont déferé une situation en application de l'article 13, ainsi que les victimes, peuvent également soumettre des observations à la Cour.

4. La recevabilité d'une affaire ou la compétence de la Cour ne peut être contestée qu'une fois par les personnes ou les Etats visés au paragraphe 2. L'exception doit être soulevée avant l'ouverture ou à l'ouverture du procès. Dans des circonstances exceptionnelles, la Cour peut autoriser qu'une exception soit soulevée plus d'une fois ou à une phase ultérieure du procès. Les exceptions d'irrecevabilité soulevées à l'ouverture du procès, ou par la suite avec l'autorisation de la Cour, ne peuvent être fondées que sur les dispositions de l'article 17, paragraphe 1^{er}, alinéa c).

5. Les Etats visés au paragraphe 2, alinéas b) et c), soulèvent leur exception le plus tôt possible.

6. Avant la confirmation des charges, les exceptions d'irrecevabilité ou d'incompétence sont renvoyées à la Chambre préliminaire. Après la confirmation des charges, elles sont renvoyées à la Chambre de première instance. Il peut être fait appel des décisions portant sur la compétence ou la recevabilité devant la Chambre d'appel conformément à l'article 82.

7. Si l'exception est soulevée par l'Etat visé au paragraphe 2, alinéas b) ou c), le Procureur sursoit à enquêter jusqu'à ce que la Cour ait pris la décision prévue à l'article 17.

8. En attendant qu'elle statue, le Procureur peut demander à la Cour l'autorisation :

a) De prendre les mesures d'enquête visées à l'article 18, paragraphe 6;

b) De recueillir la déposition ou le témoignage d'un témoin ou de mener à bien les opérations de rassemblement et d'examen des éléments de preuve commencées avant que l'exception ait été soulevée;

c) D'empêcher, en coopération avec les Etats concernés, la fuite des personnes contre lesquelles le Procureur a déjà requis un mandat d'arrêt conformément à l'article 58.

9. Une exception n'entache en rien la validité de toute action du Procureur ou de toute ordonnance rendue ou de tout mandat délivré par la Cour avant que l'exception ait été soulevée.

10. Quand la Cour a jugé une affaire irrecevable au regard de l'article 17, le Procureur peut lui demander de reconsidérer sa décision s'il est certain que des faits nouvellement apparus infirment les raisons pour lesquelles l'affaire avait été jugée irrecevable en vertu de l'article 17.

11. Si, eu égard aux questions visées à l'article 17, le Procureur sursoit à enquêter, il peut demander à l'Etat intéressé de lui communiquer des renseignements sur le déroulement de la procédure. Ces renseignements sont tenus confidentiels si l'Etat le demande. Si le Procureur décide par la suite d'ouvrir une enquête, il notifie sa décision à l'Etat dont la procédure était à l'origine du sursis.

Article 20

NE BIS IN IDEM

1. Sauf disposition contraire du présent Statut, nul ne peut être jugé par la Cour pour des actes constitutifs de crimes pour lesquels il a déjà été condamné ou acquitté par elle.

2. Nul ne peut être jugé par une autre juridiction pour un crime visé à l'article 5 pour lequel il a déjà été condamné ou acquitté par la Cour.

3. Quiconque a été jugé par une autre juridiction pour un comportement tombant aussi sous le coup des articles 6, 7 ou 8 ne peut être jugé par la Cour que si la procédure devant l'autre juridiction :

a) Avait pour but de soustraire la personne concernée à sa responsabilité pénale pour des crimes relevant de la compétence de la Cour; ou

b) N'a pas été au demeurant menée de manière indépendante ou impartiale, dans le respect des garanties d'un procès équitable prévues par le droit international, mais d'une manière qui, dans les circonstances, était incompatible avec l'intention de traduire l'intéressé en justice.

Article 21

DROIT APPLICABLE

1. La Cour applique :

a) En premier lieu, le présent Statut, les éléments des crimes et le Règlement de procédure et de preuve;

b) En second lieu, selon qu'il convient, les traités applicables et les principes et règles du droit international, y compris les principes établis du droit international des conflits armés;

c) A défaut, les principes généraux du droit dégagés par la Cour à partir des lois nationales représentant les différents systèmes juridiques du monde, y compris, selon qu'il convient, les lois nationales des Etats sous la juridiction desquels tomberait normalement le crime, si ces principes ne sont pas incompatibles avec le présent Statut ni avec le droit international et les règles et normes internationales reconnues.

2. La Cour peut appliquer les principes et règles de droit tels qu'elle les a interprétés dans ses décisions antérieures.

3. L'application et l'interprétation du droit prévues au présent article doivent être compatibles avec les droits de l'homme internationalement reconnus et exempts de toute discrimination fondée sur des considérations telles que l'appartenance à l'un ou l'autre sexe tel que défini à l'article 7, paragraphe 3, l'âge, la race, la couleur, la langue, la religion ou la conviction, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre qualité.

CHAPITRE III. — PRINCIPES GENERAUX DU DROIT PENAL

Article 22

NULLUM CRIMEN SINE LEGE

1. Une personne n'est responsable pénalement en vertu du présent Statut que si son comportement constitue, au moment où il se produit, un crime relevant de la compétence de la Cour.

2. La définition d'un crime est d'interprétation stricte et ne peut être étendue par analogie. En cas d'ambiguïté, elle est interprétée en faveur de la personne qui fait l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une condamnation.

3. Le présent article n'empêche pas qu'un comportement soit qualifié de crime au regard du droit international, indépendamment du présent Statut.

Article 23

NULLA POENA SINE LEGE

Une personne qui a été condamnée par la Cour ne peut être punie que conformément aux dispositions du présent Statut.

Article 24

NON-RETROACTIVITE RATIONE PERSONAE

1. Nul n'est pénalement responsable, en vertu du présent Statut, pour un comportement antérieur à l'entrée en vigueur du Statut.

2. Si le droit applicable à une affaire est modifié avant le jugement définitif, c'est le droit le plus favorable à la personne faisant l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une condamnation qui s'applique.

Article 25

RESPONSABILITE PENALE INDIVIDUELLE

1. La Cour est compétente à l'égard des personnes physiques en vertu du présent Statut.

2. Quiconque commet un crime relevant de la compétence de la Cour est individuellement responsable et peut être puni conformément au présent Statut.

3. Aux termes du présent Statut, une personne est pénalement responsable et peut être punie pour un crime relevant de la compétence de la Cour si :

a) Elle commet un tel crime, que ce soit individuellement, conjointement avec une autre personne ou par l'intermédiaire d'une autre personne, que cette autre personne soit ou non pénalement responsable;

b) Elle ordonne, sollicite ou encourage la commission d'un tel crime, dès lors qu'il y a commission ou tentative de commission de ce crime;

c) En vue de faciliter la commission d'un tel crime, elle apporte son aide, son concours ou toute autre forme d'assistance à la commission ou à la tentative de commission de ce crime, y compris en fournissant les moyens de cette commission;

d) Elle contribue de toute autre manière à la commission ou à la tentative de commission d'un tel crime par un groupe de personnes agissant de concert. Cette contribution doit être intentionnelle et, selon le cas :

i) Viser à faciliter l'activité criminelle ou le dessein criminel du groupe, si cette activité ou ce dessein comporte l'exécution d'un crime relevant de la compétence de la Cour; ou

ii) Etre faite en pleine connaissance de l'intention du groupe de commettre ce crime;

e) S'agissant du crime de génocide, elle incite directement et publiquement autrui à le commettre;

f) Elle tente de commettre un tel crime par des actes qui, par leur caractère substantiel, constituent un commencement d'exécution mais sans que le crime soit accompli en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. Toutefois, la personne qui abandonne l'effort tendant à commettre le crime ou en empêche de quelque autre façon l'achèvement ne peut être punie en vertu du présent Statut pour sa tentative si elle a complètement et volontairement renoncé au dessein criminel.

4. Aucune disposition du présent Statut relative à la responsabilité pénale des individus n'affecte la responsabilité des Etats en droit international.

Article 26

INCOMPETENCE A L'EGARD DES PERSONNES DE MOINS DE 18 ANS

La Cour n'a pas compétence à l'égard d'une personne qui était âgée de moins de 18 ans au moment de la commission prétendue d'un crime.

Article 27

DEFAUT DE PERTINENCE DE LA QUALITE OFFICIELLE

1. Le présent Statut s'applique à tous de manière égale, sans aucune distinction fondée sur la qualité officielle. En particulier, la qualité officielle de chef d'Etat ou de gouvernement, de membre d'un gouvernement ou d'un parlement, de représentant élu ou d'agent d'un Etat, n'exonère en aucun cas de la responsabilité pénale au regard du présent Statut, pas plus qu'elle ne constitue en tant que telle un motif de réduction de la peine.

2. Les immunités ou règles de procédure spéciales qui peuvent s'attacher à la qualité officielle d'une personne, en vertu du droit interne ou du droit international, n'empêchent pas la Cour d'exercer sa compétence à l'égard de cette personne.

Article 28

RESPONSABILITE DES CHEFS MILITAIRES ET AUTRES SUPERIEURS HIERARCHIQUES

Outre les autres motifs de responsabilité pénale au regard du présent Statut pour des crimes relevant de la compétence de la Cour :

a) Un chef militaire ou une personne faisant effectivement fonction de chef militaire est pénalement responsable des crimes relevant de la compétence de la Cour commis par des forces placées sous son commandement et son contrôle effectifs, ou sous son autorité et son contrôle effectifs, selon le cas, lorsqu'il ou elle n'a pas exercé le contrôle qui convenait sur ces forces dans les cas où :

i) Ce chef militaire ou cette personne savait, ou, en raison des circonstances, aurait dû savoir, que ces forces commettaient ou allaient commettre ces crimes; et

ii) Ce chef militaire ou cette personne n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour en empêcher ou en réprimer l'exécution ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites;

b) En ce qui concerne les relations entre supérieur hiérarchique et subordonnés non décrites au paragraphe a), le supérieur hiérarchique est pénalement responsable des crimes relevant de la compétence de la Cour commis par des subordonnés placés sous son autorité et son contrôle effectifs, lorsqu'il ou elle n'a pas exercé le contrôle qui convenait sur ces subordonnés dans les cas où :

i) Le supérieur hiérarchique savait que ces subordonnés commettaient ou allaient commettre ces crimes ou a délibérément négligé de tenir compte d'informations qui l'indiquaient clairement;

ii) Ces crimes étaient liés à des activités relevant de sa responsabilité et de son contrôle effectifs; et

iii) Le supérieur hiérarchique n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour en empêcher ou en réprimer l'exécution ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites.

Article 29

IMPRESCRIPTIBILITE

Les crimes relevant de la compétence de la Cour ne se prescrivent pas.

Article 30

ELEMENT PSYCHOLOGIQUE

1. Sauf disposition contraire, nul n'est pénalement responsable et ne peut être puni à raison d'un crime relevant de la compétence de la Cour que si l'élément matériel du crime est commis avec intention et connaissance.

2. Il y a intention au sens du présent article lorsque :

a) Relativement à un comportement, une personne entend adopter ce comportement;

b) Relativement à une conséquence, une personne entend causer cette conséquence ou est consciente que celle-ci adviendra dans le cours normal des événements.

3. Il y a connaissance, au sens du présent article, lorsqu'une personne est consciente qu'une circonstance existe ou qu'une conséquence adviendra dans le cours normal des événements. "Connaître" et "en connaissance de cause" s'interprètent en conséquence.

Article 31

MOTIFS D'EXONERATION
DE LA RESPONSABILITE PENALE

1. Outre les autres motifs d'exonération de la responsabilité pénale prévus par le présent Statut, une personne n'est pas responsable pénalement si, au moment du comportement en cause :

a) Elle souffrait d'une maladie ou d'une déficience mentale qui la privait de la faculté de comprendre le caractère délictueux ou la nature de son comportement, ou de maîtriser celui-ci pour le conformer aux exigences de la loi;

b) Elle était dans un état d'intoxication qui la privait de la faculté de comprendre le caractère délictueux ou la nature de son comportement, ou de maîtriser celui-ci pour le conformer aux exigences de la loi, à moins qu'elle ne se soit volontairement intoxiquée dans des circonstances telles qu'elle savait que, du fait de son intoxication, elle risquait d'adopter un comportement constituant un crime relevant de la compétence de la Cour, ou qu'elle n'ait tenu aucun compte de ce risque;

c) Elle a agi raisonnablement pour se défendre, pour défendre autrui ou, dans le cas des crimes de guerre, pour défendre des biens essentiels à sa survie ou à celle d'autrui ou essentiels à l'accomplissement d'une mission militaire, contre un recours imminent et illicite à la force, d'une manière proportionnée à l'ampleur du danger qu'elle courait ou que couraient l'autre personne ou les biens protégés. Le fait qu'une personne ait participé à une opération défensive menée par des forces armées ne constitue pas en soi un motif d'exonération de la responsabilité pénale au titre du présent alinéa;

d) Le comportement dont il est allégué qu'il constitue un crime relevant de la compétence de la Cour a été adopté sous la contrainte résultant d'une menace de mort imminente ou d'une atteinte grave, continue ou imminente à sa propre intégrité physique ou à celle d'autrui, et si elle a agi par nécessité et de façon raisonnable pour écarter cette menace, à condition qu'elle n'ait pas eu l'intention de causer un dommage plus grand que celui qu'elle cherchait à éviter. Cette menace peut être :

i) Soit exercée par d'autres personnes;

ii) Soit constituée par d'autres circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La Cour se prononce sur la question de savoir si les motifs d'exonération de la responsabilité pénale prévus dans le présent Statut sont applicables au cas dont elle est saisie.

3. Lors du procès, la Cour peut prendre en considération un motif d'exonération autre que ceux qui sont prévus au paragraphe 1^{er}, si ce motif découle du droit applicable indiqué à l'article 21. La procédure d'examen de ce motif d'exonération est fixée dans le Règlement de procédure et de preuve.

Article 32

ERREUR DE FAIT OU ERREUR DE DROIT

1. Une erreur de fait n'est un motif d'exonération de la responsabilité pénale que si elle fait disparaître l'élément psychologique du crime.

2. Une erreur de droit portant sur la question de savoir si un comportement donné constitue un crime relevant de la compétence de la Cour n'est pas un motif d'exonération de la responsabilité pénale. Toutefois, une erreur de droit peut être un motif d'exonération de la responsabilité pénale si elle fait disparaître l'élément psychologique du crime ou si elle relève de l'article 33.

Article 33

ORDRE HIERARCHIQUE ET ORDRE DE LA LOI

1. Le fait qu'un crime relevant de la compétence de la Cour a été commis sur ordre d'un gouvernement ou d'un supérieur, militaire ou civil, n'exonère pas la personne qui l'a commis de sa responsabilité pénale, à moins que :

a) Cette personne n'ait eu l'obligation légale d'obéir aux ordres du gouvernement ou du supérieur en question;

b) Cette personne n'ait pas su que l'ordre était illégal; et

c) L'ordre n'ait pas été manifestement illégal.

2. Aux fins du présent article, l'ordre de commettre un génocide ou un crime contre l'humanité est manifestement illégal.

CHAPITRE IV. — COMPOSITION ET ADMINISTRATION DE LA COUR

Article 34

ORGANES DE LA COUR

Les organes de la Cour sont les suivants :

a) La Présidence;

b) Une Section des appels, une Section de première instance et une Section préliminaire;

c) Le Bureau du Procureur;

d) Le Greffe.

Article 35

EXERCICE DES FONCTIONS DES JUGES

1. Tous les juges sont élus en tant que membres à plein temps de la Cour et sont disponibles pour exercer leurs fonctions à plein temps dès que commence leur mandat.

2. Les juges qui composent la Présidence exercent leurs fonctions à plein temps dès leur élection.

3. La Présidence peut, en fonction de la charge de travail de la Cour et en consultation avec les autres juges, décider périodiquement de la mesure dans laquelle ceux-ci sont tenus d'exercer leurs fonctions à plein temps. Les décisions prises à cet égard le sont sans préjudice des dispositions de l'article 40.

4. Les arrangements financiers concernant les juges qui ne sont pas tenus d'exercer leurs fonctions à plein temps sont établis conformément à l'article 49.

Article 36

QUALIFICATIONS, CANDIDATURE
ET ELECTION DES JUGES

1. Sous réserve du paragraphe 2, la Cour se compose de 18 juges.

2. a) La Présidence peut au nom de la Cour proposer d'augmenter le nombre des juges fixé au paragraphe 1^{er}, en motivant dûment sa proposition. Celle-ci est communiquée sans délai à tous les Etats Parties par le Greffier.

b) La proposition est ensuite examinée lors d'une réunion de l'Assemblée des Etats Parties convoquée conformément à l'article 112. Elle est considérée comme adoptée si elle est approuvée à cette réunion à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée des Etats Parties. Elle devient effective à la date que fixe l'Assemblée des Etats Parties.

c) i) Quand la proposition d'augmenter le nombre des juges a été adoptée conformément à l'alinéa b), l'élection des juges supplémentaires a lieu à la réunion suivante de l'Assemblée des Etats Parties, conformément aux paragraphes 3 à 8, et à l'article 37, paragraphe 2;

ii) Quand la proposition d'augmenter le nombre des juges a été adoptée et est devenue effective conformément à l'alinéa b) et c), sous-alinéa i), la Présidence peut proposer à tout moment par la suite, si le travail de la Cour le justifie, de réduire le nombre des juges, mais pas en deçà du nombre fixé au paragraphe 1^{er}. La proposition est examinée selon la procédure établie aux alinéas a) et b). Si elle est adoptée, le nombre des juges diminue progressivement à mesure que le mandat des juges en exercice vient à expiration, et ainsi jusqu'à ce que le nombre prévu soit atteint.

3. a) Les juges sont choisis parmi des personnes jouissant d'une haute considération morale, connues pour leur impartialité et leur intégrité et réunissant les conditions requises dans leurs Etats respectifs pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires.

b) Tout candidat à un siège à la Cour doit :

i) Avoir une compétence reconnue dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale ainsi que l'expérience nécessaire du procès pénal, que ce soit en qualité de juge, de procureur ou d'avocat, ou en toute autre qualité similaire; ou

ii) Avoir une compétence reconnue dans des domaines pertinents du droit international, tels que le droit international humanitaire et les droits de l'homme, ainsi qu'une grande expérience dans une profession juridique qui présente un intérêt pour le travail judiciaire de la Cour;

c) Tout candidat à un siège à la Cour doit avoir une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour.

4. a) Les candidats à un siège à la Cour peuvent être présentés par tout Etat Partie au présent Statut :

i) Selon la procédure de présentation de candidatures aux plus hautes fonctions judiciaires dans l'Etat en question; ou

ii) Selon la procédure de présentation de candidatures à la Cour internationale de Justice prévue dans le Statut de celle-ci.

Les candidatures sont accompagnées d'un document détaillé montrant que le candidat présente les qualités prévues au paragraphe 3.

b) Chaque Etat Partie peut présenter la candidature d'une personne à une élection donnée. Cette personne n'a pas nécessairement sa nationalité mais doit avoir celle d'un Etat Partie.

c) L'Assemblée des Etats Parties peut décider de constituer, selon qu'il convient, une commission consultative pour l'examen des candidatures. Dans ce cas, la composition et le mandat de cette commission sont définis par l'Assemblée des Etats Parties.

5. Aux fins de l'élection, il est établi deux listes de candidats :

La liste A, qui contient les noms des candidats possédant les compétences visées au paragraphe 3, alinéa b), sous-alinéa i);

La liste B, qui contient les noms des candidats possédant les compétences visées au paragraphe 3, alinéa b), sous-alinéa ii).

Tout candidat possédant les compétences requises pour figurer sur les deux listes peut choisir celle sur laquelle il se présente. A la première élection, neuf juges au moins sont élus parmi les candidats de la liste A et cinq juges au moins parmi ceux de la liste B. Les élections suivantes sont organisées de manière à maintenir la même proportion entre les juges élus sur l'une et l'autre listes.

6. a) Les juges sont élus au scrutin secret lors d'une réunion de l'Assemblée des Etats Parties convoquée à cet effet en vertu de l'article 112. Sous réserve du paragraphe 7, sont élus les 18 candidats ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé et la majorité des deux tiers des Etats Parties présents et votants.

b) S'il reste des sièges à pourvoir à l'issue du premier tour de scrutin, il est procédé à des scrutins successifs conformément à la procédure établie à l'alinéa a) jusqu'à ce que les sièges restants aient été pourvus.

7. La Cour ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même Etat. A cet égard, celui qui peut être considéré comme le ressortissant de plus d'un Etat est censé être ressortissant de l'Etat où il exerce habituellement ses droits civils et politiques.

8. a) Dans le choix des juges, les Etats Parties tiennent compte de la nécessité d'assurer, dans la composition de la Cour :

i) La représentation des principaux systèmes juridiques du monde;

ii) Une représentation géographique équitable; et

iii) Une représentation équitable des hommes et des femmes;

b) Les Etats Parties tiennent également compte de la nécessité d'assurer la présence de juges spécialisés dans certaines matières, y compris, mais sans s'y limiter, les questions liées à la violence contre les femmes ou les enfants.

9. a) Sous réserve de l'alinéa b), les juges sont élus pour un mandat de neuf ans et, sous réserve de l'alinéa c) et de l'article 37, paragraphe 2, ils ne sont pas rééligibles.

b) A la première élection, un tiers des juges élus, désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de trois ans; un tiers des juges élus, désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de six ans; les autres juges sont nommés pour un mandat de neuf ans.

c) Un juge nommé pour un mandat de trois ans en application de l'alinéa b) est rééligible pour un mandat complet.

10. Nonobstant les dispositions du paragraphe 9, un juge affecté à une Chambre de première instance ou d'appel conformément à l'article 39, qui a commencé à connaître devant cette chambre d'une affaire en première instance ou en appel, reste en fonctions jusqu'à la conclusion de cette affaire.

Article 37

SIEGES VACANTS

1. Il est pourvu par élection aux sièges devenus vacants, selon les dispositions de l'article 36.

2. Un juge élu à un siège devenu vacant achève le mandat de son prédécesseur; si la durée du mandat à achever est inférieure ou égale à trois ans, il est rééligible pour un mandat entier conformément à l'article 36.

Article 38

LA PRESIDENCE

1. Le Président et les Premier et Second Vice-Présidents sont élus à la majorité absolue des juges. Ils sont élus pour trois ans, ou jusqu'à l'expiration de leur mandat de juge si celui-ci prend fin avant trois ans. Ils sont rééligibles une fois.

2. Le Premier Vice-Président remplace le Président lorsque celui-ci est empêché ou récusé. Le second Vice-Président remplace le Président lorsque celui-ci et le Premier Vice-Président sont tous deux empêchés ou récusés.

3. Le Président, le Premier Vice-Président et le Second Vice-Président composent la Présidence, laquelle est chargée :

a) De la bonne administration de la Cour, à l'exception du Bureau du Procureur; et

b) Des autres fonctions qui lui sont conférées conformément au présent Statut.

4. Dans l'exercice des attributions visées au paragraphe 3, alinéa a), la Présidence agit en coordination avec le Procureur, dont elle recherche l'accord pour toutes les questions d'intérêt commun.

Article 39

LES CHAMBRES

1. Dès que possible après l'élection des juges, la Cour s'organise en sections comme le prévoit l'article 34, paragraphe b). La Section des appels est composée du Président et de quatre autres juges; la Section de première instance et la Section préliminaire sont composées chacune de six juges au moins. L'affectation des juges aux sections est fondée sur la nature des fonctions assignées à chacune d'elles et sur les compétences et l'expérience des juges élus à la Cour, de telle sorte que chaque section comporte la proportion voulue de spécialistes du droit pénal et de la procédure pénale et de spécialistes du droit international. La Section préliminaire et la Section de première instance sont principalement composées de juges ayant l'expérience des procès pénaux.

2. a) Les fonctions judiciaires de la Cour sont exercées dans chaque section par des Chambres.

b) i) La Chambre d'appel est composée de tous les juges de la Section des appels;

ii) Les fonctions de la Chambre de première instance sont exercées par trois juges de la Section de première instance;

iii) Les fonctions de la Chambre préliminaire sont exercées soit par trois juges de la Section préliminaire soit par un seul juge de cette Section conformément au présent Statut et au Règlement de procédure et de preuve;

c) Aucune disposition du présent paragraphe n'interdit la constitution simultanée de plus d'une chambre de première instance ou chambre préliminaire lorsque le travail de la Cour l'exige.

3. a) Les juges affectés à la Section préliminaire et à la Section de première instance y siègent pendant trois ans; ils continuent d'y siéger au-delà de ce terme, jusqu'au règlement de toute affaire dont ils ont eu à connaître dans ces sections.

b) Les juges affectés à la Section des appels y siègent pendant toute la durée de leur mandat.

4. Les juges affectés à la Section des appels siègent exclusivement dans cette Section. Aucune disposition du présent article n'interdit toutefois l'affectation provisoire de juges de la Section de première instance à la Section préliminaire, ou inversement, si la Présidence estime que le travail de la Cour l'exige, étant entendu qu'un juge qui a participé à la phase préliminaire d'une affaire n'est en aucun cas autorisé à siéger à la Chambre de première instance saisie de cette affaire.

Article 40

INDEPENDANCE DES JUGES

1. Les juges exercent leurs fonctions en toute indépendance.

2. Les juges n'exercent aucune activité qui pourrait être incompatible avec leurs fonctions judiciaires ou faire douter de leur indépendance.

3. Les juges tenus d'exercer leurs fonctions à plein temps au siège de la Cour ne doivent se livrer à aucune autre activité de caractère professionnel.

4. Toute question qui soulève l'application des paragraphes 2 et 3 est tranchée à la majorité absolue des juges. Un juge ne participe pas à la décision portant sur une question qui le concerne.

Article 41

DECHARGE ET RECUSATION DES JUGES

1. La Présidence peut décharger un juge, à sa demande, des fonctions qui lui sont attribuées en vertu du présent Statut, conformément au Règlement de procédure et de preuve.

2. a) Un juge ne peut participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle son impartialité pourrait raisonnablement être mise en doute pour un motif quelconque. Un juge est récusé pour une affaire conformément au présent paragraphe notamment s'il est intervenu auparavant, à quelque titre que ce soit, dans cette affaire devant la Cour ou dans une affaire pénale connexe au niveau national dans laquelle la personne faisant l'objet de l'enquête ou des poursuites était impliquée. Un juge peut aussi être récusé pour les autres motifs prévus par le Règlement de procédure et de preuve.

b) Le Procureur ou la personne faisant l'objet de l'enquête ou des poursuites peut demander la récusation d'un juge en vertu du présent paragraphe.

c) Toute question relative à la récusation d'un juge est tranchée à la majorité absolue des juges. Le juge dont la récusation est demandée peut présenter ses observations sur la question mais ne participe pas à la décision.

Article 42

LE BUREAU DU PROCUREUR

1. Le Bureau du Procureur agit indépendamment en tant qu'organe distinct au sein de la Cour. Il est chargé de recevoir les communications et tout renseignement dûment étayé concernant les crimes relevant de la compétence de la Cour, de les examiner, de conduire les enquêtes et de soutenir l'accusation devant la Cour. Ses membres ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucune source extérieure.

2. Le Bureau est dirigé par le Procureur. Celui-ci a toute autorité sur la gestion et l'administration du Bureau, y compris le personnel, les installations et les autres ressources. Le Procureur est secondé par un ou plusieurs procureurs adjoints, habilités à procéder à tous les actes que le présent Statut requiert du Procureur. Le Procureur et les procureurs adjoints sont de nationalités différentes. Ils exercent leurs fonctions à plein temps.

3. Le Procureur et les procureurs adjoints doivent jouir d'une haute considération morale et avoir de solides compétences et une grande expérience pratique en matière de poursuites ou de procès dans des affaires pénales. Ils doivent avoir une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour.

4. Le Procureur est élu au scrutin secret par l'Assemblée des Etats Parties, à la majorité absolue des membres de celle-ci. Les procureurs adjoints sont élus de la même façon sur une liste de candidats présentée par le Procureur. Le Procureur présente trois candidats pour chaque poste de procureur adjoint à pourvoir. A moins qu'il ne soit décidé d'un mandat plus court au moment de leur élection, le Procureur et les procureurs adjoints exercent leurs fonctions pendant neuf ans et ne sont pas rééligibles.

5. Ni le Procureur ni les procureurs adjoints n'exercent d'activité risquant d'être incompatible avec leurs fonctions en matière de poursuites ou de faire douter de leur indépendance. Ils ne se livrent à aucune autre activité de caractère professionnel.

6. La Présidence peut décharger, à sa demande, le Procureur ou un procureur adjoint de ses fonctions dans une affaire déterminée.

7. Ni le Procureur, ni les procureurs adjoints ne peuvent participer au règlement d'une affaire dans laquelle leur impartialité pourrait être raisonnablement mise en doute pour un motif quelconque. Ils sont récusés pour une affaire conformément au présent paragraphe si, entre autres, ils sont antérieurement intervenus, à quelque titre que ce soit, dans cette affaire devant la Cour ou dans une affaire pénale connexe au niveau national dans laquelle la personne faisant l'objet de l'enquête ou des poursuites était impliquée.

8. Toute question relative à la récusation du Procureur ou d'un procureur adjoint est tranchée par la Chambre d'appel.

a) La personne faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites peut à tout moment demander la récusation du Procureur ou d'un procureur adjoint pour les motifs énoncés dans le présent article;

b) Le Procureur ou le Procureur adjoint intéressé, selon le cas, peut présenter ses observations sur la question.

9. Le Procureur nomme des conseillers qui sont des spécialistes du droit relatif à certaines questions, y compris, mais s'en s'y limiter, celles des violences sexuelles, des violences à motivation sexiste et des violences contre les enfants

Article 43

LE GREFFE

1. Le Greffe est responsable des aspects non judiciaires de l'administration et du service de la Cour, sans préjudice des fonctions et attributions du Procureur définies à l'article 42.

2. Le Greffe est dirigé par le Greffier, qui est le responsable principal de l'administration de la Cour. Le Greffier exerce ses fonctions sous l'autorité du Président de la Cour.

3. Le Greffier et le Greffier adjoint doivent être des personnes d'une haute moralité et d'une grande compétence, ayant une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour.

4. Les juges élisent le Greffier à la majorité absolue et au scrutin secret, en tenant compte des recommandations éventuelles de l'Assemblée des Etats Parties. Si le besoin s'en fait sentir, ils élisent de la même manière un greffier adjoint sur recommandation du Greffier.

5. Le Greffier est élu pour cinq ans, est rééligible une fois et exerce ses fonctions à plein temps. Le Greffier adjoint est élu pour cinq ans ou pour un mandat plus court, selon ce qui peut être décidé à la majorité absolue des juges; il est appelé à exercer ses fonctions selon les exigences du service.

6. Le Greffier crée, au sein du Greffe, une division d'aide aux victimes et aux témoins. Cette division est chargée, en consultation avec le Bureau du Procureur, de conseiller et d'aider de toute manière appropriée les témoins, les victimes qui comparaisent devant la Cour et les autres personnes auxquelles les dépositions de ces témoins peuvent faire courir un risque, ainsi que de prévoir les mesures et les dispositions à prendre pour assurer leur protection et leur sécurité. Le personnel de la Division comprend des spécialistes de l'aide aux victimes de traumatismes, y compris de traumatismes consécutifs à des violences sexuelles.

Article 44

LE PERSONNEL

1. Le Procureur et le Greffier nomment le personnel qualifié nécessaire dans leurs services respectifs, y compris, dans le cas du Procureur, des enquêteurs.

2. Lorsqu'ils recrutent le personnel, le Procureur et le Greffier veillent à s'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité, en tenant compte, mutatis mutandis, des critères énoncés à l'article 36, paragraphe 8.

3. Le Greffier, en accord avec la Présidence et le Procureur, propose le Statut du personnel, qui comprend les conditions de nomination, de rémunération et de cessation de fonctions. Le Statut du personnel est approuvé par l'Assemblée des Etats Parties.

4. La Cour peut, dans des circonstances exceptionnelles, avoir recours à l'expertise de personnel mis à sa disposition à titre gracieux par des Etats Parties, des organisations intergouvernementales ou des organisations non gouvernementales pour aider tout organe de la Cour dans ses travaux. Le Procureur peut accepter un tel personnel pour le Bureau du Procureur. Les personnes mises à disposition à titre gracieux sont employées conformément aux directives qui seront établies par l'Assemblée des Etats Parties.

Article 45

ENGAGEMENT SOLENNEL

Avant de prendre les fonctions que prévoit le présent Statut, les juges, le Procureur, les procureurs adjoints, le Greffier et le Greffier adjoint prennent en séance publique l'engagement solennel d'exercer leurs attributions en toute impartialité et en toute conscience.

Article 46

PERTE DE FONCTIONS

1. Un juge, le Procureur, un procureur adjoint, le Greffier ou le Greffier adjoint est relevé de ses fonctions sur décision prise conformément au paragraphe 2, dans les cas où :

a) Il est établi qu'il a commis une faute lourde ou un manquement grave aux devoirs que lui impose le présent Statut, selon ce qui est prévu dans le Règlement de procédure et de preuve; ou

b) Il se trouve dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, telles que les définit le présent Statut.

2. La décision concernant la perte de fonctions d'un juge, du Procureur ou d'un procureur adjoint en application du paragraphe 1 est prise par l'Assemblée des Etats Parties au scrutin secret :

a) Dans le cas d'un juge, à la majorité des deux tiers des Etats Parties sur recommandation adoptée à la majorité des deux tiers des autres juges;

b) Dans le cas du Procureur, à la majorité absolue des Etats Parties;

c) Dans le cas d'un procureur adjoint, à la majorité absolue des Etats Parties sur recommandation du Procureur.

3. La décision concernant la perte de fonctions du Greffier ou du Greffier adjoint est prise à la majorité absolue des juges.

4. Un juge, un procureur, un procureur adjoint, un greffier ou un greffier adjoint dont le comportement ou l'aptitude à exercer les fonctions prévues par le présent Statut sont contestés en vertu du présent article a toute latitudo pour produire et recevoir des éléments de preuve et pour faire valoir ses arguments conformément au Règlement de procédure et de preuve. Il ne participe pas autrement à l'examen de la question.

Article 47

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Un juge, un procureur, un procureur adjoint, un greffier ou un greffier adjoint qui a commis une faute d'une gravité moindre que celle visée à l'article 46, paragraphe 1^{er}, encourt les sanctions disciplinaires prévues par le Règlement de procédure et de preuve.

Article 48

PRIVILEGES ET IMMUNITES

1. La Cour jouit sur le territoire des Etats Parties des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

2. Les juges, le Procureur, les procureurs adjoints et le Greffier jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions ou relativement à ces fonctions, des privilèges et immunités accordés aux chefs de missions diplomatiques. Après l'expiration de leur mandat, ils continuent à jouir de l'immunité contre toute procédure légale pour les paroles, les écrits et les actes qui relèvent de l'exercice de leurs fonctions officielles.

3. Le Greffier adjoint, le personnel du Bureau du Procureur et le personnel du Greffe jouissent des privilèges, immunités et facilités nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, conformément à l'accord sur les privilèges et immunités de la Cour.

4. Les avocats, experts, témoins ou autres personnes dont la présence est requise au siège de la Cour bénéficient du traitement nécessaire au bon fonctionnement de la Cour, conformément à l'accord sur les privilèges et immunités de la Cour.

5. Les privilèges et immunités peuvent être levés :

a) Dans le cas d'un juge ou du Procureur, par décision prise à la majorité absolue des juges;

b) Dans le cas du Greffier, par la Présidence;

c) Dans le cas des procureurs adjoints et du personnel du Bureau du Procureur, par le Procureur;

d) Dans le cas du Greffier adjoint et du personnel du Greffe, par le Greffier.

Article 49

TRAITEMENTS, INDEMNITES ET REMBOURSEMENT DE FRAIS

Les juges, le Procureur, les procureurs adjoints, le Greffier et le Greffier adjoint perçoivent les traitements, indemnités et remboursements arrêtés par l'Assemblée des Etats Parties. Ces traitements et indemnités ne sont pas réduits en cours de mandat.

Article 50

LANGUES OFFICIELLES ET LANGUES DE TRAVAIL

1. Les langues officielles de la Cour sont l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe. Les arrêts de la Cour ainsi que les autres décisions réglant des questions fondamentales qui lui sont soumises sont publiés dans les langues officielles. La Présidence détermine, au regard des critères fixés par le Règlement de procédure et de preuve, quelles décisions peuvent être considérées aux fins du présent paragraphe comme réglant des questions fondamentales.

2. Les langues de travail de la Cour sont l'anglais et le français. Le Règlement de procédure et de preuve définit les cas dans lesquels d'autres langues officielles peuvent être employées comme langues de travail.

3. A la demande d'une partie à une procédure ou d'un Etat autorisé à intervenir dans une procédure, la Cour autorise l'emploi par cette partie ou cet Etat d'une langue autre que l'anglais ou le français si elle l'estime justifié.

Article 51

REGLEMENT DE PROCEDURE ET DE PREUVE

1. Le Règlement de procédure et de preuve entre en vigueur dès son adoption par l'Assemblée des Etats Parties à la majorité des deux tiers de ses membres.

2. Des amendements au Règlement de procédure et de preuve peuvent être proposés par :

- a) Tout Etat Partie;
- b) Les juges agissant à la majorité absolue;
- c) Le Procureur.

Ces amendements entrent en vigueur dès leur adoption à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée des Etats Parties.

3. Après l'adoption du Règlement de procédure et de preuve, dans les cas urgents où la situation particulière portée devant la Cour n'est pas prévue par le Règlement, les juges peuvent, à la majorité des deux tiers, établir des règles provisoires qui s'appliquent jusqu'à ce que l'Assemblée des Etats Parties, à sa réunion ordinaire ou extraordinaire suivante, les adopte, les modifie ou les rejette.

4. Le Règlement de procédure et de preuve, les amendements s'y rapportant et les règles provisoires sont conformes aux dispositions du présent Statut. Les amendements au Règlement de procédure et de preuve ainsi que les règles provisoires ne s'appliquent pas rétroactivement au préjudice de la personne qui fait l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une condamnation.

5. En cas de conflit entre le Statut et le Règlement de procédure et de preuve, le Statut prévaut.

Article 52

REGLEMENT DE LA COUR

1. Les juges adoptent à la majorité absolue, conformément au présent Statut et au Règlement de procédure et de preuve, le règlement nécessaire au fonctionnement quotidien de la Cour.

2. Le Procureur et le Greffier sont consultés pour l'élaboration du Règlement de la Cour et de tout amendement s'y rapportant.

3. Le Règlement de la Cour et tout amendement s'y rapportant prennent effet dès leur adoption, à moins que les juges n'en décident autrement. Ils sont communiqués immédiatement après leur adoption aux Etats Parties, pour observation. Ils restent en vigueur si la majorité des Etats Parties n'y fait pas objection dans les six mois.

CHAPITRE V. — ENQUETE ET POURSUITES

Article 53

OUVERTURE D'UNE ENQUETE

1. Le Procureur, après avoir évalué les renseignements portés à sa connaissance, ouvre une enquête, à moins qu'il ne conclue qu'il n'y a pas de base raisonnable pour poursuivre en vertu du présent Statut. Pour prendre sa décision, le Procureur examine :

- a) Si les renseignements en sa possession fournissent une base raisonnable pour croire qu'un crime relevant de la compétence de la Cour a été ou est en voie d'être commis;
- b) Si l'affaire est ou serait recevable au regard de l'article 17; et
- c) S'il y a des raisons sérieuses de penser, compte tenu de la gravité du crime et des intérêts des victimes, qu'une enquête ne servirait pas les intérêts de la justice.

S'il ou elle conclut qu'il n'y a pas de base raisonnable pour poursuivre et si cette conclusion est fondée exclusivement sur les considérations visées à l'alinéa c), le Procureur en informe la Chambre préliminaire.

2. Si, après enquête, le Procureur conclut qu'il n'y a pas de base suffisante pour engager des poursuites :

- a) Parce qu'il n'y a pas de base suffisante, en droit ou en fait, pour demander un mandat d'arrêt ou une citation à comparaître en application de l'article 58;
- b) Parce que l'affaire est irrecevable au regard de l'article 17; ou
- c) Parce que poursuivre ne servirait pas les intérêts de la justice, compte tenu de toutes les circonstances, y compris la gravité du crime, les intérêts des victimes, l'âge ou le handicap de l'auteur présumé et son rôle dans le crime allégué; il ou elle informe de sa conclusion et des raisons qui l'ont motivée la Chambre préliminaire et l'Etat qui lui a déferé la situation conformément à l'article 14, ou le Conseil de sécurité s'il s'agit d'une situation visée à l'article 13, paragraphe b).

3. a) A la demande de l'Etat qui a déferé la situation conformément à l'article 14, ou du Conseil de sécurité s'il s'agit d'une situation visée à l'article 13, paragraphe b) la Chambre préliminaire peut examiner la décision de ne pas poursuivre prise par le Procureur en vertu des paragraphes 1^{er} ou 2 et demander au Procureur de la reconsidérer.

b) De plus, la Chambre préliminaire peut, de sa propre initiative, examiner la décision du Procureur de ne pas poursuivre si cette décision est fondée exclusivement sur les considérations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa c) et au paragraphe 2, alinéa c). En tel cas, la décision du Procureur n'a d'effet que si elle est confirmée par la Chambre préliminaire.

4. Le Procureur peut à tout moment reconsidérer sa décision d'ouvrir ou non une enquête ou d'engager ou non des poursuites à la lumière de faits ou de renseignements nouveaux.

Article 54

DEVOIRS ET POUVOIRS DU PROCUREUR EN MATIERE D'ENQUETES

1. Le Procureur :

a) Pour établir la vérité, étend l'enquête à tous les faits et éléments de preuve qui peuvent être utiles pour déterminer s'il y a responsabilité pénale au regard du présent Statut et, ce faisant, enquête tant à charge qu'à décharge;

b) Prend les mesures propres à assurer l'efficacité des enquêtes et des poursuites visant des crimes relevant de la compétence de la Cour. Ce faisant, il a égard aux intérêts et à la situation personnelle des victimes et des témoins, y compris leur âge, leur sexe, tel que défini à l'article 7, paragraphe 3, et leur état de santé; il tient également compte de la nature du crime, en particulier lorsque celui-ci comporte des violences sexuelles, des violences à caractère sexiste ou des violences contre des enfants; et

c) Respecte pleinement les droits des personnes énoncés dans le présent Statut.

2. Le Procureur peut enquêter sur le territoire d'un Etat :

a) Conformément aux dispositions du chapitre IX; ou

b) Avec l'autorisation de la Chambre préliminaire en vertu de l'article 57, paragraphe 3, alinéa d).

3. Le Procureur peut :

a) Recueillir et examiner des éléments de preuve;

b) Convoquer et interroger des personnes faisant l'objet d'une enquête, des victimes et des témoins;

c) Rechercher la coopération de tout Etat ou organisation intergouvernementale ou accord intergouvernemental conformément à leurs compétences ou à leur mandat respectifs;

d) Conclure tous arrangements ou accords qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent Statut et qui peuvent être nécessaires pour faciliter la coopération d'un Etat, d'une organisation intergouvernementale ou d'une personne;

e) S'engager à ne divulguer à aucun stade de la procédure les documents ou renseignements qu'il a obtenus, sous la condition qu'ils demeurent confidentiels et ne servent qu'à obtenir de nouveaux éléments de preuve, à moins que celui qui a fourni l'information ne consente à leur divulgation; et

f) Prendre, ou demander que soient prises, des mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des renseignements recueillis, la protection des personnes ou la préservation des éléments de preuve.

Article 55

DROITS DES PERSONNES DANS LE CADRE D'UNE ENQUETE

1. Dans une enquête ouverte en vertu du présent Statut, une personne :

a) N'est pas obligée de témoigner contre elle-même ni de s'avouer coupable;

b) N'est soumise à aucune forme de coercition, de contrainte ou de menace, ni à la torture ni à aucune autre forme de peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant;

c) Bénéficie gratuitement, si elle n'est pas interrogée dans une langue qu'elle comprend et parle parfaitement, de l'aide d'un interprète compétent et de toutes traductions que rendent nécessaires les exigences de l'équité; et

d) Ne peut être arrêtée ou détenue arbitrairement; elle ne peut être privée de sa liberté si ce n'est pour les motifs et selon les procédures prévus dans le présent Statut.

2. Lorsqu'il y a des motifs de croire qu'une personne a commis un crime relevant de la compétence de la Cour et que cette personne doit être interrogée, soit par le Procureur soit par les autorités nationales en vertu d'une demande faite au titre du chapitre IX, cette personne a de plus les droits suivants, dont elle est informée avant d'être interrogée :

a) Etre informée avant d'être interrogée qu'il y a des raisons de croire qu'elle a commis un crime relevant de la compétence de la Cour;

b) Garder le silence, sans que ce silence soit pris en considération pour la détermination de sa culpabilité ou de son innocence;

c) Etre assistée par le défenseur de son choix ou, si elle n'en a pas, par un défenseur commis d'office chaque fois que les intérêts de la justice l'exigent, sans avoir dans ce cas à verser de rémunération si elle n'en a pas les moyens; et

d) Etre interrogée en présence de son conseil, à moins qu'elle n'ait renoncé volontairement à son droit d'être assistée d'un conseil.

Article 56

ROLE DE LA CHAMBRE PRELIMINAIRE DANS LE CAS
OU L'OCCASION D'OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS NE SE PRESENTERA PLUS

1. a) Lorsque le Procureur considère qu'une enquête offre l'occasion unique, qui peut ne plus se présenter par la suite, de recueillir un témoignage ou une déposition, ou d'examiner, recueillir ou vérifier des éléments de preuve aux fins d'un procès, il en avise la Chambre préliminaire;

b) La Chambre préliminaire peut alors, à la demande du Procureur, prendre toutes mesures propres à assurer l'efficacité et l'intégrité de la procédure et, en particulier, à protéger les droits de la défense;

c) Sauf ordonnance contraire de la Chambre préliminaire, le Procureur informe également de la circonstance visée à l'alinéa a) la personne qui a été arrêtée ou a comparu sur citation délivrée dans le cadre de l'enquête, afin que cette personne puisse être entendue.

2. Les mesures visées au paragraphe 1^{er}, alinéa b), peuvent consister :

a) A faire des recommandations ou rendre des ordonnances concernant la marche à suivre;

b) A ordonner qu'il soit dressé procès-verbal de la procédure;

c) A nommer un expert;

d) A autoriser l'avocat d'une personne qui a été arrêtée, ou a comparu devant la Cour sur citation, à participer à la procédure ou, lorsque l'arrestation ou la comparution n'a pas encore eu lieu ou que l'avocat n'a pas encore été choisi, à désigner un avocat qui se chargera des intérêts de la défense et les représentera;

e) A charger un de ses membres ou, au besoin, un des juges disponibles de la Section préliminaire ou de la Section de première instance, de faire des recommandations ou de rendre des ordonnances concernant le rassemblement et la préservation des éléments de preuve et les auditions de personnes;

f) A prendre toute autre mesure nécessaire pour recueillir ou préserver les éléments de preuve.

3. a) Lorsque le Procureur n'a pas demandé les mesures visées au présent article mais que la Chambre préliminaire est d'avis que ces mesures sont nécessaires pour préserver des éléments de preuve qu'elle juge essentiels pour la défense au cours du procès, elle consulte le Procureur pour savoir si celui-ci avait de bonnes raisons de ne pas demander les mesures en question. Si, après consultation, elle conclut que le fait de ne pas avoir demandé ces mesures n'est pas justifié, elle peut prendre des mesures de sa propre initiative.

b) Le Procureur peut faire appel de la décision de la Chambre préliminaire d'agir de sa propre initiative en vertu du présent paragraphe. Cet appel est examiné selon une procédure accélérée.

4. L'admissibilité des éléments de preuve préservés ou recueillis aux fins du procès en application du présent article, ou de l'enregistrement de ces éléments de preuve, est régie par l'article 69, leur valeur étant celle que leur donne la Chambre de première instance.

Article 57

FONCTIONS ET POUVOIRS DE LA CHAMBRE PRELIMINAIRE

1. A moins que le présent Statut n'en dispose autrement, la Chambre préliminaire exerce ses fonctions conformément aux dispositions du présent article.

2. a) Les décisions rendues par la Chambre préliminaire en vertu des articles 15, 18, 19, 54, paragraphe 2, 61, paragraphe 7, et 72 sont prises à la majorité des juges qui la composent;

b) Dans tous les autres cas, un seul juge de la Chambre préliminaire peut exercer les fonctions prévues dans le présent Statut, sauf disposition contraire du Règlement de procédure et de preuve ou décision contraire de la Chambre préliminaire prise à la majorité.

3. Indépendamment des autres fonctions qui lui sont conférées en vertu du présent Statut, la Chambre préliminaire peut :

a) Sur requête du Procureur, rendre les ordonnances et délivrer les mandats qui peuvent être nécessaires aux fins d'une enquête;

b) A la demande d'une personne qui a été arrêtée ou a comparu sur citation conformément à l'article 58, rendre toute ordonnance, y compris des mesures telles que visées à l'article 56, ou solliciter tout concours au titre du chapitre IX qui peuvent être nécessaires pour aider la personne à préparer sa défense;

c) En cas de besoin, assurer la protection et le respect de la vie privée des victimes et des témoins, la préservation des preuves, la protection des personnes qui ont été arrêtées ou ont comparu sur citation, ainsi que la protection des renseignements touchant la sécurité nationale;

d) Autoriser le Procureur à prendre certaines mesures d'enquête sur le territoire d'un Etat Partie sans s'être assuré de la coopération de cet Etat au titre du chapitre IX si, ayant tenu compte dans la mesure du possible des vues de cet Etat, elle a déterminé qu'en l'espèce celui-ci est manifestement incapable de donner suite à une demande de coopération parce qu'aucune autorité ou composante compétente de son appareil judiciaire national n'est disponible pour donner suite à une demande de coopération au titre du chapitre IX;

e) Lorsqu'un mandat d'arrêt ou une citation à comparaître a été délivré en vertu de l'article 58, solliciter la coopération des Etats en vertu de l'article 93, paragraphe 1^{er}, alinéa k), en tenant dûment compte de la force des éléments de preuve et des droits des parties concernées, comme prévu dans le présent Statut et dans le Règlement de procédure et de preuve, pour qu'ils prennent des mesures conservatoires aux fins de confiscation, en particulier dans l'intérêt supérieur des victimes.

Article 58

DELIVRANCE PAR LA CHAMBRE PRELIMINAIRE
D'UN MANDAT D'ARRET OU D'UNE CITATION A COMPARAITRE

1. A tout moment après l'ouverture d'une enquête, la Chambre préliminaire délivre, sur requête du Procureur, un mandat d'arrêt contre une personne si, après examen de la requête et des éléments de preuve ou autres renseignements fournis par le Procureur, elle est convaincue :

a) Qu'il y a des motifs raisonnables de croire que cette personne a commis un crime relevant de la compétence de la Cour; et

b) Que l'arrestation de cette personne apparaît nécessaire pour garantir :

i) Que la personne comparaitra;

ii) Qu'elle ne fera pas obstacle à l'enquête ou à la procédure devant la Cour, ni n'en compromettra le déroulement; ou

iii) Le cas échéant, qu'elle ne poursuivra pas l'exécution du crime dont il s'agit ou d'un crime connexe relevant de la compétence de la Cour et se produisant dans les mêmes circonstances.

2. La requête du Procureur contient les éléments suivants :

a) Le nom de la personne visée et tous autres éléments utiles d'identification;

b) Une référence précise au crime relevant de la compétence de la Cour que la personne est censée avoir commis;

c) L'exposé succinct des faits dont il est allégué qu'ils constituent ce crime;

d) Un résumé des éléments de preuve qui donnent des motifs raisonnables de croire que la personne a commis ce crime; et

e) Les raisons pour lesquelles le Procureur estime qu'il est nécessaire de procéder à l'arrestation de cette personne.

3. Le mandat d'arrêt contient les éléments suivants :

a) Le nom de la personne visée et tous autres éléments utiles d'identification;

b) Une référence précise au crime relevant de la compétence de la Cour qui justifie l'arrestation; et

c) L'exposé succinct des faits dont il est allégué qu'ils constituent ce crime.

4. Le mandat d'arrêt reste en vigueur tant que la Cour n'en a pas décidé autrement.

5. Sur la base du mandat d'arrêt, la Cour peut demander l'arrestation provisoire ou l'arrestation et la remise de la personne conformément au chapitre IX.

6. Le Procureur peut demander à la Chambre préliminaire de modifier le mandat d'arrêt en requalifiant les crimes qui y sont visés ou en y ajoutant de nouveaux crimes. La Chambre préliminaire modifie le mandat d'arrêt si elle a des motifs raisonnables de croire que la personne a commis les crimes requalifiés ou les nouveaux crimes.

7. Le Procureur peut demander à la Chambre préliminaire de délivrer une citation à comparaître au lieu d'un mandat d'arrêt. Si la Chambre préliminaire est convaincue qu'il y a des motifs raisonnables de croire que la personne a commis le crime qui lui est imputé et qu'une citation à comparaître suffit à garantir qu'elle se présentera devant la Cour, elle délivre la citation, avec ou sans conditions restrictives de liberté (autres que la détention) si la législation nationale le prévoit. La citation contient les éléments suivants :

a) Le nom de la personne visée et tous autres éléments utiles d'identification;

b) La date de comparution;

c) Une référence précise au crime relevant de la compétence de la Cour que la personne est censée avoir commis; et

d) L'exposé succinct des faits dont il est allégué qu'ils constituent le crime.

La citation est notifiée à la personne qu'elle vise.

Article 59

PROCEDURE D'ARRESTATION DANS L'ETAT DE DETENTION

1. L'Etat Partie qui a reçu une demande d'arrestation provisoire ou d'arrestation et de remise prend immédiatement des mesures pour faire arrêter la personne dont il s'agit conformément à sa législation et aux dispositions du chapitre IX.

2. Toute personne arrêtée est déférée aussitôt à l'autorité judiciaire compétente de l'Etat de détention qui vérifie, conformément à la législation de cet Etat :

a) Que le mandat vise bien cette personne;

b) Que celle-ci a été arrêtée selon la procédure régulière; et

c) Que ses droits ont été respectés.

3. La personne arrêtée a le droit de demander à l'autorité compétente de l'Etat de détention sa mise en liberté provisoire en attendant sa remise.

4. Lorsqu'elle se prononce sur cette demande, l'autorité compétente de l'Etat de détention examine si, eu égard à la gravité des crimes allégués, l'urgence et des circonstances exceptionnelles justifient la mise en liberté provisoire et si les garanties voulues assurent que l'Etat de détention peut s'acquitter de son obligation de remettre la personne à la Cour. L'autorité compétente de l'Etat de détention ne peut pas examiner si le mandat d'arrêt a été régulièrement délivré au regard de l'article 58, paragraphe 1^{er}, alinéas a) et b).

5. La Chambre préliminaire est avisée de toute demande de mise en liberté provisoire et fait des recommandations à l'autorité compétente de l'Etat de détention. Avant de rendre sa décision, celle-ci prend pleinement en considération ces recommandations, y compris éventuellement celles qui portent sur les mesures propres à empêcher l'évasion de la personne.

6. Si la mise en liberté provisoire est accordée, la Chambre préliminaire peut demander des rapports périodiques sur le régime de la liberté provisoire.

7. Une fois ordonnée la remise par l'Etat de détention, la personne est livrée à la Cour aussitôt que possible.

Article 60

PROCEDURE INITIALE DEVANT LA COUR

1. Dès que la personne est remise à la Cour ou dès qu'elle comparait devant celle-ci, volontairement ou sur citation, la Chambre préliminaire vérifie qu'elle a été informée des crimes qui lui sont imputés et des droits que lui reconnaît le présent Statut, y compris le droit de demander sa mise en liberté provisoire en attendant d'être jugée.

2. La personne visée par un mandat d'arrêt peut demander sa mise en liberté provisoire en attendant d'être jugée. Si la Chambre préliminaire est convaincue que les conditions énoncées à l'article 58, paragraphe 1^{er}, sont réalisées, la personne est maintenue en détention. Sinon, la Chambre préliminaire la met en liberté, avec ou sans conditions.

3. La Chambre préliminaire réexamine périodiquement sa décision de mise en liberté ou de maintien en détention. Elle peut le faire à tout moment à la demande du Procureur ou de l'intéressé. Elle peut alors modifier sa décision concernant la détention, la mise en liberté ou les conditions de celle-ci si elle est convaincue que l'évolution des circonstances le justifie.

4. La Chambre préliminaire s'assure que la détention avant le procès ne se prolonge pas de manière excessive à cause d'un retard injustifiable imputable au Procureur. Si un tel retard se produit, la Cour examine la possibilité de mettre l'intéressé en liberté, avec ou sans conditions.

5. Si besoin est, la Chambre préliminaire peut délivrer un mandat d'arrêt pour garantir la comparution d'une personne qui a été mise en liberté.

Article 61

CONFIRMATION DES CHARGES AVANT LE PROCES

1. Sous réserve du paragraphe 2, dans un délai raisonnable après la remise de la personne à la Cour ou sa comparution volontaire devant celle-ci, la Chambre préliminaire tient une audience pour confirmer les charges sur lesquelles le Procureur entend se fonder pour requérir le renvoi en jugement. L'audience se déroule en présence du Procureur et de la personne faisant l'objet de l'enquête ou des poursuites, ainsi que du conseil de celle-ci.

2. La Chambre préliminaire peut, à la demande du Procureur ou de sa propre initiative, tenir une audience en l'absence de l'intéressé pour confirmer les charges sur lesquelles le Procureur entend se fonder pour requérir le renvoi en jugement lorsque la personne :

a) A renoncé à son droit d'être présente; ou

b) A pris la fuite ou est introuvable, et que tout ce qui était raisonnablement possible a été fait pour garantir sa comparution devant la Cour et l'informer des charges qui pèsent contre elle et de la tenue prochaine d'une audience pour confirmer ces charges.

Dans ces cas, la personne est représentée par un conseil lorsque la Chambre préliminaire juge que cela sert les intérêts de la justice.

3. Dans un délai raisonnable avant l'audience, la personne :

a) Reçoit notification écrite des charges sur lesquelles le Procureur entend se fonder pour requérir le renvoi en jugement; et

b) Est informée des éléments de preuve sur lesquels le Procureur entend se fonder à l'audience.

La Chambre préliminaire peut rendre des ordonnances concernant la divulgation de renseignements aux fins de l'audience.

4. Avant l'audience, le Procureur peut poursuivre l'enquête et peut modifier ou retirer des charges. La personne visée reçoit notification de tout amendement ou retrait de charges dans un délai raisonnable avant l'audience. En cas de retrait de charges, le Procureur informe la Chambre préliminaire des motifs de ce retrait.

5. A l'audience, le Procureur étaye chacune des charges avec des éléments de preuve suffisants pour établir l'existence de motifs substantiels de croire que la personne a commis le crime qui lui est imputé. Il peut se fonder sur des éléments de preuve sous forme de documents ou de résumés et n'est pas tenu de faire comparaître les témoins qui doivent déposer au procès.

6. A l'audience, la personne peut :

a) Contester les charges;

b) Contester les éléments de preuve produits par le Procureur; et

c) Présenter des éléments de preuve.

7. A l'issue de l'audience, la Chambre préliminaire détermine s'il existe des preuves suffisantes donnant des motifs substantiels de croire que la personne a commis chacun des crimes qui lui sont imputés. Selon ce qu'elle a déterminé, la Chambre préliminaire :

a) Confirme les charges pour lesquelles elle a conclu qu'il y avait des preuves suffisantes et renvoie la personne devant une chambre de première instance pour y être jugée sur la base des charges confirmées;

b) Ne confirme pas les charges pour lesquelles elle a conclu qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes;

c) Ajourne l'audience et demande au Procureur d'envisager :

i) D'apporter des éléments de preuve supplémentaires ou de procéder à de nouvelles enquêtes relativement à une charge particulière; ou

ii) De modifier une charge si les éléments de preuve produits semblent établir qu'un crime différent, relevant de la compétence de la Cour, a été commis.

8. Lorsque la Chambre préliminaire ne confirme pas une charge, il n'est pas interdit au Procureur de demander ultérieurement la confirmation de cette charge s'il étaye sa demande d'éléments de preuve supplémentaires.

9. Après confirmation des charges et avant que le procès ne commence, le Procureur peut modifier les charges avec l'autorisation de la Chambre préliminaire et après que l'accusé en a été avisé. Si le Procureur entend ajouter des charges supplémentaires ou substituer aux charges des charges plus graves, une audience doit se tenir conformément au présent article pour confirmer les charges nouvelles. Après l'ouverture du procès, le Procureur peut retirer les charges avec l'autorisation de la Chambre de première instance.

10. Tout mandat déjà délivré cesse d'avoir effet à l'égard de toute charge non confirmée par la Chambre préliminaire ou retirée par le Procureur.

11. Dès que les charges ont été confirmées conformément au présent article, la Présidence constitue une chambre de première instance qui, sous réserve du paragraphe 9 et de l'article 64, paragraphe 4, conduit la phase suivante de la procédure et peut remplir à cette fin toute fonction de la Chambre préliminaire utile en l'espèce.

CHAPITRE VI. — LE PROCES

Article 62

LIEU DU PROCES

Sauf s'il en est décidé autrement, le procès se tient au siège de la Cour.

Article 63

PROCES EN PRESENCE DE L'ACCUSE

1. L'accusé est présent à son procès.

2. Si l'accusé, présent devant la Cour, trouble de manière persistante le déroulement du procès, la Chambre de première instance peut ordonner son expulsion de la salle d'audience et fait alors en sorte qu'il suive le procès et donne des instructions à son conseil de l'extérieur de la salle, au besoin à l'aide des moyens techniques de communication. De telles mesures ne sont prises que dans des circonstances exceptionnelles, quand d'autres solutions raisonnables se sont révélées vaines et seulement pour la durée strictement nécessaire.

Article 64

FONCTIONS ET POUVOIRS
DE LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE

1. Les fonctions et pouvoirs de la Chambre de première instance énoncés dans le présent article sont exercés conformément au Statut et au Règlement de procédure et de preuve.

2. La Chambre de première instance veille à ce que le procès soit conduit de façon équitable et avec diligence, dans le plein respect des droits de l'accusé et en ayant pleinement égard à la nécessité d'assurer la protection des victimes et des témoins.

3. Lorsqu'une affaire est renvoyée en jugement conformément au présent Statut, la Chambre de première instance à laquelle elle est attribuée :

a) Consulte les parties et adopte toutes procédures utiles à la conduite équitable et diligente de l'instance;

b) Détermine la langue ou les langues du procès; et

c) Sous réserve de toutes autres dispositions applicables du présent Statut, assure la divulgation de documents ou de renseignements encore non divulgués, suffisamment tôt avant l'ouverture du procès pour permettre une préparation suffisante de celui-ci.

4. La Chambre de première instance peut, si cela est nécessaire pour assurer son fonctionnement efficace et équitable, soumettre des questions préliminaires à la Chambre préliminaire ou, au besoin, à un autre juge disponible de la Section préliminaire.

5. La Chambre de première instance peut, en le notifiant aux parties, ordonner la jonction ou la disjonction, selon le cas, des charges portées contre plusieurs accusés.

6. Dans l'exercice de ses fonctions avant ou pendant un procès, la Chambre de première instance peut, si besoin est :

a) Assumer toutes les fonctions de la Chambre préliminaire visées à l'article 61, paragraphe 11;

b) Ordonner la comparution des témoins et leur audition ainsi que la production de documents et d'autres éléments de preuve, en obtenant au besoin l'aide des Etats selon les dispositions du présent Statut;

c) Assurer la protection des renseignements confidentiels;

d) Ordonner la production d'éléments de preuve en complément de ceux qui ont été recueillis avant le procès ou présentés au procès par les parties;

e) Assurer la protection de l'accusé, des témoins et des victimes; et

f) Statuer sur toute autre question pertinente.

7. Le procès est public. Toutefois, la Chambre de première instance peut, en raison de circonstances particulières, prononcer le huis clos pour certaines audiences aux fins énoncées à l'article 68 ou en vue de protéger des renseignements confidentiels ou sensibles donnés dans les dépositions.

8. a) A l'ouverture du procès, la Chambre de première instance fait donner lecture à l'accusé des charges préalablement confirmées par la Chambre préliminaire. La Chambre de première instance s'assure que l'accusé comprend la nature des charges. Elle donne à l'accusé la possibilité de plaider coupable selon ce qui est prévu à l'article 65, ou de plaider non coupable;

b) Lors du procès, le Président peut donner des instructions pour la conduite de la procédure, notamment pour qu'elle soit conduite d'une manière équitable et impartiale. Sous réserve de toute instruction du Président, les parties peuvent produire des éléments de preuve conformément aux dispositions du présent Statut.

9. La Chambre de première instance peut notamment, à la requête d'une partie ou d'office :

a) Statuer sur la recevabilité ou la pertinence des preuves; et

b) Prendre toute mesure nécessaire pour assurer l'ordre à l'audience.

10. La Chambre de première instance veille à ce que le Greffier établisse et conserve un procès-verbal intégral du procès relatant fidèlement les débats.

Article 65

PROCEDURE EN CAS D'AVEU DE CULPABILITE

1. Lorsque l'accusé reconnaît sa culpabilité comme le prévoit l'article 64, paragraphe 8, alinéa a), la Chambre de première instance détermine :

- a) Si l'accusé comprend la nature et les conséquences de son aveu de culpabilité;
 - b) Si l'aveu de culpabilité a été fait volontairement après consultation suffisante avec le défenseur de l'accusé;
- et
- c) Si l'aveu de culpabilité est étayé par les faits de la cause tels qu'ils ressortent :
 - i) Des charges présentées par le Procureur et admises par l'accusé;
 - ii) De toutes pièces présentées par le Procureur qui accompagnent les charges et que l'accusé accepte; et
 - iii) De tous autres éléments de preuve, tels que les témoignages, présentés par le Procureur ou l'accusé.

2. Si la Chambre de première instance est convaincue que les conditions visées au paragraphe 1^{er} sont réunies, elle considère que l'aveu de culpabilité, accompagné de toutes les preuves complémentaires présentées, établit tous les éléments constitutifs du crime sur lequel il porte, et elle peut reconnaître l'accusé coupable de ce crime.

3. Si la Chambre de première instance n'est pas convaincue que les conditions visées au paragraphe 1^{er} sont réunies, elle considère qu'il n'y a pas eu aveu de culpabilité, auquel cas elle ordonne que le procès se poursuive selon les procédures normales prévues par le présent Statut et peut renvoyer l'affaire à une autre chambre de première instance.

4. Si la Chambre de première instance est convaincue qu'une présentation plus complète des faits de la cause serait dans l'intérêt de la justice, en particulier dans l'intérêt des victimes, elle peut :

- a) Demander au Procureur de présenter des éléments de preuve supplémentaires, y compris des dépositions de témoins; ou
- b) Ordonner que le procès se poursuive selon les procédures normales prévues par le présent Statut, auquel cas elle considère qu'il n'y a pas eu aveu de culpabilité et peut renvoyer l'affaire à une autre chambre de première instance.

5. Toute discussion entre le Procureur et la défense relative à la modification des chefs d'accusation, à l'aveu de culpabilité ou à la peine à prononcer n'engage pas la Cour.

Article 66

PRESOMPTION D'INNOCENCE

1. Toute personne est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie devant la Cour conformément au droit applicable.

2. Il incombe au Procureur de prouver la culpabilité de l'accusé.

3. Pour condamner l'accusé, la Cour doit être convaincue de sa culpabilité au-delà de tout doute raisonnable.

Article 67

DROITS DE L'ACCUSE

1. Lors de l'examen des charges portées contre lui, l'accusé a droit à ce que sa cause soit entendue publiquement, compte tenu des dispositions du présent Statut, équitablement et de façon impartiale. Il a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes :

- a) Etre informé dans le plus court délai et de façon détaillée de la nature, de la cause et de la teneur des charges dans une langue qu'il comprend et parle parfaitement;
- b) Disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et communiquer librement et confidentiellement avec le conseil de son choix;
- c) Etre jugé sans retard excessif;
- d) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 63, être présent à son procès, se défendre lui-même ou se faire assister par le défenseur de son choix; s'il n'a pas de défenseur, être informé de son droit d'en avoir un et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, se voir attribuer d'office un défenseur par la Cour, sans frais s'il n'a pas les moyens de le rémunérer;
- e) Interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge. L'accusé a également le droit de faire valoir des moyens de défense et de présenter d'autres éléments de preuve admissibles en vertu du présent Statut;
- f) Se faire assister gratuitement d'un interprète compétent et bénéficier des traductions nécessaires pour satisfaire aux exigences de l'équité, si la langue employée dans toute procédure suivie devant la Cour ou dans tout document présenté à la Cour n'est pas une langue qu'il comprend et parle parfaitement;
- g) Ne pas être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable, et garder le silence sans que ce silence soit pris en considération pour déterminer sa culpabilité ou son innocence;
- h) Faire, sans prêter serment, une déclaration écrite ou orale pour sa défense; et
- i) Ne pas se voir imposer le renversement du fardeau de la preuve ni la charge de la réfutation.

2. Outre toute autre communication prévue par le présent Statut, le Procureur communique à la défense, dès que cela est possible, les éléments de preuve en sa possession ou à sa disposition dont il estime qu'ils disculpent l'accusé ou tendent à le disculper ou à atténuer sa culpabilité, ou sont de nature à entamer la crédibilité des éléments de preuve à charge. En cas de doute quant à l'application du présent paragraphe, la Cour tranche.

Article 68

PROTECTION ET PARTICIPATION AU PROCES
DES VICTIMES ET DES TEMOINS

1. La Cour prend les mesures propres à protéger la sécurité, le bien-être physique et psychologique, la dignité et le respect de la vie privée des victimes et des témoins. Ce faisant, elle tient compte de tous les facteurs pertinents, notamment l'âge, le sexe tel que défini à l'article 7, paragraphe 3, et l'état de santé, ainsi que la nature du crime, en particulier, mais sans s'y limiter, lorsque celui-ci s'accompagne de violences à caractère sexuel, de violences à caractère sexiste ou de violences contre des enfants. Le Procureur prend ces mesures en particulier au stade de l'enquête et des poursuites. Ces mesures ne doivent être ni préjudiciables ni contraires aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial.

2. Par exception au principe de la publicité des débats énoncé à l'article 67, les Chambres de la Cour peuvent, pour protéger les victimes et les témoins ou un accusé, ordonner le huis clos pour une partie quelconque de la procédure ou permettre que les dépositions soient recueillies par des moyens électroniques ou autres moyens spéciaux. Ces mesures sont appliquées en particulier à l'égard d'une victime de violences sexuelles ou d'un enfant qui est victime ou témoin, à moins que la Cour n'en décide autrement compte tenu de toutes les circonstances, en particulier des vues de la victime ou du témoin.

3. Lorsque les intérêts personnels des victimes sont concernés, la Cour permet que leurs vues et préoccupations soient exposées et examinées, à des stades de la procédure qu'elle estime appropriés et d'une manière qui n'est ni préjudiciable ni contraire aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial. Ces vues et préoccupations peuvent être exposées par les représentants légaux des victimes lorsque la Cour l'estime approprié, conformément au Règlement de procédure et de preuve.

4. La Division d'aide aux victimes et aux témoins peut conseiller le Procureur et la Cour sur les mesures de protection, les dispositions de sécurité et les activités de conseil et d'aide visées à l'article 43, paragraphe 6.

5. Lorsque la divulgation d'éléments de preuve et de renseignements en vertu du présent Statut risque de mettre gravement en danger un témoin ou les membres de sa famille, le Procureur peut, dans toute procédure engagée avant l'ouverture du procès, s'abstenir de divulguer ces éléments de preuve ou renseignements et en présenter un résumé. De telles mesures doivent être appliquées d'une manière qui n'est ni préjudiciable ni contraire aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial.

6. Un Etat peut demander que soient prises les mesures nécessaires pour assurer la protection de ses fonctionnaires ou agents et la protection d'informations confidentielles ou sensibles.

Article 69

PREUVE

1. Avant de déposer, chaque témoin, conformément au Règlement de procédure et de preuve, prend l'engagement de dire la vérité.

2. Les témoins sont entendus en personne lors d'une audience, sous réserve des mesures prévues à l'article 68 ou dans le Règlement de procédure et de preuve. La Cour peut également autoriser un témoin à présenter une déposition orale ou un enregistrement vidéo ou audio, et à présenter des documents ou des transcriptions écrites, sous réserve des dispositions du présent Statut et conformément au Règlement de procédure et de preuve. Ces mesures ne doivent être ni préjudiciables ni contraires aux droits de la défense.

3. Les parties peuvent présenter des éléments de preuve pertinents pour l'affaire, conformément à l'article 64. La Cour a le pouvoir de demander la présentation de tous les éléments de preuve qu'elle juge nécessaires à la manifestation de la vérité.

4. La Cour peut se prononcer sur la pertinence et l'admissibilité de tout élément de preuve conformément au Règlement de procédure et de preuve, en tenant compte notamment de la valeur probante de cet élément de preuve et de la possibilité qu'il nuise à l'équité du procès ou à une évaluation équitable de la déposition d'un témoin.

5. La Cour respecte les règles de confidentialité telles qu'elles sont énoncées dans le Règlement de procédure et de preuve.

6. La Cour n'exige pas la preuve des faits qui sont notoires, mais en dresse le constat judiciaire.

7. Les éléments de preuve obtenus par un moyen violant le présent Statut ou les droits de l'homme internationalement reconnus ne sont pas admissibles :

a) Si la violation met sérieusement en question la crédibilité des éléments de preuve; ou

b) Si l'admission de ces éléments de preuve serait de nature à compromettre la procédure et à porter gravement atteinte à son intégrité.

8. Lorsqu'elle se prononce sur la pertinence ou l'admissibilité d'éléments de preuve réunis par un Etat, la Cour ne se prononce pas sur l'application de la législation nationale de cet Etat.

Article 70

ATTEINTES A L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

1. La Cour a compétence pour connaître des atteintes suivantes à son administration de la justice lorsqu'elles sont commises intentionnellement :

- a) Faux témoignage d'une personne qui a pris l'engagement de dire la vérité en application de l'article 69, paragraphe 1^{er};
- b) Production d'éléments de preuve faux ou falsifiés en connaissance de cause;
- c) Subornation de témoin, manoeuvres visant à empêcher un témoin de comparaître ou de déposer librement, représailles exercées contre un témoin en raison de sa déposition, destruction ou falsification d'éléments de preuve, ou entrave au rassemblement de tels éléments;
- d) Intimidation d'un membre ou agent de la Cour, entrave à son action ou trafic d'influence afin de l'amener, par la contrainte ou la persuasion, à ne pas exercer ses fonctions ou à ne pas les exercer comme il convient;
- e) Représailles contre un membre ou un agent de la Cour en raison des fonctions exercées par celui-ci ou par un autre membre ou agent;
- f) Sollicitation ou acceptation d'une rétribution illégale par un membre ou un agent de la Cour dans le cadre de ses fonctions officielles.

2. Les principes et les procédures régissant l'exercice par la Cour de sa compétence à l'égard des atteintes à l'administration de la justice en vertu du présent article sont énoncés dans le Règlement de procédure et de preuve. Les modalités de la coopération internationale avec la Cour dans la mise en oeuvre des dispositions du présent article sont régies par la législation nationale de l'Etat requis.

3. En cas de condamnation, la Cour peut imposer une peine d'emprisonnement ne pouvant excéder cinq années, ou une amende prévue dans le Règlement de procédure et de preuve, ou les deux.

4. a) Les Etats Parties étendent les dispositions de leur droit pénal qui répriment les atteintes à l'intégrité de leurs procédures d'enquête ou de leur système judiciaire aux atteintes à l'administration de la justice en vertu du présent article commises sur leur territoire, ou par l'un de leurs ressortissants;

b) A la demande de la Cour, un Etat Partie saisit ses autorités compétentes aux fins de poursuites chaque fois qu'il le juge approprié. Ces autorités traitent les dossiers dont il s'agit avec diligence, en y consacrant les moyens nécessaires à une action efficace.

Article 71

SANCTIONS EN CAS D'INCONDUITE A L'AUDIENCE

1. La Cour peut sanctionner l'inconduite à l'audience, y compris la perturbation de l'audience ou le refus délibéré de suivre ses instructions, par des mesures administratives autres qu'une peine d'emprisonnement, par exemple l'expulsion temporaire ou permanente de la salle, une amende ou d'autres mesures analogues prévues dans le Règlement de procédure et de preuve.

2. Le régime des sanctions indiquées au paragraphe 1^{er} est fixé dans le Règlement de procédure et de preuve.

Article 72

PROTECTION DE RENSEIGNEMENTS
TOUCHANT A LA SECURITE NATIONALE

1. Le présent article s'applique dans tous les cas où la divulgation de renseignements ou de documents d'un Etat porterait atteinte, de l'avis de cet Etat, aux intérêts de sa sécurité nationale. Ces cas sont, en particulier, ceux qui relèvent de l'article 56, paragraphes 2 et 3, de l'article 61, paragraphe 3, de l'article 64, paragraphe 3, de l'article 67, paragraphe 2, de l'article 68, paragraphe 6, de l'article 87, paragraphe 6, et de l'article 93, ainsi que les cas, à tout autre stade de la procédure, où une telle divulgation peut être en cause.

2. Le présent article s'applique également lorsqu'une personne qui a été invitée à fournir des renseignements ou des éléments de preuve a refusé de le faire ou en a référé à l'Etat au motif que leur divulgation porterait atteinte aux intérêts d'un Etat en matière de sécurité nationale et lorsque cet Etat confirme qu'à son avis la divulgation de ces renseignements porterait atteinte aux intérêts de sa sécurité nationale.

3. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte aux normes de confidentialité applicables en vertu de l'article 54, paragraphe 3, alinéas e) et f), ni à l'application de l'article 73.

4. Si un Etat apprend que des renseignements ou des documents de l'Etat sont ou seront probablement divulgués à un stade quelconque de la procédure, et s'il estime qu'une telle divulgation porterait atteinte aux intérêts de sa sécurité nationale, cet Etat a le droit d'intervenir en vue d'obtenir le règlement de la question selon les dispositions du présent article.

5. Lorsqu'un Etat estime que la divulgation de renseignements porterait atteinte aux intérêts de sa sécurité nationale, il prend, en liaison avec le Procureur, la défense, la Chambre préliminaire ou la Chambre de première instance, selon le cas, toutes les mesures raisonnablement possibles pour trouver une solution par la concertation. Ces mesures peuvent notamment consister à :

- a) Modifier ou préciser la demande;
- b) Faire trancher par la Cour la question de la pertinence des renseignements ou éléments de preuve demandés, ou la question de savoir si les éléments de preuve, quoique pertinents, pourraient être ou ont été obtenus d'une source autre que l'Etat requis;
- c) Obtenir les renseignements ou éléments de preuve d'une autre source ou sous une forme différente; ou
- d) Trouver un accord sur les conditions auxquelles l'assistance pourrait être fournie, notamment par la communication de résumés ou de versions corrigées, l'imposition de restrictions à la divulgation, le recours à une procédure à huis clos ou ex parte, ou l'application d'autres mesures de protection autorisées par le Statut ou le Règlement de procédure et de preuve.

6. Lorsque toutes les mesures raisonnablement possibles ont été prises pour régler la question par la concertation et que l'Etat estime qu'il n'existe ni moyens ni conditions qui lui permettraient de communiquer ou de divulguer les renseignements ou les documents sans porter atteinte aux intérêts de sa sécurité nationale, il en avise le Procureur ou la Cour en indiquant les raisons précises qui l'ont conduit à cette conclusion, à moins qu'un énoncé précis de ces raisons ne porte nécessairement en soi atteinte aux intérêts de l'Etat en matière de sécurité nationale.

7. Par la suite, si la Cour détermine que les éléments de preuve sont pertinents et nécessaires pour l'établissement de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé, elle peut prendre les mesures ci-après :

a) Lorsque la divulgation des renseignements ou du document est sollicitée dans le cadre d'une demande de coopération au titre du chapitre IX ou dans les circonstances décrites au paragraphe 2, et que l'Etat a invoqué le motif de refus visé à l'article 93, paragraphe 4 :

i) La Cour peut, avant de tirer la conclusion visée au paragraphe 7, alinéa a) ii), demander la tenue de consultations supplémentaires aux fins d'examiner les observations de l'Etat, y compris, le cas échéant, la tenue d'audiences à huis clos et ex parte;

ii) Si la Cour conclut qu'en invoquant le motif de refus énoncé à l'article 93, paragraphe 4, dans les circonstances de l'espèce, l'Etat requis n'agit pas conformément aux obligations qui lui incombent en vertu du présent Statut, elle peut renvoyer l'affaire conformément à l'article 87, paragraphe 7, en précisant les raisons qui motivent sa conclusion; et

iii) La Cour peut tirer toute conclusion qu'elle estime appropriée en l'espèce, lorsqu'elle juge l'accusé, quant à l'existence ou la non-existence d'un fait; ou

b) Dans toutes les autres circonstances :

i) Ordonner la divulgation; ou

ii) Dans la mesure où elle n'ordonne pas la divulgation, tirer toute conclusion qu'elle estime appropriée en l'espèce, lorsqu'elle juge l'accusé, quant à l'existence ou la non-existence d'un fait.

Article 73

RENSEIGNEMENTS OU DOCUMENTS EMANANT DE TIERS

Si un Etat Partie est requis par la Cour de fournir un document ou un renseignement en sa possession, sous sa garde ou sous son contrôle qui lui a été communiqué à titre confidentiel par un Etat, une organisation intergouvernementale ou une organisation internationale, il demande à celui dont il tient le renseignement ou le document l'autorisation de le divulguer. Si celui qui a communiqué le renseignement ou le document est un Etat Partie, il consent à la divulgation du renseignement ou du document, ou s'efforce de régler la question avec la Cour, sous réserve des dispositions de l'article 72. Si celui qui a communiqué le renseignement ou le document n'est pas un Etat Partie et refuse de consentir à la divulgation, l'Etat requis informe la Cour qu'il n'est pas en mesure de fournir le document ou le renseignement en raison d'une obligation préexistante de confidentialité à l'égard de celui dont il le tient.

Article 74

CONDITIONS REQUISES POUR LA DECISION

1. Tous les juges de la Chambre de première instance assistent à chaque phase du procès et à l'intégralité des débats. La Présidence peut désigner, au cas par cas un ou plusieurs juges suppléants, en fonction des disponibilités, pour assister également à toutes les phases du procès et remplacer un membre de la Chambre de première instance qui ne pourrait continuer de siéger.

2. La Chambre de première instance fonde sa décision sur son appréciation des preuves et sur l'ensemble des procédures. Sa décision ne peut aller au-delà des faits et des circonstances décrits dans les charges et les modifications apportées à celles-ci. Elle est fondée exclusivement sur les preuves produites et examinées au procès.

3. Les juges s'efforcent de prendre leur décision à l'unanimité, faute de quoi, ils la prennent à la majorité.

4. Les délibérations de la Chambre de première instance sont et demeurent secrètes.

5. La décision est présentée par écrit. Elle contient l'exposé complet et motivé des constatations de la Chambre de première instance sur les preuves et les conclusions. Il n'est prononcé qu'une seule décision. S'il n'y a pas d'unanimité, la décision contient les vues de la majorité et de la minorité. Il est donné lecture de la décision ou de son résumé en audience publique.

Article 75

REPARATION EN FAVEUR DES VICTIMES

1. La Cour établit des principes applicables aux formes de réparation, telles que la restitution, l'indemnisation ou la réhabilitation, à accorder aux victimes ou à leurs ayants droit. Sur cette base, la Cour peut, sur demande, ou de son propre chef dans des circonstances exceptionnelles, déterminer dans sa décision l'ampleur du dommage, de la perte ou du préjudice causé aux victimes ou à leurs ayants droit, en indiquant les principes sur lesquels elle fonde sa décision.

2. La Cour peut rendre contre une personne condamnée une ordonnance indiquant la réparation qu'il convient d'accorder aux victimes ou à leurs ayants droit. Cette réparation peut prendre notamment la forme de la restitution, de l'indemnisation ou de la réhabilitation.

Le cas échéant, la Cour peut décider que l'indemnité accordée à titre de réparation est versée par l'intermédiaire du Fonds visé à l'article 79.

3. Avant de rendre une ordonnance en vertu du présent article, la Cour peut solliciter, et prend en considération, les observations de la personne condamnée, des victimes, des autres personnes intéressées ou des Etats intéressés, et les observations formulées au nom de ces personnes ou de ces Etats.

4. Lorsqu'elle exerce le pouvoir que lui confère le présent article et après qu'une personne a été reconnue coupable d'un crime relevant de sa compétence, la Cour peut déterminer s'il est nécessaire, pour donner effet aux ordonnances qu'elle rend en vertu du présent article, de demander des mesures au titre de l'article 93, paragraphe 1^{er}.

5. Les Etats Parties font appliquer les décisions prises en vertu du présent article comme si les dispositions de l'article 109 étaient applicables au présent article.

6. Les dispositions du présent article s'entendent sans préjudice des droits que le droit interne ou le droit international reconnaissent aux victimes.

Article 76

PRONONCE DE LA PEINE

1. En cas de verdict de culpabilité, la Chambre de première instance fixe la peine à appliquer en tenant compte des conclusions et éléments de preuve pertinents présentés au procès.

2. Sauf dans les cas où l'article 65 s'applique et avant la fin du procès, la Chambre de première instance peut d'office, et doit à la demande du Procureur ou de l'accusé, tenir une audience supplémentaire pour prendre connaissance de toutes nouvelles conclusions et de tous nouveaux éléments de preuve pertinents pour la fixation de la peine conformément au Règlement de procédure et de preuve.

3. Lorsque le paragraphe 2 s'applique, la Chambre de première instance entend les observations prévues à l'article 75 au cours de l'audience supplémentaire visée au paragraphe 2 et, au besoin, au cours de toute nouvelle audience.

4. La sentence est prononcée en audience publique et, lorsque cela est possible, en présence de l'accusé.

CHAPITRE VII. — LES PEINES

Article 77

PEINES APPLICABLES

1. Sous réserve de l'article 110, la Cour peut prononcer contre une personne déclarée coupable d'un crime visé à l'article 5 du présent Statut l'une des peines suivantes :

a) Une peine d'emprisonnement à temps de 30 ans au plus; ou
b) Une peine d'emprisonnement à perpétuité, si l'extrême gravité du crime et la situation personnelle du condamné le justifient.

2. A la peine d'emprisonnement, la Cour peut ajouter :

a) Une amende fixée selon les critères prévus par le Règlement de procédure et de preuve;
b) La confiscation des profits, biens et avoirs tirés directement ou indirectement du crime, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi.

Article 78

FIXATION DE LA PEINE

1. Lorsqu'elle fixe la peine, la Cour tient compte, conformément au Règlement de procédure et de preuve, de considérations telles que la gravité du crime et la situation personnelle du condamné.

2. Lorsqu'elle prononce une peine d'emprisonnement, la Cour en déduit le temps que le condamné a passé, sur son ordre, en détention. Elle peut également en déduire toute autre période passée en détention à raison d'un comportement lié au crime.

3. Lorsqu'une personne est reconnue coupable de plusieurs crimes, la Cour prononce une peine pour chaque crime et une peine unique indiquant la durée totale d'emprisonnement. Cette durée ne peut être inférieure à celle de la peine individuelle la plus lourde et ne peut être supérieure à 30 ans ou à celle de la peine d'emprisonnement à perpétuité prévue à l'article 77, paragraphe 1^{er}, alinéa b).

Article 79

FONDS AU PROFIT DES VICTIMES

1. Un fonds est créé, sur décision de l'Assemblée des Etats Parties, au profit des victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour et de leurs familles.

2. La Cour peut ordonner que le produit des amendes et tout autre bien confisqué soient versés au fonds.

3. Le fonds est géré selon les principes fixés par l'Assemblée des Etats Parties.

Article 80

LE STATUT, L'APPLICATION DES PEINES PAR LES ETATS
ET LE DROIT NATIONAL

Rien dans le présent chapitre n'affecte l'application par les Etats des peines que prévoit leur droit interne, ni l'application du droit des Etats qui ne prévoient pas les peines prévues dans le présent chapitre.

CHAPITRE VIII. — APPEL ET REVISION

Article 81

APPEL D'UNE DECISION SUR LA CULPABILITE OU LA PEINE

1. Il peut être fait appel, conformément au Règlement de procédure et de preuve, d'une décision rendue en vertu de l'article 74 selon les modalités suivantes :

a) Le Procureur peut interjeter appel pour l'un des motifs suivants :

- i) Vice de procédure;
- ii) Erreur de fait;
- iii) Erreur de droit;

b) La personne déclarée coupable, ou le Procureur au nom de cette personne, peut interjeter appel pour l'un des motifs suivants :

- i) Vice de procédure;
- ii) Erreur de fait;
- iii) Erreur de droit;
- iv) Tout autre motif de nature à compromettre l'équité ou la régularité de la procédure ou de la décision.

2. a) Le Procureur ou le condamné peut, conformément au Règlement de procédure et de preuve, interjeter appel de la peine prononcée au motif d'une disproportion entre celle-ci et le crime;

b) Si, à l'occasion d'un appel contre la peine prononcée, la Cour estime qu'il existe des motifs qui pourraient justifier l'annulation de tout ou partie de la décision sur la culpabilité, elle peut inviter le Procureur et le condamné à invoquer les motifs énoncés à l'article 81, paragraphe 1^{er}, alinéas a) ou b), et se prononcer sur la décision sur la culpabilité conformément à l'article 83;

c) La même procédure s'applique si, à l'occasion d'un appel concernant uniquement la décision sur la culpabilité, la Cour estime qu'il existe des motifs justifiant une réduction de la peine en vertu du paragraphe 2, alinéa a).

3. a) A moins que la Chambre de première instance n'en décide autrement, la personne reconnue coupable reste détenue pendant la procédure d'appel;

b) Lorsque la durée de la détention dépasse la durée de la peine prononcée, la personne reconnue coupable est mise en liberté; toutefois, si le Procureur fait également appel, la libération peut être subordonnée aux conditions énoncées à l'alinéa c) ci-après;

c) En cas d'acquittement, l'accusé est immédiatement mis en liberté, sous réserve des conditions suivantes :

i) Dans des circonstances exceptionnelles, et en fonction, notamment, du risque d'évasion, de la gravité de l'infraction et des chances de voir l'appel aboutir, la Chambre de première instance peut, à la demande du Procureur, ordonner le maintien en détention de l'accusé pendant la procédure d'appel;

ii) La décision rendue par la Chambre de première instance en vertu du sous-alinéa c), i) est susceptible d'appel conformément au Règlement de procédure et de preuve.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, alinéas a) et b), il est sursis à l'exécution de la décision sur la culpabilité ou la peine durant le délai consenti pour le recours en appel et durant la procédure d'appel.

Article 82

APPEL D'AUTRES DECISIONS

1. L'une ou l'autre partie peut faire appel, conformément au Règlement de procédure et de preuve, de l'une des décisions ci-après :

a) Décision sur la compétence ou la recevabilité;

b) Décision accordant ou refusant la mise en liberté de la personne faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites;

c) Décision de la Chambre préliminaire d'agir de sa propre initiative en vertu de l'article 56, paragraphe 3;

d) Décision soulevant une question de nature à affecter de manière appréciable le déroulement équitable et rapide de la procédure ou l'issue du procès, et dont le règlement immédiat par la Chambre d'appel pourrait, de l'avis de la Chambre préliminaire ou de la Chambre de première instance, faire sensiblement progresser la procédure.

2. La décision de la Chambre préliminaire visée à l'article 57, paragraphe 3, alinéa d), est susceptible d'appel de la part de l'Etat concerné ou du Procureur, avec l'autorisation de la Chambre préliminaire. Cet appel est examiné selon une procédure accélérée.

3. L'appel n'a d'effet suspensif que si la Chambre d'appel l'ordonne sur requête présentée conformément au Règlement de procédure et de preuve.

4. Le représentant légal des victimes, la personne condamnée ou le propriétaire de bonne foi d'un bien affecté par une ordonnance rendue en vertu de l'article 75 peut relever appel de cette ordonnance conformément au Règlement de procédure et de preuve.

Article 83

PROCEDURE D'APPEL

1. Aux fins des procédures visées à l'article 81 et au présent article, la Chambre d'appel a tous les pouvoirs de la Chambre de première instance.

2. Si la Chambre d'appel conclut que la procédure faisant l'objet de l'appel est viciée au point de porter atteinte à la régularité de la décision ou de la condamnation, ou que la décision ou la condamnation faisant l'objet de l'appel est sérieusement entachée d'une erreur de fait ou de droit, elle peut :

a) Annuler ou modifier la décision ou la condamnation; ou

b) Ordonner un nouveau procès devant une chambre de première instance différente.

A ces fins, la Chambre d'appel peut renvoyer une question de fait devant la Chambre de première instance initialement saisie afin que celle-ci tranche la question et lui fasse rapport, ou elle peut elle-même demander des éléments de preuve afin de trancher. Lorsque seule la personne condamnée, ou le Procureur en son nom, a interjeté appel de la décision ou de la condamnation, celle-ci ne peut être modifiée à son détriment.

3. Si, dans le cadre de l'appel d'une condamnation, la Chambre d'appel constate que la peine est disproportionnée par rapport au crime, elle peut la modifier conformément au chapitre VII.

4. L'arrêt de la Chambre d'appel est adopté à la majorité des juges et rendu en audience publique. Il est motivé. Lorsqu'il n'y a pas unanimité, il contient les vues de la majorité et de la minorité, mais un juge peut présenter une opinion individuelle ou une opinion dissidente sur une question de droit.

5. La Chambre d'appel peut prononcer son arrêt en l'absence de la personne acquittée ou condamnée.

Article 84

REVISION D'UNE DECISION SUR LA CULPABILITE OU LA PEINE

1. La personne déclarée coupable ou, si elle est décédée, son conjoint, ses enfants, ses parents ou toute personne vivant au moment de son décès qu'elle a mandatée par écrit expressément à cette fin, ou le Procureur agissant au nom de cette personne, peuvent saisir la Chambre d'appel d'une requête en révision de la décision définitive sur la culpabilité ou la peine pour les motifs suivants :

a) Il a été découvert un fait nouveau qui :

i) N'était pas connu au moment du procès sans que cette circonstance puisse être imputée, en totalité ou en partie, au requérant; et

ii) S'il avait été établi lors du procès, aurait vraisemblablement entraîné un verdict différent;

b) Il a été découvert qu'un élément de preuve décisif, retenu lors du procès et sur la base duquel la culpabilité a été établie, était faux, contrefait ou falsifié;

c) Un ou plusieurs des juges qui ont participé à la décision sur la culpabilité ou qui ont confirmé les charges ont commis dans cette affaire un acte constituant une faute lourde ou un manquement à leurs devoirs d'une gravité suffisante pour justifier qu'ils soient relevés de leurs fonctions en application de l'article 46.

2. La Chambre d'appel rejette la requête si elle la juge infondée. Si elle estime que la requête est fondée sur des motifs valables, elle peut, selon ce qui convient :

a) Réunir à nouveau la Chambre de première instance qui a rendu le jugement initial;

b) Constituer une nouvelle chambre de première instance; ou

c) Rester saisie de l'affaire,

afin de déterminer, après avoir entendu les parties selon les modalités prévues dans le Règlement de procédure et de preuve, si le jugement doit être révisé.

Article 85

INDEMNISATION DES PERSONNES ARRETEES OU CONDAMNEES

1. Quiconque a été victime d'une arrestation ou mise en détention illégales a droit à réparation.

2. Lorsqu'une condamnation définitive est ultérieurement annulée parce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine en raison de cette condamnation est indemnisée conformément à la loi, à moins qu'il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu lui est imputable en tout ou partie.

3. Dans des circonstances exceptionnelles, si la Cour constate, au vu de faits probants, qu'une erreur judiciaire grave et manifeste a été commise, elle peut, à sa discrétion, accorder une indemnité conforme aux critères énoncés dans le Règlement de procédure et de preuve à une personne qui avait été placée en détention et a été libérée à la suite d'un acquittement définitif ou parce qu'il a été mis fin aux poursuites pour ce motif.

CHAPITRE IX. — COOPERATION INTERNATIONALE
ET ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article 86

OBLIGATION GENERALE DE COOPERER

Conformément aux dispositions du présent Statut, les Etats Parties coopèrent pleinement avec la Cour dans les enquêtes et poursuites qu'elle mène pour les crimes relevant de sa compétence.

Article 87

DEMANDES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

1. a) La Cour est habilitée à adresser des demandes de coopération aux Etats Parties. Ces demandes sont transmises par la voie diplomatique ou toute autre voie appropriée que chaque Etat Partie choisit au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation du présent Statut ou de l'adhésion à celui-ci.

Toute modification ultérieure du choix de la voie de transmission est faite par chaque Etat Partie conformément au Règlement de procédure et de preuve.

b) S'il y a lieu, et sans préjudice des dispositions de l'alinéa a), les demandes peuvent être également transmises par l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) ou par toute organisation régionale compétente.

2. Les demandes de coopération et les pièces justificatives y afférentes sont soit rédigées dans une langue officielle de l'Etat requis ou accompagnées d'une traduction dans cette langue, soit rédigées dans l'une des langues de travail de la Cour ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues, selon le choix fait par l'Etat requis au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation du présent Statut ou de l'adhésion à celui-ci.

Toute modification ultérieure de ce choix est faite conformément au Règlement de procédure et de preuve.

3. L'Etat requis respecte le caractère confidentiel des demandes de coopération et des pièces justificatives y afférentes, sauf dans la mesure où leur divulgation est nécessaire pour donner suite à la demande.

4. En ce qui concerne les demandes d'assistance présentées au titre du présent chapitre, la Cour peut prendre, notamment en matière de protection des renseignements, les mesures qui peuvent être nécessaires pour garantir la sécurité et le bien-être physique ou psychologique des victimes, des témoins potentiels et des membres de leur famille. La Cour peut demander que tout renseignement fourni au titre du présent chapitre soit communiqué et traité de telle sorte que soient préservés la sécurité et le bien-être physique ou psychologique des victimes, des témoins potentiels et des membres de leur famille.

5. a) La Cour peut inviter tout Etat non partie au présent Statut à prêter son assistance au titre du présent chapitre sur la base d'un arrangement ad hoc ou d'un accord conclu avec cet Etat ou sur toute autre base appropriée.

b) Si, ayant conclu avec la Cour un arrangement ad hoc ou un accord, un Etat non partie au présent Statut n'apporte pas l'assistance qui lui est demandée en vertu de cet arrangement ou de cet accord, la Cour peut en informer l'Assemblée des Etats Parties, ou le Conseil de sécurité lorsque c'est celui-ci qui l'a saisie.

6. La Cour peut demander des renseignements ou des documents à toute organisation intergouvernementale. Elle peut également solliciter d'autres formes de coopération et d'assistance dont elle est convenue avec une organisation intergouvernementale et qui sont conformes aux compétences ou au mandat de celle-ci.

7. Si un Etat Partie n'accède pas à une demande de coopération de la Cour contrairement à ce que prévoit le présent Statut, et l'empêche ainsi d'exercer les fonctions et les pouvoirs que lui confère le présent Statut, la Cour peut en prendre acte et en référer à l'Assemblée des Etats Parties ou au Conseil de sécurité lorsque c'est celui-ci qui l'a saisie.

Article 88

PROCEDURES DISPONIBLES SELON LA LEGISLATION NATIONALE

Les Etats Parties veillent à prévoir dans leur législation nationale les procédures qui permettent la réalisation de toutes les formes de coopération visées dans le présent chapitre.

Article 89

REMISE DE CERTAINES PERSONNES A LA COUR

1. La Cour peut présenter à tout Etat sur le territoire duquel une personne est susceptible de se trouver une demande, accompagnée des pièces justificatives indiquées à l'article 91, tendant à ce que cette personne soit arrêtée et lui soit remise, et sollicite la coopération de cet Etat pour l'arrestation et la remise de la personne. Les Etats Parties répondent à toute demande d'arrestation et de remise conformément aux dispositions du présent chapitre et aux procédures prévues par leur législation nationale.

2. Lorsque la personne dont la remise est sollicitée saisit une juridiction nationale d'une contestation fondée sur le principe *ne bis in idem*, comme prévu à l'article 20, l'Etat requis consulte immédiatement la Cour pour savoir s'il y a eu en l'espèce une décision sur la recevabilité. S'il a été décidé que l'affaire est recevable, l'Etat requis donne suite à la demande. Si la décision sur la recevabilité est pendante, l'Etat requis peut différer l'exécution de la demande jusqu'à ce que la Cour ait statué.

3. a) Les Etats Parties autorisent le transport à travers leur territoire, conformément aux procédures prévues par leur législation nationale, de toute personne transférée à la Cour par un autre Etat, sauf dans le cas où le transit par leur territoire gênerait ou retarderait la remise.

b) Une demande de transit est transmise par la Cour conformément à l'article 87. Elle contient :

- i) Le signalement de la personne transportée;
 - ii) Un bref exposé des faits et de leur qualification juridique; et
 - iii) Le mandat d'arrêt et de remise;
- c) La personne transportée reste détenue pendant le transit.

d) Aucune autorisation n'est nécessaire si la personne est transportée par voie aérienne et si aucun atterrissage n'est prévu sur le territoire de l'Etat de transit.

e) Si un atterrissage imprévu a lieu sur le territoire de l'Etat de transit, celui-ci peut exiger de la Cour la présentation d'une demande de transit dans les formes prescrites à l'alinéa b). L'Etat de transit place la personne transportée en détention jusqu'à la réception de la demande de transit et l'accomplissement effectif du transit. Toutefois, la détention au titre du présent alinéa ne peut se prolonger au-delà de 96 heures après l'atterrissage imprévu si la demande n'est pas reçue dans ce délai.

4. Si la personne réclamée fait l'objet de poursuites ou exécute une peine dans l'Etat requis pour un crime différent de celui pour lequel sa remise à la Cour est demandée, cet Etat, après avoir décidé d'accéder à la demande de la Cour, consulte celle-ci.

Article 90

DEMANDES CONCURRENTES

1. Si un Etat Partie reçoit de la Cour, conformément à l'article 89, une demande de remise et reçoit par ailleurs de tout autre Etat une demande d'extradition de la même personne pour le même comportement, qui constitue la base du crime pour lequel la Cour demande la remise de cette personne, il en avise la Cour et l'Etat requérant.

2. Lorsque l'Etat requérant est un Etat Partie, l'Etat requis donne la priorité à la demande de la Cour :

a) Si la Cour a décidé, en application des articles 18 ou 19, que l'affaire que concerne la demande de remise est recevable en tenant compte de l'enquête menée ou des poursuites engagées par l'Etat requérant en relation avec la demande d'extradition de celui-ci; ou

b) Si la Cour prend la décision visée à l'alinéa a) à la suite de la notification faite par l'Etat requis en application du paragraphe 1^{er}.

3. Lorsque la Cour n'a pas pris la décision visée au paragraphe 2, alinéa a), l'Etat requis peut, s'il le souhaite, commencer à instruire la demande d'extradition de l'Etat requérant en attendant que la Cour se prononce comme prévu à l'alinéa b). Il n'extrade pas la personne tant que la Cour n'a pas jugé l'affaire irrecevable. La Cour se prononce selon une procédure accélérée.

4. Si l'Etat requérant est un Etat non partie au présent Statut, l'Etat requis, s'il n'est pas tenu par une obligation internationale d'extrader l'intéressé vers l'Etat requérant, donne la priorité à la demande de remise de la Cour, si celle-ci a jugé que l'affaire était recevable.

5. Quand une affaire relevant du paragraphe 4 n'a pas été jugée recevable par la Cour, l'Etat requis peut, s'il le souhaite, commencer à instruire la demande d'extradition de l'Etat requérant.

6. Dans les cas où le paragraphe 4 s'applique mais que l'Etat requis est tenu par une obligation internationale d'extrader la personne vers l'Etat non partie requérant, l'Etat requis détermine s'il y a lieu de remettre la personne à la Cour ou de l'extrader vers l'Etat requérant. Dans sa décision, il tient compte de toutes les considérations pertinentes, notamment :

- a) L'ordre chronologique des demandes;
- b) Les intérêts de l'Etat requérant, en particulier, le cas échéant, le fait que le crime a été commis sur son territoire et la nationalité des victimes et de la personne réclamée; et
- c) La possibilité que la Cour et l'Etat requérant parviennent ultérieurement à un accord concernant la remise de cette personne.

7. Si un Etat Partie reçoit de la Cour une demande de remise et reçoit par ailleurs d'un autre Etat une demande d'extradition de la même personne pour un comportement différent de celui qui constitue le crime pour lequel la Cour demande la remise :

- a) L'Etat requis donne la priorité à la demande de la Cour s'il n'est pas tenu par une obligation internationale d'extrader la personne vers l'Etat requérant;
- b) S'il est tenu par une obligation internationale d'extrader la personne vers l'Etat requérant, l'Etat requis soit remet cette personne à la Cour soit l'extrade vers l'Etat requérant. Dans son choix, il tient compte de toutes les considérations pertinentes, notamment celles qui sont énoncées au paragraphe 6, mais accorde une importance particulière à la nature et à la gravité relative du comportement en cause.

8. Lorsqu'à la suite d'une notification reçue en application du présent article, la Cour a jugé une affaire irrecevable et que l'extradition vers l'Etat requérant est ultérieurement refusée, l'Etat requis avise la Cour de cette décision.

Article 91

CONTENU DE LA DEMANDE D'ARRESTATION ET DE REMIS

1. Une demande d'arrestation et de remise est faite par écrit. En cas d'urgence, elle peut être faite par tout moyen laissant une trace écrite, à condition d'être confirmée selon les modalités prévues à l'article 87, paragraphe 1^{er}, alinéa a).

2. Si la demande concerne l'arrestation et la remise d'une personne faisant l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par la Chambre préliminaire en vertu de l'article 58, elle contient ou est accompagnée d'un dossier contenant les pièces justificatives suivantes :

- a) Le signalement de la personne recherchée, suffisant pour l'identifier, et des renseignements sur le lieu où elle se trouve probablement;
- b) Une copie du mandat d'arrêt; et
- c) Les documents, déclarations et renseignements qui peuvent être exigés dans l'Etat requis pour procéder à la remise; toutefois, les exigences de l'Etat requis ne doivent pas être plus lourdes dans ce cas que dans celui des demandes d'extradition présentées en application de traités ou arrangements conclus entre l'Etat requis et d'autres Etats et devraient même, si possible, l'être moins, eu égard au caractère particulier de la Cour.

3. Si la demande concerne l'arrestation et la remise d'une personne qui a déjà été reconnue coupable, elle contient ou est accompagnée d'un dossier contenant les pièces justificatives suivantes :

- a) Une copie de tout mandat d'arrêt visant cette personne;
- b) Une copie du jugement;
- c) Des renseignements attestant que la personne recherchée est bien celle visée par le jugement; et
- d) Si la personne recherchée a été condamnée à une peine, une copie de la condamnation, avec, dans le cas d'une peine d'emprisonnement, indication du temps déjà accompli et du temps restant à accomplir.

4. A la demande de la Cour, un Etat Partie tient avec celle-ci, soit d'une manière générale, soit à propos d'une question particulière, des consultations sur les conditions prévues par sa législation interne qui pourraient s'appliquer selon le paragraphe 2, alinéa c). Lors de ces consultations, l'Etat Partie informe la Cour des exigences particulières de sa législation.

Article 92

ARRESTATION PROVISOIRE

1. En cas d'urgence, la Cour peut demander l'arrestation provisoire de la personne recherchée en attendant que soient présentées la demande de remise et les pièces justificatives visées à l'article 91.

2. La demande d'arrestation provisoire est faite par tout moyen laissant une trace écrite et contient :

- a) Le signalement de la personne recherchée, suffisant pour l'identifier, et des renseignements sur le lieu où elle se trouve probablement;
- b) L'exposé succinct des crimes pour lesquels la personne est recherchée et des faits qui seraient constitutifs de ces crimes, y compris, si possible, la date et le lieu où ils se seraient produits;
- c) Une déclaration affirmant l'existence à l'encontre de la personne recherchée d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement établissant sa culpabilité; et
- d) Une déclaration indiquant qu'une demande de remise de la personne recherchée suivra.

3. Une personne provisoirement arrêtée peut être remise en liberté si l'Etat requis n'a pas reçu la demande de remise et les pièces justificatives visées à l'article 91 dans le délai prescrit par le Règlement de procédure et de preuve. Toutefois, cette personne peut consentir à être remise avant l'expiration de ce délai si la législation de l'Etat requis le permet. Dans ce cas, l'Etat requis procède aussitôt que possible à sa remise à la Cour.

4. La mise en liberté de la personne recherchée prévu au paragraphe 3, est sans préjudice de son arrestation ultérieure et de sa remise si la demande de remise accompagnée des pièces justificatives est présentée par la suite.

Article 93

AUTRES FORMES DE COOPERATION

1. Les Etats Parties font droit, conformément aux dispositions du présent chapitre et aux procédures prévues par leur législation nationale, aux demandes d'assistance de la Cour liées à une enquête ou à des poursuites et concernant :

- a) L'identification d'une personne, le lieu où elle se trouve ou la localisation de biens;
- b) Le rassemblement d'éléments de preuve, y compris les dépositions faites sous serment, et la production d'éléments de preuve, y compris les expertises et les rapports dont la Cour a besoin;
- c) L'interrogatoire des personnes faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites;
- d) La signification de documents, y compris les pièces de procédure;
- e) Les mesures propres à faciliter la comparution volontaire devant la Cour de personnes déposant comme témoins ou experts;
- f) Le transfèrement temporaire de personnes en vertu du paragraphe 7;
- g) L'examen de localités ou de sites, notamment l'exhumation et l'examen de cadavres enterrés dans des fosses communes;
- h) L'exécution de perquisitions et de saisies;
- i) La transmission de dossiers et de documents, y compris les dossiers et les documents officiels;
- j) La protection des victimes et des témoins et la préservation des éléments de preuve;
- k) L'identification, la localisation, le gel ou la saisie du produit des crimes, des biens, des avoirs et des instruments qui sont liés aux crimes, aux fins de leur confiscation éventuelle, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi; et
- l) Toute autre forme d'assistance non interdite par la législation de l'Etat requis propre à faciliter l'enquête et les poursuites relatives aux crimes relevant de la compétence de la Cour.

2. La Cour est habilitée à fournir à un témoin ou à un expert comparaisant devant elle l'assurance qu'il ne sera ni poursuivi, ni détenu, ni soumis par elle à une restriction quelconque de sa liberté personnelle pour un acte ou une omission antérieurs à son départ de l'Etat requis.

3. Si l'exécution d'une mesure particulière d'assistance décrite dans une demande présentée en vertu du paragraphe 1^{er} est interdite dans l'Etat requis en vertu d'un principe juridique fondamental d'application générale, ledit Etat engage sans tarder des consultations avec la Cour pour tenter de régler la question. Au cours de ces consultations, il est envisagé d'apporter l'assistance demandée sous une autre forme ou sous certaines conditions. Si la question n'est pas réglée à l'issue des consultations, la Cour modifie la demande.

4. Conformément à l'article 72, un Etat Partie ne peut rejeter, totalement ou partiellement, une demande d'assistance de la Cour que si cette demande a pour objet la production de documents ou la divulgation d'éléments de preuve qui touchent à sa sécurité nationale.

5. Avant de rejeter une demande d'assistance visée au paragraphe 1^{er}, alinéa l), l'Etat requis détermine si l'assistance peut être fournie sous certaines conditions, ou pourrait l'être ultérieurement ou sous une autre forme, étant entendu que si la Cour ou le Procureur acceptent ces conditions, ils sont tenus de les observer.

6. L'Etat requis qui rejette une demande d'assistance fait connaître sans retard ses raisons à la Cour ou au Procureur.

7. a) La Cour peut demander le transfèrement temporaire d'une personne détenue aux fins d'identification ou pour obtenir un témoignage ou d'autres formes d'assistance. Cette personne peut être transférée si les conditions suivantes sont remplies :

- i) La personne donne librement et en connaissance de cause son consentement au transfèrement; et
- ii) L'Etat requis donne son accord au transfèrement, sous réserve des conditions dont cet Etat et la Cour peuvent convenir.

b) La personne transférée reste détenue. Une fois l'objectif du transfèrement atteint, la Cour renvoie sans délai cette personne dans l'Etat requis.

8. a) La Cour préserve le caractère confidentiel des pièces et renseignements recueillis, sauf dans la mesure nécessaire à l'enquête et aux procédures décrites dans la demande.

b) L'Etat requis peut au besoin communiquer des documents ou des renseignements au Procureur à titre confidentiel. Le Procureur ne peut alors les utiliser que pour recueillir des éléments de preuve nouveaux.

c) L'Etat requis peut, soit d'office, soit à la demande du Procureur, autoriser par la suite la divulgation de ces documents ou renseignements. Ceux-ci peuvent alors être utilisés comme moyen de preuve conformément aux dispositions des chapitres V et VI et au Règlement de procédure et de preuve.

9. a) i) Si un Etat Partie reçoit, d'une part, de la Cour et, d'autre part, d'un autre Etat dans le cadre d'une obligation internationale, des demandes concurrentes ayant un autre objet que la remise ou l'extradition, il s'efforce, en consultation avec la Cour et cet autre Etat, de faire droit aux deux demandes, au besoin en différant l'une ou l'autre ou en la subordonnant à certaines conditions.

ii) A défaut, la concurrence des demandes est résolue conformément aux principes établis à l'article 90.

b) Toutefois, lorsque la demande de la Cour concerne des renseignements, des biens ou des personnes qui se trouvent sous l'autorité d'un Etat tiers ou d'une organisation internationale en vertu d'un accord international, l'Etat requis en informe la Cour et celle-ci adresse sa demande à l'Etat tiers ou à l'organisation internationale.

10. a) Si elle reçoit une demande en ce sens, la Cour peut coopérer avec l'Etat Partie qui mène une enquête ou un procès concernant un comportement qui constitue un crime relevant de la compétence de la Cour ou un crime grave au regard du droit interne de cet Etat, et prêter assistance à cet Etat.

b) i) Cette assistance comprend notamment :

a. La transmission de dépositions, documents et autres éléments de preuve recueillis au cours d'une enquête ou d'un procès menés par la Cour; et

b. L'interrogatoire de toute personne détenue par ordre de la Cour;

ii) Dans le cas visé au point a. du sous-alinéa b), i) :

a. La transmission des documents et autres éléments de preuve obtenus avec l'assistance d'un Etat requiert le consentement de cet Etat;

b. La transmission des dépositions, documents et autres éléments de preuve fournis par un témoin ou par un expert se fait conformément aux dispositions de l'article 68.

c) La Cour peut, dans les conditions énoncées au présent paragraphe, faire droit à une demande d'assistance émanant d'un Etat qui n'est pas partie au présent Statut.

Article 94

SURSIS A EXECUTION D'UNE DEMANDE A RAISON D'UNE ENQUETE OU DE POURSUITES EN COURS

1. Si l'exécution immédiate d'une demande devait nuire au bon déroulement de l'enquête ou des poursuites en cours dans une affaire différente de celle à laquelle se rapporte la demande, l'Etat requis peut surseoir à l'exécution de celle-ci pendant un temps fixé d'un commun accord avec la Cour. Toutefois, ce sursis ne dure pas plus qu'il n'est nécessaire pour mener à bien l'enquête ou les poursuites en question dans l'Etat requis. Avant de décider de surseoir à l'exécution de la demande, l'Etat requis examine si l'assistance peut être fournie immédiatement sous certaines conditions.

2. Si la décision est prise de surseoir à l'exécution de la demande en application du paragraphe 1^{er}, le Procureur peut toutefois demander l'adoption de mesures pour préserver les éléments de preuve en vertu de l'article 93, paragraphe 1^{er}, alinéa j).

Article 95

SURSIS A EXECUTION D'UNE DEMANDE EN RAISON D'UNE EXCEPTION D'IRRECEVABILITE

Lorsque la Cour examine une exception d'irrecevabilité conformément aux articles 18 ou 19, l'Etat requis peut surseoir à l'exécution d'une demande faite au titre du présent chapitre en attendant que la Cour ait statué, à moins que la Cour n'ait expressément décidé que le Procureur pouvait continuer de rassembler des éléments de preuve en application des articles 18 ou 19.

Article 96

CONTENU D'UNE DEMANDE PORTANT SUR D'AUTRES FORMES DE COOPERATION VISEES A L'ARTICLE 93

1. Une demande portant sur d'autres formes de coopération visées à l'article 93 est faite par écrit. En cas d'urgence, elle peut être faite par tout moyen laissant une trace écrite, à condition d'être confirmée selon les modalités indiquées à l'article 87, paragraphe 1^{er}, alinéa a).

2. La demande contient ou est accompagnée d'un dossier contenant les éléments suivants :

a) L'exposé succinct de l'objet de la demande et de la nature de l'assistance demandée, y compris les fondements juridiques et les motifs de la demande;

b) Des renseignements aussi détaillés que possible sur la personne ou le lieu qui doivent être identifiés ou localisés, de manière que l'assistance demandée puisse être fournie;

c) L'exposé succinct des faits essentiels qui justifient la demande;

d) L'exposé des motifs et l'explication détaillée des procédures ou des conditions à respecter;

e) Tout renseignement que peut exiger la législation de l'Etat requis pour qu'il soit donné suite à la demande; et

f) Tout autre renseignement utile pour que l'assistance demandée puisse être fournie.

3. A la demande de la Cour, un Etat Partie tient avec celle-ci, soit d'une manière générale, soit à propos d'une question particulière, des consultations sur les conditions prévues par sa législation qui pourraient s'appliquer comme prévu au paragraphe 2, alinéa e). Lors de ces consultations, l'Etat Partie informe la Cour des exigences particulières de sa législation.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent aussi, le cas échéant, à une demande d'assistance adressée à la Cour.

Article 97

CONSULTATIONS

Lorsqu'un Etat Partie est saisi d'une demande au titre du présent chapitre et constate qu'elle soulève des difficultés qui pourraient en gêner ou en empêcher l'exécution, il consulte la Cour sans tarder en vue de régler la question. Ces difficultés peuvent prendre notamment les formes suivantes :

a) Les informations ne sont pas suffisantes pour donner suite à la demande;

b) Dans le cas d'une demande de remise, la personne réclamée reste introuvable en dépit de tous les efforts, ou les recherches ont permis d'établir que la personne se trouvant dans l'Etat requis n'est manifestement pas celle que vise le mandat; ou

c) L'Etat requis serait contraint, pour donner suite à la demande sous sa forme actuelle, de violer une obligation conventionnelle qu'il a déjà à l'égard d'un autre Etat.

Article 98

COOPERATION EN RELATION AVEC LA RENONCIATION
A L'IMMUNITÉ ET LE CONSENTEMENT A LA REMISE

1. La Cour ne peut poursuivre l'exécution d'une demande de remise ou d'assistance qui contraindrait l'Etat requis à agir de façon incompatible avec les obligations qui lui incombent en droit international en matière d'immunité des Etats ou d'immunité diplomatique d'une personne ou de biens d'un Etat tiers, à moins d'obtenir au préalable la coopération de cet Etat tiers en vue de la levée de l'immunité.

2. La Cour ne peut poursuivre l'exécution d'une demande de remise qui contraindrait l'Etat requis à agir de façon incompatible avec les obligations qui lui incombent en vertu d'accords internationaux selon lesquels le consentement de l'Etat d'envoi est nécessaire pour que soit remise à la Cour une personne relevant de cet Etat, à moins que la Cour ne puisse au préalable obtenir la coopération de l'Etat d'envoi pour qu'il consente à la remise.

Article 99

EXECUTION DES DEMANDES PRESENTÉES
AU TITRE DES ARTICLES 93 ET 96

1. L'Etat requis donne suite aux demandes d'assistance conformément à la procédure prévue par sa législation et, à moins que cette législation ne l'interdise, de la manière précisée dans la demande, y compris en appliquant toute procédure indiquée dans celle-ci ou en autorisant les personnes qu'elle précise à être présentes et à participer à l'exécution de la demande.

2. En cas de demande urgente, les documents ou éléments de preuve produits pour y répondre sont, à la requête de la Cour, envoyés d'urgence.

3. Les réponses de l'Etat requis sont communiquées dans leur langue et sous leur forme originales.

4. Sans préjudice des autres articles du présent chapitre, lorsque cela est nécessaire pour exécuter efficacement une demande à laquelle il peut être donné suite sans recourir à des mesures de contrainte, notamment lorsqu'il s'agit d'entendre ou de faire déposer une personne agissant de son plein gré, y compris hors de la présence des autorités de l'Etat partie requis quand cela est déterminant pour la bonne exécution de la demande, ou lorsqu'il s'agit d'inspecter un site public ou un autre lieu public sans le modifier, le Procureur peut réaliser l'objet de la demande directement sur le territoire de l'Etat, selon les modalités suivantes :

a) Lorsque l'Etat requis est l'Etat sur le territoire duquel il est allégué que le crime a été commis et qu'il y a eu une décision sur la recevabilité comme prévu aux articles 18 ou 19, le Procureur peut exécuter directement la demande, après avoir mené avec l'Etat requis des consultations aussi étendues que possible;

b) Dans les autres cas, le Procureur peut exécuter la demande après consultations avec l'Etat Partie requis et eu égard aux conditions ou préoccupations raisonnables que cet Etat a éventuellement fait valoir. Lorsque l'Etat requis constate que l'exécution d'une demande relevant du présent alinéa soulève des difficultés, il consulte aussitôt la Cour en vue d'y remédier.

5. Les dispositions autorisant la personne entendue ou interrogée par la Cour au titre de l'article 72 à invoquer les restrictions prévues pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles touchant à la sécurité nationale s'appliquent également à l'exécution des demandes d'assistance relevant du présent article.

Article 100

DEPENSES

1. Les dépenses ordinaires afférentes à l'exécution des demandes sur le territoire de l'Etat requis sont à la charge de cet Etat, à l'exception des frais suivants, qui sont à la charge de la Cour :

a) Frais liés aux voyages et à la protection des témoins et des experts ou au transfèrement des détenus en vertu de l'article 93;

b) Frais de traduction, d'interprétation et de transcription;

c) Frais de déplacement et de séjour des juges, du Procureur, des procureurs adjoints, du Greffier, du Greffier adjoint et des membres du personnel de tous les organes de la Cour;

d) Coût des expertises ou rapports demandés par la Cour;

e) Frais liés au transport des personnes remises à la Cour par l'Etat de détention; et

f) Après consultation, tous frais extraordinaires que peut entraîner l'exécution d'une demande.

2. Les dispositions du paragraphe 1^{er} s'appliquent, selon qu'il convient, aux demandes adressées à la Cour par les Etats Parties. Dans ce cas, la Cour prend à sa charge les frais ordinaires de l'exécution.

Article 101

REGLE DE LA SPECIALITE

1. Une personne remise à la Cour en application du présent Statut ne peut être poursuivie, punie ou détenue à raison de comportements antérieurs à sa remise, à moins que ceux-ci ne soient constitutifs des crimes pour lesquels elle a été remise.

2. La Cour peut solliciter de l'Etat qui lui a remis une personne une dérogation aux conditions posées au paragraphe 1^{er}. Elle fournit au besoin des renseignements supplémentaires conformément à l'article 91. Les Etats Parties sont habilités à accorder une dérogation à la Cour et doivent s'efforcer de le faire.

Article 102

EMPLOI DES TERMES

Aux fins du présent Statut :

- a) On entend par "remise" le fait pour un Etat de livrer une personne à la Cour en application du présent Statut.
- b) On entend par "extradition" le fait pour un Etat de livrer une personne à un autre Etat en application d'un traité, d'une convention ou de la législation nationale.

CHAPITRE X. — EXECUTION

Article 103

ROLE DES ETATS DANS L'EXECUTION DES PEINES D'EMPRISONNEMENT

1. a) Les peines d'emprisonnement sont accomplies dans un Etat désigné par la Cour sur la liste des Etats qui lui ont fait savoir qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés.
- b) Lorsqu'il déclare qu'il est disposé à recevoir des condamnés, un Etat peut assortir son acceptation de conditions qui doivent être agréées par la Cour et être conformes aux dispositions du présent chapitre.
- c) L'Etat désigné dans une affaire donnée fait savoir promptement à la Cour s'il accepte ou non sa désignation.
2. a) L'Etat chargé de l'exécution avise la Cour de toute circonstance, y compris la réalisation de toute condition convenue en application du paragraphe 1^{er}, qui serait de nature à modifier sensiblement les conditions ou la durée de la détention. La Cour est avisée au moins 45 jours à l'avance de toute circonstance de ce type connue ou prévisible. Pendant ce délai, l'Etat chargé de l'exécution ne prend aucune mesure qui pourrait être contraire à ses obligations en vertu de l'article 110;
- b) Si la Cour ne peut accepter les circonstances visées à l'alinéa a), elle en avise l'Etat chargé de l'exécution et procède conformément à l'article 104, paragraphe 1.
3. Quand elle exerce son pouvoir de désignation conformément au paragraphe 1^{er}, la Cour prend en considération:
 - a) Le principe selon lequel les Etats Parties doivent partager la responsabilité de l'exécution des peines d'emprisonnement conformément aux principes de répartition équitable énoncés dans le Règlement de procédure et de preuve;
 - b) Les règles conventionnelles du droit international généralement acceptées qui régissent le traitement des détenus;
 - c) Les vues de la personne condamnée;
 - d) La nationalité de la personne condamnée;
 - e) Toute autre circonstance relative au crime, à la situation de la personne condamnée ou à l'exécution effective de la peine, susceptible de guider le choix de l'Etat chargé de l'exécution.
4. Si aucun Etat n'est désigné comme prévu au paragraphe 1^{er}, la peine d'emprisonnement est accomplie dans un établissement pénitentiaire fourni par l'Etat hôte, dans les conditions définies par l'accord de siège visé à l'article 3, paragraphe 2. Dans ce cas, les dépenses afférentes à l'exécution de la peine sont à la charge de la Cour.

Article 104

MODIFICATION DE LA DESIGNATION DE L'ETAT
CHARGE DE L'EXECUTION

1. La Cour peut décider à tout moment de transférer un condamné dans une prison d'un autre Etat.
2. La personne condamnée par la Cour peut à tout moment demander à celle-ci son transfert hors de l'Etat chargé de l'exécution.

Article 105

EXECUTION DE LA PEINE

1. Sous réserve des conditions qu'un Etat a éventuellement formulées comme le prévoit l'article 103, paragraphe 1^{er}, alinéa b), la peine d'emprisonnement est exécutoire pour les Etats Parties, qui ne peuvent en aucun cas la modifier.
2. La Cour a seule le droit de se prononcer sur une demande de révision de sa décision sur la culpabilité ou la peine. L'Etat chargé de l'exécution n'empêche pas le condamné de présenter une telle demande.

Article 106

CONTROLE DE L'EXECUTION DE LA PEINE
ET CONDITIONS DE DETENTION

1. L'exécution d'une peine d'emprisonnement est soumise au contrôle de la Cour. Elle est conforme aux règles conventionnelles internationales largement acceptées en matière de traitement des détenus.
2. Les conditions de détention sont régies par la législation de l'Etat chargé de l'exécution. Elles sont conformes aux règles conventionnelles internationales largement acceptées en matière de traitement des détenus. Elles ne peuvent en aucun cas être ni plus ni moins favorables que celles que l'Etat chargé de l'exécution réserve aux détenus condamnés pour des infractions similaires.
3. Les communications entre le condamné et la Cour sont libres et confidentielles.

Article 107

TRANSFEREMENT DU CONDAMNE QUI A ACCOMPLI SA PEINE

1. Une fois sa peine purgée, une personne qui n'est pas un ressortissant de l'Etat chargé de l'exécution peut être transférée, conformément à la législation de l'Etat chargé de l'exécution, dans un autre Etat qui accepte ou est tenu de l'accueillir ou dans un autre Etat qui accepte de l'accueillir en réponse au souhait qu'elle a formulé d'être transférée dans cet Etat, à moins que l'Etat chargé de l'exécution n'autorise cette personne à demeurer sur son territoire.

2. Les dépenses afférentes au transfèrement du condamné dans un autre Etat en application du paragraphe 1^{er} sont supportées par la Cour si aucun Etat ne les prend à sa charge.

3. Sous réserve des dispositions de l'article 108, l'Etat de détention peut également, en application de sa législation, extraditer ou remettre de quelque autre manière la personne à un Etat qui a demandé son extradition ou sa remise aux fins de jugement ou d'exécution d'une peine.

Article 108

LIMITES EN MATIERE DE POURSUITES
OU DE CONDAMNATIONS POUR D'AUTRES INFRACTIONS

1. Le condamné détenu par l'Etat chargé de l'exécution ne peut être poursuivi, condamné ou extradé vers un Etat tiers pour un comportement antérieur à son transfèrement dans l'Etat chargé de l'exécution, à moins que la Cour n'ait approuvé ces poursuites, cette condamnation ou cette extradition à la demande de l'Etat chargé de l'exécution.

2. La Cour statue sur la question après avoir entendu le condamné.

3. Le paragraphe 1^{er} cesse de s'appliquer si le condamné demeure volontairement plus de 30 jours sur le territoire de l'Etat chargé de l'exécution après avoir accompli la totalité de la peine prononcée par la Cour, ou s'il retourne sur le territoire de cet Etat après l'avoir quitté.

Article 109

EXECUTION DES PEINES D'AMENDE
ET DES MESURES DE CONFISCATION

1. Les Etats Parties font exécuter les peines d'amende et les mesures de confiscation ordonnées par la Cour en vertu du chapitre VII, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi et conformément à la procédure prévue par leur législation interne.

2. Lorsqu'un Etat Partie n'est pas en mesure de donner effet à l'ordonnance de confiscation, il prend des mesures pour récupérer la valeur du produit, des biens ou des avoirs dont la Cour a ordonné la confiscation, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi.

3. Les biens, ou le produit de la vente de biens immobiliers ou, le cas échéant, d'autres biens, obtenus par un Etat Partie en exécution d'un arrêt de la Cour sont transférés à la Cour.

Article 110

EXAMEN PAR LA COUR DE LA QUESTION D'UNE REDUCTION DE PEINE

1. L'Etat chargé de l'exécution ne peut libérer la personne détenue avant la fin de la peine prononcée par la Cour.

2. La Cour a seule le droit de décider d'une réduction de peine. Elle se prononce après avoir entendu le condamné.

3. Lorsque la personne a purgé les deux tiers de sa peine ou accompli 25 années d'emprisonnement dans le cas d'une condamnation à perpétuité, la Cour réexamine la peine pour déterminer s'il y a lieu de la réduire. Elle ne procède pas à ce réexamen avant ce terme.

4. Lors du réexamen prévu au paragraphe 3, la Cour peut réduire la peine si elle constate qu'une ou plusieurs des conditions suivantes sont réalisées :

a) La personne a, dès le début et de façon continue, manifesté sa volonté de coopérer avec la Cour dans les enquêtes et poursuites de celle-ci;

b) La personne a facilité spontanément l'exécution des décisions et ordonnances de la Cour dans d'autres cas, en particulier en l'aidant à localiser des avoirs faisant l'objet de décisions ordonnant leur confiscation, le versement d'une amende ou une réparation et pouvant être employés au profit des victimes; ou

c) D'autres facteurs prévus dans le Règlement de procédure et de preuve attestent un changement de circonstances manifeste aux conséquences appréciables de nature à justifier la réduction de la peine.

5. Si, lors du réexamen prévu au paragraphe 3, la Cour détermine qu'il n'y a pas lieu de réduire la peine, elle réexamine par la suite la question de la réduction de peine aux intervalles prévus dans le Règlement de procédure et de preuve et en appliquant les critères qui y sont énoncés.

Article 111

EVASION

Si un condamné s'évade de son lieu de détention et fuit l'Etat chargé de l'exécution de la peine, cet Etat peut, après avoir consulté la Cour, demander à l'Etat dans lequel se trouve le condamné de le lui remettre en application des accords bilatéraux ou multilatéraux en vigueur, ou demander à la Cour de solliciter la remise de cette personne au titre du chapitre IX. Lorsque la Cour sollicite la remise d'une personne, elle peut demander que cette personne soit livrée à l'Etat dans lequel elle accomplissait sa peine ou à un autre Etat qu'elle désigne.

CHAPITRE XI. — ASSEMBLEE DES ETATS PARTIES

Article 112

ASSEMBLEE DES ETATS PARTIES

1. Il est constitué une Assemblée des Etats Parties au présent Statut. Chaque Etat Partie y dispose d'un représentant, qui peut être secondé par des suppléants et des conseillers. Les autres Etats qui ont signé le présent Statut ou l'Acte final peuvent y siéger à titre d'observateurs.

2. L'Assemblée :

- a) Examine et adopte, s'il y a lieu, les recommandations de la Commission préparatoire;
- b) Donne à la Présidence, au Procureur et au Greffier des orientations générales pour l'administration de la Cour;
- c) Examine les rapports et les activités du Bureau établi en vertu du paragraphe 3 et prend les mesures qu'ils appellent;
- d) Examine et arrête le budget de la Cour;
- e) Décide s'il y a lieu, conformément à l'article 36, de modifier le nombre des juges;
- f) Examine, conformément à l'article 87, paragraphes 5 et 7, toute question relative à la non-coopération des Etats;
- g) S'acquitte de toute autre fonction compatible avec les dispositions du présent Statut et du Règlement de procédure et de preuve.

3. a) L'Assemblée est dotée d'un bureau, composé d'un président, de deux vice-présidents et de 18 membres élus par elle pour trois ans.

b) Le Bureau a un caractère représentatif, eu égard, en particulier, au principe de la répartition géographique équitable et à la nécessité d'assurer une représentation adéquate des principaux systèmes juridiques du monde.

c) Le Bureau se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par an. Il aide l'Assemblée à s'acquitter de ses responsabilités.

4. L'Assemblée crée les autres organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires, notamment un mécanisme de contrôle indépendant qui procède à des inspections, évaluations et enquêtes afin que la Cour soit administrée de la manière la plus efficace et la plus économique possible.

5. Le Président de la Cour, le Procureur et le Greffier ou leurs représentants participent, selon qu'il convient, aux réunions de l'Assemblée et du Bureau.

6. L'Assemblée se réunit une fois par an et, lorsque les circonstances l'y engagent, elle tient des sessions extraordinaires, au siège de la Cour ou au Siège de l'Organisation des Nations Unies. A moins que le présent Statut n'en dispose autrement, les sessions extraordinaires sont convoquées par le Bureau soit d'office soit à la demande du tiers des Etats Parties.

7. Chaque Etat Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

- a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des Etats Parties constituant le quorum pour le scrutin;
- b) Les décisions sur les questions de procédure sont prises à la majorité simple des Etats Parties présents et votants.

8. Un Etat Partie en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de la Cour ne peut participer au vote ni à l'Assemblée ni au Bureau si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée peut néanmoins autoriser cet Etat à participer au vote à l'Assemblée et au Bureau si elle constate que son manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

9. L'Assemblée adopte son propre règlement intérieur.

10. Les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée des Etats Parties sont celles de l'Assemblée générale des Nations Unies.

CHAPITRE XII. — FINANCEMENT

Article 113

REGLEMENT FINANCIER ET REGLES DE GESTION FINANCIERE

Sauf disposition contraire expresse, toutes les questions financières qui se rapportent à la Cour et aux réunions de l'Assemblée des Etats Parties, y compris le Bureau et les organes subsidiaires de celle-ci, sont régis par le présent Statut, le Règlement financier et règles de gestion financière adoptés par l'Assemblée des Etats Parties.

Article 114

REGLEMENT DES DEPENSES

Les dépenses de la Cour et de l'Assemblée des Etats Parties, y compris le Bureau et les organes subsidiaires de celle-ci, sont réglées par prélèvement sur les ressources financières de la Cour.

Article 115

RESSOURCES FINANCIERES DE LA COUR
ET DE L'ASSEMBLEE DES ETATS PARTIES

Les dépenses de la Cour et de l'Assemblée des Etats Parties, y compris le Bureau et les organes subsidiaires de celle-ci, inscrites au budget arrêté par l'Assemblée des Etats Parties, sont financées par les sources suivantes :

- a) Les contributions des Etats Parties;
- b) Les ressources financières fournies par l'Organisation des Nations Unies, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, en particulier dans le cas des dépenses liées à la saisine de la Cour par le Conseil de sécurité.

Article 116

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Sans préjudice de l'article 115, la Cour peut recevoir et utiliser à titre de ressources financières supplémentaires les contributions volontaires des gouvernements, des organisations internationales, des particuliers, des entreprises et d'autres entités, selon les critères fixés en la matière par l'Assemblée des Etats Parties.

Article 117

CALCUL DES CONTRIBUTIONS

Les contributions des Etats Parties sont calculées selon un barème des quotes-parts convenu, fondé sur le barème adopté par l'Organisation des Nations Unies pour son budget ordinaire, et adapté conformément aux principes sur lesquels ce barème est fondé.

Article 118

VERIFICATION ANNUELLE DES COMPTES

Les rapports, livres et comptes de la Cour, y compris ses états financiers annuels, sont vérifiés chaque année par un contrôleur indépendant.

CHAPITRE XIII. — CLAUSES FINALES

Article 119

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Tout différend relatif aux fonctions judiciaires de la Cour est réglé par décision de la Cour.
2. Tout autre différend entre deux ou plusieurs Etats Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Statut qui n'est pas résolu par la voie de négociations dans les trois mois après le début de celles-ci est renvoyé à l'Assemblée des Etats Parties. L'Assemblée peut chercher à résoudre elle-même le différend ou faire des recommandations sur d'autres moyens de le régler, y compris le renvoi à la Cour internationale de Justice en conformité avec le Statut de celle-ci.

Article 120

RESERVES

Le présent Statut n'admet aucune réserve.

Article 121

AMENDEMENTS

1. A l'expiration d'une période de sept ans commençant à la date d'entrée en vigueur du présent Statut, tout Etat Partie peut proposer des amendements à celui-ci. Le texte des propositions d'amendement est soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui le communique sans retard à tous les Etats Parties.
2. Trois mois au plus tôt après la date de cette communication, l'Assemblée des Etats Parties, à la réunion suivante, décide, à la majorité de ses membres présents et votants, de se saisir ou non de la proposition. L'Assemblée peut traiter cette proposition elle-même ou convoquer une conférence de révision si la question soulevée le justifie.
3. L'adoption d'un amendement lors d'une réunion de l'Assemblée des Etats Parties ou d'une conférence de révision requiert, s'il n'est pas possible de parvenir à un consensus, la majorité des deux tiers des Etats Parties.
4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5, un amendement entre en vigueur à l'égard de tous les Etats Parties un an après que les sept huitièmes d'entre eux ont déposé leurs instruments de ratification ou d'acceptation auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
5. Un amendement aux articles 5, 6, 7 et 8 du présent Statut entre en vigueur à l'égard des Etats Parties qui l'ont accepté un an après le dépôt de leurs instruments de ratification ou d'acceptation. La Cour n'exerce pas sa compétence à l'égard d'un crime faisant l'objet de cet amendement lorsque ce crime a été commis par un ressortissant d'un Etat Partie qui n'a pas accepté l'amendement ou sur le territoire de cet Etat.
6. Si un amendement a été accepté par les sept huitièmes des Etats Parties conformément au paragraphe 4, tout Etat Partie qui ne l'a pas accepté peut se retirer du présent Statut avec effet immédiat, nonobstant l'article 127, paragraphe 1^{er}, mais sous réserve de l'article 127, paragraphe 2, en donnant notification de son retrait au plus tard un an après l'entrée en vigueur de cet amendement.
7. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communique à tous les Etats Parties les amendements adoptés lors d'une réunion de l'Assemblée des Etats Parties ou d'une conférence de révision.

Article 122

AMENDEMENTS AUX DISPOSITIONS DE CARACTERE INSTITUTIONNEL

1. Tout Etat Partie peut proposer, nonobstant l'article 121, paragraphe 1^{er}, des amendements aux dispositions du présent Statut de caractère exclusivement institutionnel, à savoir les articles 35, 36, paragraphes 8 et 9, 37, 38, 39, paragraphes 1^{er} (deux premières phrases), 2 et 4, 42, paragraphes 4 à 9, 43, paragraphes 2 et 3, 44, 46, 47 et 49. Le texte de tout amendement proposé est soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou à toute autre personne désignée par l'Assemblée des Etats Parties, qui le communique sans retard à tous les Etats Parties et aux autres participants à l'Assemblée.
2. Les amendements relevant du présent article pour lesquels il n'est pas possible de parvenir à un consensus sont adoptés par l'Assemblée des Etats Parties ou par une conférence de révision à la majorité des deux tiers des Etats Parties. Ils entrent en vigueur à l'égard de tous les Etats Parties six mois après leur adoption par l'Assemblée ou, selon le cas, par la conférence de révision.

Article 123

REVISION DU STATUT

1. Sept ans après l'entrée en vigueur du présent Statut, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera une conférence de révision pour examiner tout amendement au présent Statut. L'examen pourra porter notamment, mais pas exclusivement, sur la liste des crimes figurant à l'article 5. La conférence sera ouverte aux participants à l'Assemblée des Etats Parties, selon les mêmes conditions.

2. A tout moment par la suite, à la demande d'un Etat Partie et aux fins énoncées au paragraphe 1^{er}, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, avec l'approbation de la majorité des Etats Parties, convoque une conférence de révision.

3. L'adoption et l'entrée en vigueur de tout amendement au Statut examiné lors d'une conférence de révision sont régies par les dispositions de l'article 121, paragraphes 3 à 7.

Article 124

DISPOSITION TRANSITOIRE

Nonobstant les dispositions de l'article 12, paragraphes 1^{er} et 2, un Etat qui devient partie au présent Statut peut déclarer que, pour une période de sept ans à partir de l'entrée en vigueur du Statut à son égard, il n'accepte pas la compétence de la Cour en ce qui concerne la catégorie de crimes visée à l'article 8 lorsqu'il est allégué qu'un crime a été commis sur son territoire ou par ses ressortissants. Il peut à tout moment retirer cette déclaration. Les dispositions du présent article seront réexaminées à la conférence de révision convoquée conformément à l'article 123, paragraphe 1^{er}.

Article 125

SIGNATURE, RATIFICATION,
ACCEPTATION, APPROBATION OU ADHESION

1. Le présent Statut est ouvert à la signature de tous les Etats le 17 juillet 1998, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à Rome. Il reste ouvert à la signature jusqu'au 17 octobre 1998, au Ministère des affaires étrangères de l'Italie, à Rome, et, après cette date, jusqu'au 31 décembre 2000, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

2. Le présent Statut est soumis à ratification, acceptation ou approbation par les Etats signataires. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Statut est ouvert à l'adhésion de tous les Etats. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 126

ENTREE EN VIGUEUR

1. Le présent Statut entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le soixantième jour après la date de dépôt du soixantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. A l'égard de chaque Etat qui ratifie, accepte ou approuve le présent Statut ou y adhère après le dépôt du soixantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Statut entre en vigueur le premier jour du mois suivant le soixantième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 127

RETRAIT

1. Tout Etat Partie peut, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, se retirer du présent Statut. Le retrait prend effet un an après la date à laquelle la notification a été reçue, à moins que celle-ci ne prévoie une date postérieure.

2. Son retrait ne dégage pas l'Etat des obligations mises à sa charge par le présent Statut alors qu'il y était Partie, y compris les obligations financières encourues, et n'affecte pas non plus la coopération établie avec la Cour à l'occasion des enquêtes et procédures pénales à l'égard desquelles l'Etat avait le devoir de coopérer et qui ont été commencées avant la date à laquelle le retrait a pris effet; le retrait n'affecte en rien la poursuite de l'examen des affaires que la Cour avait déjà commencé à examiner avant la date à laquelle il a pris effet.

Article 128

TEXTES FAISANT FOI

L'original du présent Statut, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Statut.

Fait à Rome ce dix-septième jour de juillet de l'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

VERTALING

STATUUT VAN ROME INZAKE HET INTERNATIONAAL STRAFHOF

Preambule

De Staten die Partij zijn bij dit Statuut,

Zich bewust van het feit dat alle volken verenigd zijn door gemeenschappelijke banden, en hun culturen zijn samengebracht in een gemeenschappelijk erfgoed, en bezorgd dat dit broze mozaïek ieder moment uiteen kan vallen,

Indachtig het feit dat in de loop van deze eeuw miljoenen kinderen, vrouwen en mannen het slachtoffer zijn geweest van onvoorstelbare wreedheden die het geweten van de mensheid hevig schokken,

Erkennend dat dergelijke zware misdaden een gevaar vormen voor de vrede, de veiligheid en het welzijn van de wereld,

Bevestigend dat de ernstigste misdaden die de gehele internationale gemeenschap met zorg vervullen niet onbestraft dienen te blijven en dat een doeltreffende vervolging daarvan verzekerd dient te worden door het treffen van maatregelen op nationaal niveau en door het versterken van internationale samenwerking,

Vastbesloten een einde te maken aan de straffeloosheid van de daders van deze misdaden en daardoor bij te dragen aan het voorkomen van dergelijke misdaden,

In herinnering brengend dat het de plicht is van elke Staat om zijn rechtsmacht in strafzaken uit te oefenen over degenen die verantwoordelijk zijn voor internationale misdaden,

De doeleinden en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties opnieuw bevestigend, en meer in het bijzonder het feit dat alle Staten zich dienen te onthouden van de dreiging met of het gebruik van geweld tegen de territoriale integriteit of politieke onafhankelijkheid van een Staat, of van op enige andere wijze die onverenigbaar is met de doeleinden van de Verenigde Naties,

Benadrukkend in dit verband dat niets in dit Statuut dient te worden beschouwd als een machtiging aan een Staat die Partij is om te interveniëren in een gewapend conflict of in de binnenlandse aangelegenheden van een Staat,

Vastbesloten hiertoe, alsmede in het belang van huidige en toekomstige generaties, een onafhankelijk permanent Internationaal Strafhof verbonden met het systeem van de Verenigde Naties op te richten, met rechtsmacht ten aanzien van de ernstigste misdaden die de gehele internationale gemeenschap met zorg vervullen,

Benadrukkend dat het krachtens dit Statuut opgerichte Internationaal Strafhof complementair zal zijn aan de nationale jurisdicties in strafzaken,

Vastbesloten een duurzame eerbiediging en handhaving van internationale gerechtigheid te waarborgen,

Zijn als volgt overeengekomen:

HOOFDSTUK I — OPRICHTING VAN HET HOF

Artikel 1

Oprichting van het Hof

Een Internationaal Strafhof (« het Hof») wordt hierbij opgericht. Het is een permanente instelling met de bevoegdheid rechtsmacht uit te oefenen over personen in verband met de meest ernstige misdaden met internationale draagwijdte in de zin van dit Statuut. Deze rechtsmacht is complementair aan de nationale jurisdicties in strafzaken. De rechtsmacht en werkwijze van het Hof worden geregeld door de bepalingen van dit Statuut.

Artikel 2

Relatie van het Hof met de Verenigde Naties

De relatie van het Hof met de Verenigde Naties wordt geregeld door middel van een overeenkomst die dient te worden goedgekeurd door de Vergadering van de Staten die Partij zijn bij dit Statuut, en daarna door de Voorzitter van het Hof namens het Hof wordt gesloten.

Artikel 3

Zetel van het Hof

1. De zetel van het Hof wordt gevestigd te Den Haag, Nederland (« de Gaststaat»).
2. Het Hof onderhandelt met de Gaststaat over een zetelovereenkomst, die dient te worden goedgekeurd door de Vergadering van de Staten die Partij zijn, en daarna door de Voorzitter van het Hof in naam van het Hof wordt gesloten.
3. Het Hof is bevoegd elders zitting te houden wanneer het dit wenselijk acht, overeenkomstig het in dit Statuut bepaalde.

Artikel 4

Wettelijke status en bevoegdheden van het Hof

1. Het Hof bezit internationale rechtspersoonlijkheid. Tevens bezit het de handelingsbevoegdheid die benodigd is voor de uitoefening van zijn taken en de verwezenlijking van zijn doelstellingen.
2. Het Hof kan zijn taken en bevoegdheden uitoefenen op de wijze bepaald in dit Statuut op het grondgebied van een Staat die Partij is, alsmede, krachtens een daartoe strekkende overeenkomst, op het grondgebied van een andere Staat.

HOOFDSTUK II — RECHTSMACHT, ONTVANKELIJKHEID EN TOEPASSELIJK RECHT

Artikel 5

Misdaden waarover het Hof rechtsmacht heeft

1. De rechtsmacht van het Hof is beperkt tot de meest ernstige misdaden die de internationale gemeenschap in haar geheel aangaan. Het Hof heeft overeenkomstig het Statuut rechtsmacht in verband met de volgende misdaden :

- (a) de misdaad genocide;
- (b) misdaden tegen de mensheid;
- (c) oorlogsmisdaden;
- (d) de misdaad agressie.

2. Het Hof oefent rechtsmacht uit in verband met de misdaad agressie zodra overeenkomstig de artikelen 121 en 123 een bepaling is aanvaard waarin deze misdaad nader is omschreven en de voorwaarden zijn vastgelegd krachtens welke het Hof rechtsmacht uitoefent in verband met deze misdaad. Een dergelijke bepaling dient in overeenstemming te zijn met de desbetreffende bepalingen van het Handvest van de Verenigde Naties.

Artikel 6

De misdaad genocide

Voor de toepassing van dit Statuut wordt onder genocide elk van de volgende handelingen verstaan, gepleegd met de bedoeling een nationale, etnische of godsdienstige groep, dan wel een groep behorend tot een bepaald ras, als zodanig geheel of gedeeltelijk te vernietigen :

- (a) het doden van leden van de groep;
- (b) het toebrengen van ernstig lichamelijk of geestelijk letsel aan leden van de groep;
- (c) het opzettelijk aan de groep opleggen van levensvoorwaarden gericht op haar gehele of gedeeltelijke lichamelijke vernietiging;
- (d) het opleggen van maatregelen bedoeld om geboorten binnen de groep te voorkomen;
- (e) het onder dwang overbrengen van kinderen van de groep naar een andere groep.

Artikel 7

Misdaden tegen de mensheid

1. Voor de toepassing van dit Statuut wordt onder misdaad tegen de mensheid elk van de volgende handelingen verstaan, indien gepleegd als onderdeel van een wijdverbreide of stelselmatige aanval gericht tegen een burgerbevolking, met kennis van de aanval :

- (a) moord;
- (b) uitroeiing;
- (c) slavernij;
- (d) deportatie of onder dwang overbrengen van bevolking;
- (e) gevangenneming of andere ernstige beroving van de lichamelijke vrijheid in strijd met fundamentele regels van internationaal recht;
- (f) marteling;
- (g) verkrachting, seksuele slavernij, gedwongen prostitutie, gedwongen zwangerschap, gedwongen sterilisatie, of enige andere vorm van seksueel geweld van vergelijkbare ernst;
- (h) vervolging van een identificeerbare groep of collectiviteit op politieke gronden, omdat deze tot een bepaald ras of een bepaalde nationaliteit behoort, op etnische, culturele of godsdienstige gronden, of op grond van geslacht, zoals nader omschreven in paragraaf 3, of op andere gronden die universeel zijn erkend als ontoelaatbaar krachtens internationaal recht, in verband met een in deze paragraaf bedoelde handeling of enige andere misdaad waarover het Hof rechtsmacht heeft;
- (i) gedwongen verdwijning van personen;
- (j) de misdaad apartheid;
- (k) andere onmenselijke handelingen van vergelijkbare aard waardoor opzettelijk ernstig lijden of ernstig lichamelijk letsel of schade aan de geestelijke of lichamelijke gezondheid wordt veroorzaakt.

2. Voor de toepassing van paragraaf 1 :

(a) betekent « aanval gericht tegen een burgerbevolking » een wijze van optreden die het meermaals plegen van in paragraaf 1 bedoelde handelingen tegen een burgerbevolking met zich meebrengt, ter uitvoering of voortzetting van het beleid van een Staat of organisatie dat het plegen van een dergelijke aanval tot doel heeft;

(b) betekent « uitroeiing » het opzettelijk opleggen van levensvoorwaarden, onder andere de onthouding van toegang tot voedsel en geneesmiddelen, gericht op de vernietiging van een deel van een bevolking;

(c) betekent « slavernij » de uitoefening op een persoon van een of alle bevoegdheden verbonden aan het recht van eigendom, met inbegrip van de uitoefening van dergelijke bevoegdheid en bij mensenhandel, in het bijzonder handel in vrouwen en kinderen;

(d) betekent « deportatie of onder dwang overbrengen van bevolking » het onder dwang verplaatsen van personen door verdrijving of andere dwangmaatregelen uit het gebied waarin zij zich rechtmatig bevinden zonder dat daartoe krachtens internationaal recht gronden zijn;

(e) betekent « marteling » het opzettelijk veroorzaken van ernstige pijn of ernstig lijden, hetzij lichamelijk, hetzij geestelijk, bij een persoon die zich in gevangenschap of in de macht bevindt van degene die beschuldigd wordt, met dien verstande dat onder marteling niet wordt verstaan pijn of lijden dat louter het gevolg is van, inherent is aan of samenhangt met rechtmatige sancties;

(f) betekent « gedwongen zwangerschap » de onrechtmatige gevangenschap van een vrouw die onder dwang zwanger is gemaakt, met de opzet de etnische samenstelling van een bevolking te beïnvloeden of andere ernstige schendingen van internationaal recht te plegen. Deze definitie mag in geen geval worden uitgelegd als een aantasting van nationale wetgeving met betrekking tot zwangerschap;

(g) betekent « vervolging » het opzettelijk en in ernstige mate ontnemen van fundamentele rechten in strijd met het internationaal recht op grond van de identiteit van een groep of collectiviteit;

(h) betekent « de misdaad apartheid » onmenselijke handelingen van een vergelijkbare aard als de in paragraaf 1 bedoelde handelingen, gepleegd in het kader van een geïnstitutionaliseerd regime van systematische onderdrukking en overheersing door een groep van een bepaald ras van een of meer groepen van een ander ras en begaan met de opzet dat regime in stand te houden;

(i) betekent « gedwongen verdwijning van personen » het arresteren, gevangen houden of afvoeren van personen door of met de machtiging, ondersteuning of toestemming van een Staat of politieke organisatie, gevolgd door een weigering een dergelijke vrijheidsontneming te erkennen of informatie te verstrekken over het lot of de verblijfplaats van die personen, met de opzet hen langdurig buiten de bescherming van de wet te plaatsen.

3. Voor de toepassing van dit Statuut verwijst het begrip geslacht naar de beide geslachten, zowel het mannelijk als het vrouwelijk geslacht, in de context van de samenleving. Onder geslacht wordt niets anders verstaan dan hetgeen hiervoor is bepaald.

Artikel 8

Oorlogsmisdaden

1. Het Hof heeft rechtsmacht in verband met oorlogsmisdaden, in het bijzonder wanneer deze worden gepleegd als onderdeel van een plan of beleid of als onderdeel van het op grote schaal plegen van dergelijke misdaden.

2. Voor de toepassing van dit Statuut wordt verstaan onder oorlogsmisdaden:

(a) ernstige inbreuken op de Verdragen van Genève van 12 augustus 1949, namelijk een van de volgende handelingen tegen personen of goederen die ingevolge de bepalingen van de Verdragen van Genève beschermd zijn :

(i) opzettelijk doden;

(ii) marteling of onmenselijke behandeling, met inbegrip van biologische experimenten;

(iii) opzettelijk veroorzaken van ernstig lijden, zwaar lichamelijk letsel of ernstige schade aan de gezondheid;

(iv) grootschalige wederrechtelijke en moedwillige vernietiging en toeëigening van goederen zonder militaire noodzaak;

(v) een krijgsgevangene of andere beschermde persoon dwingen dienst te nemen bij de strijdkrachten van een vijandige mogendheid;

(vi) een krijgsgevangene of andere beschermde persoon opzettelijk het recht op een eerlijke en rechtmatige berechting onthouden;

(vii) onrechtmatige deportatie of verplaatsing of onrechtmatige opsluiting;

(viii) gijzelneming.

(b) Andere ernstige schendingen van de wetten en gebruiken die toepasselijk zijn in een internationaal gewapend conflict binnen het gevestigde kader van het internationale recht, namelijk een van de volgende handelingen:

(i) opzettelijk aanvallen richten op de burgerbevolking als zodanig of op individuele burgers die niet rechtstreeks aan vijandelijkheden deelnemen;

(ii) opzettelijk aanvallen richten op burgerdoelen, dat wil zeggen doelen die geen militair doel zijn;

(iii) opzettelijk aanvallen richten op personeel, installaties, materieel, eenheden of voertuigen betrokken bij humanitaire hulpverlening of vredesmissies overeenkomstig het Handvest van de Verenigde Naties, zolang deze recht hebben op de bescherming die aan burgers of burgerdoelen wordt verleend krachtens het internationale recht inzake gewapende conflicten;

(iv) opzettelijk een aanval inzetten in de wetenschap dat een dergelijke aanval incidenteel verliezen aan levens of letsel onder burgers zal veroorzaken of schade aan burgerdoelen of omvangrijke, langdurige en ernstige schade aan het milieu zal aanrichten, die duidelijk buitensporig zou zijn in verhouding tot het te verwachten concrete en directe algehele militaire voordeel;

(v) aanvallen of bombarderen met wat voor middelen ook van steden, dorpen, woningen of gebouwen, die niet worden verdedigd en geen militair doelwit zijn;

(vi) een strijder doden of verwonden die zich, na het neerleggen van zijn wapens of wanneer hij zich niet meer kan verdedigen, onvoorwaardelijk heeft overgegeven;

(vii) op ongepaste wijze gebruik maken van een witte vlag, van de vlag of de militaire onderscheidingstekens en het uniform van de vijand of van de Verenigde Naties, alsmede van de emblemen voorzien door de Verdragen van Genève, en hierdoor verlies aan mensenlevens of ernstig lichamelijk letsel veroorzaken;

(viii) rechtstreekse of indirecte verplaatsing door de bezettende mogendheid van delen van haar eigen burgerbevolking naar het bezette grondgebied, of de deportatie of het verplaatsen van de gehele of een deel van de bevolking van het bezette grondgebied binnen dat grondgebied of daarbuiten;

(ix) opzettelijk aanvallen richten op gebouwen bestemd voor godsdienst, onderwijs, kunst, wetenschap of caritatieve doeleinden, historische monumenten, ziekenhuizen en plaatsen waar zieken en gewonden worden samengebracht, voorzover deze geen militair doelwit zijn;

(x) personen die zich in de macht van een tegenpartij bevinden onderwerpen aan lichamelijke verminking of medische of wetenschappelijke experimenten van welke aard ook, die niet worden gerechtvaardigd door de geneeskundige of tandheelkundige behandeling van de betrokken persoon of door diens behandeling in het ziekenhuis noch in zijn belang worden uitgevoerd, en die de dood tot gevolg hebben of de gezondheid van die persoon of personen ernstig in gevaar brengen;

- (xi) op verraderlijke wijze doden of verwonden van personen die behoren tot de vijandige natie of het vijandige leger;
- (xii) verklaren dat geen kwartier zal worden verleend;
- (xiii) vernietiging of inbeslagneming van goederen van de vijand tenzij deze vernietiging of inbeslagneming dringend vereist is als gevolg van dwingende oorlogsomstandigheden;
- (xiv) verklaren dat de rechten en handelingen van onderdanen van de vijandelijke partij vervallen, geschorst of in rechte niet-ontvankelijk zijn;
- (xv) onderdanen van de vijandige partij dwingen deel te nemen aan oorlogshandelingen gericht tegen hun eigen land, ook als zij voor de aanvang van de oorlog in dienst van de oorlogvoerende partij waren;
- (xvi) een stad of plaats plunderen, ook wanneer deze bij een aanval wordt ingenomen;
- (xvii) gebruik van gif of giftige wapens;
- (xviii) gebruik van verstikkende, giftige of andere gassen en overige soortgelijke vloeistoffen, materialen of apparaten;
- (xix) gebruik van kogels die in het menselijk lichaam gemakkelijk in omvang toenemen of platter en breder worden, zoals kogels met een harde mantel die de kern gedeeltelijk onbedekt laat of voorzien is van inkepingen;
- (xx) gebruik van wapens, projectielen en materieel en methoden van oorlogvoering die de eigenschap hebben overbodig letsel of nodeloos lijden te veroorzaken of die van zichzelf geen onderscheid maken waardoor zij in strijd zijn met het internationale recht inzake gewapende conflicten, mits dergelijke wapens, projectielen, materieel en methoden van oorlogvoering vallen onder een algeheel verbod en zijn opgenomen in een bijlage bij dit Statuut, krachtens een amendement overeenkomstig de desbetreffende bepalingen in de artikelen 121 en 123;
- (xxi) aantastingen van de persoonlijke waardigheid, in het bijzonder vernederende en ontterende behandeling;
- (xxii) verkrachting, seksuele slavernij, gedwongen prostitutie, gedwongen zwangerschap zoals gedefinieerd in artikel 7, paragraaf 2, alinea (f), gedwongen sterilisatie of elke andere vorm van seksueel geweld die eveneens een ernstige inbreuk op de Verdragen van Genève oplevert;
- (xxiii) gebruikmaken van de aanwezigheid van een burger of een andere beschermde persoon teneinde bepaalde punten, gebieden of strijdkrachten te vrijwaren van militaire operaties;
- (xxiv) opzettelijk aanvallen richten op gebouwen, materieel, medische eenheden en transport, alsmede personeel dat gebruik maakt van de emblemen van de Verdragen van Genève overeenkomstig internationaal recht;
- (xxv) opzettelijk gebruikmaken van uithongering van burgers als methode van oorlogvoering door hun goederen te onthouden die onontbeerlijk zijn voor hun overleving, waaronder het opzettelijk belemmeren van de aanvoer van hulpgoederen zoals voorzien in de Verdragen van Genève;
- (xxvi) kinderen beneden de leeftijd van vijftien jaar bij de nationale strijdkrachten onder de wapens roepen of in militaire dienst nemen dan wel hen gebruiken voor actieve deelname aan vijandelijkheden.
- (c) In geval van een gewapend conflict dat niet internationaal van aard is, ernstige schendingen van het gemeenschappelijk artikel 3 van de vier Verdragen van Genève van 12 augustus 1949, namelijk een van de volgende handelingen begaan tegen personen die niet actief deelnemen aan de vijandelijkheden, waaronder leden van strijdkrachten die hun wapens hebben neergelegd en degenen die buiten gevecht zijn gesteld door ziekte, verwondingen, gevangenschap of andere oorzaken :
- (i) geweld tegen het leven en de persoon, in het bijzonder alle vormen van moord, verminking, wrede behandeling en marteling;
- (ii) aantastingen van de persoonlijke waardigheid, in het bijzonder vernederende en ontterende behandeling;
- (iii) gijzelneming;
- (iv) het uitspreken van veroordelingen en tenuitvoerleggen van executies zonder voorafgaand vonnis uitgesproken door een op regelmatige wijze samengesteld rechtscollege dat alle gerechtelijke waarborgen biedt die algemeen als onmisbaar worden erkend.
- (d) Paragraaf 2, alinea (c), geldt voor gewapende conflicten die niet internationaal van aard zijn en geldt derhalve niet voor gevallen van interne onlusten en spanningen, zoals oproer, geïsoleerde en sporadische gewelddadigheden of andere handelingen van vergelijkbare aard.
- (e) Andere ernstige schendingen van de wetten en gebruiken die gelden ingeval van gewapende conflicten die niet internationaal van aard zijn, binnen het gevestigde kader van internationaal recht, namelijk een van de volgende handelingen :
- (i) opzettelijk aanvallen richten op de burgerbevolking als zodanig of op individuele burgers die niet rechtstreeks aan vijandelijkheden deelnemen;
- (ii) opzettelijk aanvallen richten op gebouwen, materieel, medische eenheden en transport, en personeel dat gebruik maakt van de emblemen van de Verdragen van Genève overeenkomstig internationaal recht;
- (iii) opzettelijk aanvallen richten op personeel, installaties, materieel, eenheden of voertuigen betrokken bij humanitaire hulpverlening of vredesmissies overeenkomstig het Handvest van de Verenigde Naties, zolang deze recht hebben op de bescherming die aan burgers of burgerdoelen wordt verleend krachtens het recht inzake gewapende conflicten;
- (iv) opzettelijk aanvallen richten op gebouwen bestemd voor godsdienst, onderwijs, kunst, wetenschap of charitatieve doeleinden, historische monumenten, ziekenhuizen en plaatsen waar zieken en gewonden worden samengebracht, mits deze geen militair doelwit zijn;
- (v) een stad of plaats plunderen, ook wanneer deze bij een aanval wordt ingenomen;
- (vi) verkrachting, seksuele slavernij, gedwongen prostitutie, gedwongen zwangerschap zoals gedefinieerd in artikel 7, paragraaf 2, alinea (f), gedwongen sterilisatie of elke andere vorm van seksueel geweld die eveneens een ernstige schending zijn van het gemeenschappelijk artikel 3 van de vier Verdragen van Genève;

(vii) kinderen beneden de leeftijd van vijftien jaar bij strijdkrachten of gewapende groepen onder de wapens roepen of in militaire dienst nemen dan wel hen gebruiken voor actieve deelname aan vijandelijkheden;

(viii) verplaatsing bevelen van de burgerbevolking om redenen die verband houden met het conflict, tenzij de veiligheid van de betrokken burgers of dwingende militaire redenen dit vereisen;

(ix) op verraderlijke wijze doden of verwonden van een vijandelijke strijder;

(x) verklaren dat geen kwartier zal worden verleend;

(xi) personen die zich in de macht van een andere partij bij het conflict bevinden onderwerpen aan lichamelijke verminking of aan geneeskundige of wetenschappelijke experimenten van welke aard ook, die niet gerechtvaardigd worden door de geneeskundige of tandheelkundige behandeling van de betrokken persoon of door diens behandeling in het ziekenhuis, noch in zijn belang worden uitgevoerd, en die de dood tot gevolg hebben of de gezondheid van die persoon of personen ernstig in gevaar brengen;

(xii) vernietiging of inbeslagneming van goederen van een tegenstander, tenzij deze vernietiging of inbeslagneming dringend vereist is als gevolg van de dwingende omstandigheden van het conflict;

(f) Paragraaf 2, alinea (e), geldt voor gewapende conflicten die niet internationaal van aard zijn en geldt derhalve niet voor gevallen van interne onlusten en spanningen zoals oproer, geïsoleerde en sporadische gewelddadigheden of andere handelingen van vergelijkbare aard. Het geldt voor gewapende conflicten die plaatsvinden op het grondgebied van een Staat in het geval van een langdurig gewapend conflict tussen de autoriteiten van deze Staat en georganiseerde gewapende groepen of tussen deze groepen onderling.

3. Paragraaf 2, alinea's (c) en (e), laat onverlet de verantwoordelijkheid van een regering om de openbare orde in de Staat te handhaven of te herstellen of om de eenheid en territoriale integriteit van de Staat met alle legitieme middelen te verdedigen.

Artikel 9

Elementen van Misdaden

1. Elementen van misdaden helpen het Hof bij de interpretatie en toepassing van de artikelen 6, 7 en 8. Zij worden aangenomen met een tweederde meerderheid van de leden van de Vergadering van de Staten die Partij zijn.

2. Wijzigingen in de elementen van misdaden kunnen worden voorgesteld door :

(a) een Staat die Partij is;

(b) de rechters, die beslissen bij absolute meerderheid;

(c) de Aanklager.

Deze wijzigingen worden aangenomen met een tweederde meerderheid van de leden van de Vergadering van de Staten die Partij zijn.

3. De elementen van misdaden en wijzigingen daaraan dienen in overeenstemming te zijn met dit Statuut.

Artikel 10

Niets in dit deel wordt zodanig uitgelegd dat daarmee, op welke wijze dan ook, een beperking zou worden aangebracht in of inbreuk zou worden gemaakt op bestaande of in ontwikkeling zijnde regels van internationaal recht die andere doeleinden beogen dan dit Statuut.

Artikel 11

Rechtsmacht ratione temporis

1. Het Hof bezit alleen rechtsmacht met betrekking tot misdaden die zijn gepleegd na inwerkingtreding van dit Statuut.

2. Indien een Staat Partij wordt bij dit Statuut na de inwerkingtreding daarvan, is het Hof slechts bevoegd zijn rechtsmacht uit te oefenen met betrekking tot misdaden die zijn gepleegd na de inwerkingtreding van dit Statuut voor die Staat, tenzij die Staat een verklaring ingevolge artikel 12, paragraaf 3, heeft afgelegd.

Artikel 12

Voorafgaande voorwaarden voor de uitoefening van rechtsmacht

1. Een Staat die Partij wordt bij dit Statuut aanvaardt daardoor de rechtsmacht van het Hof met betrekking tot de misdaden bedoeld in artikel 5.

2. In de gevallen bedoeld in artikel 13, paragraaf (a) of (c), is het Hof bevoegd zijn rechtsmacht uit te oefenen indien een of meer van de volgende Staten partij zijn bij dit Statuut of de rechtsmacht van het Hof hebben aanvaard overeenkomstig paragraaf 3:

(a) de Staat op wiens grondgebied de gedragingen in kwestie plaatsvonden of, indien de misdaad werd gepleegd aan boord van een schip of luchtvaartuig, de Staat van registratie van dat schip of luchtvaartuig;

(b) de Staat waarvan de persoon die van de misdaad wordt beschuldigd onderdaan is.

3. Indien de aanvaarding door een Staat die geen Partij is bij dit Statuut vereist is krachtens paragraaf 2, kan die Staat, door middel van een verklaring die bij de Griffier wordt neergelegd, de uitoefening van rechtsmacht door het Hof aanvaarden met betrekking tot de desbetreffende misdaad. De Staat die de uitoefening van rechtsmacht aanvaardt werkt zonder vertraging of uitzondering samen met het Hof overeenkomstig Hoofdstuk IX.

Artikel 13

Uitoefening van rechtsmacht

Het Hof is bevoegd zijn rechtsmacht uit te oefenen met betrekking tot een misdaad bedoeld in artikel 5 overeenkomstig de bepalingen van dit Statuut, indien:

- (a) een situatie waarin een of meer van deze misdaden lijken te zijn gepleegd, overeenkomstig artikel 14 naar de Aanklager wordt verwezen door een Staat die Partij is;
- (b) een situatie waarin een of meer van deze misdaden lijken te zijn gepleegd, naar de Aanklager wordt verwezen door de Veiligheidsraad, handelend krachtens Hoofdstuk VII van het Handvest van de Verenigde Naties; of
- (c) de Aanklager een onderzoek heeft geopend met betrekking tot deze misdaad overeenkomstig artikel 15.

Artikel 14

Aangiften van een situatie door een Staat die Partij is

1. Een Staat die Partij is kan een situatie waarin een of meer misdaden lijken te zijn gepleegd waarover het Hof rechtsmacht heeft aangeven bij de Aanklager waarbij de Aanklager wordt verzocht de situatie te onderzoeken teneinde vast te stellen of een of meer specifieke personen in staat van beschuldiging dienen te worden gesteld wegens het plegen van deze misdaden.

2. Voorzover mogelijk worden bij de aangifte de relevante omstandigheden vermeld, vergezeld van alle ondersteunende documenten die ter beschikking staan van de Staat die de aangifte doet.

Artikel 15

De Aanklager

1. De Aanklager kan op eigen initiatief een onderzoek openen op grond van informatie over misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit.

2. De Aanklager onderzoekt de ernst van de ontvangen informatie. Hiertoe is hij bevoegd aanvullende informatie te verzoeken van Staten, organen van de Verenigde Naties, intergouvernementele of niet-gouvernementele organisaties, of van andere betrouwbare bronnen die daarvoor naar zijn mening in aanmerking komen, en is hij bevoegd schriftelijke of mondelinge getuigenverklaringen in ontvangst te nemen op de zetel van het Hof.

3. Indien de Aanklager concludeert dat er een redelijke basis is om tot een onderzoek over te gaan, dient hij een verzoek in bij de Kamer van vooronderzoek voor een machtiging daartoe, onder overlegging van de verzamelde stavingstukken. Slachtoffers kunnen hun mening kenbaar maken bij de Kamer van vooronderzoek overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering.

4. Indien de Kamer van vooronderzoek, na kennisneming van het verzoek en de stavingstukken, van oordeel is dat er een redelijke basis is om over te gaan tot een onderzoek en dat de zaak klaarblijkelijk binnen de rechtsmacht van het Hof valt, verleent de Kamer van vooronderzoek machtiging voor de opening van het onderzoek, onverminderd latere beslissingen van het Hof met betrekking tot de rechtsmacht en de ontvankelijkheid van een zaak.

5. De weigering door de Kamer van vooronderzoek om machtiging te verlenen voor een onderzoek vormt geen beletsel voor de indiening door de Aanklager van een later verzoek dat gebaseerd is op nieuwe feiten of bewijs met betrekking tot dezelfde situatie.

6. Indien de Aanklager na het voorbereidend onderzoek bedoeld in paragrafen 1 en 2 concludeert dat de verstrekte informatie geen redelijke basis voor een onderzoek oplevert, stelt hij degenen die de informatie hebben verstrekt daarvan in kennis. Dit belet de Aanklager niet nadere informatie die aan hem wordt overgelegd met betrekking tot dezelfde situatie in het licht van nieuwe feiten of bewijs in overweging te nemen.

Artikel 16

Opschorting van onderzoek of vervolging

Geen onderzoek of vervolging kan worden aangevangen of voortgezet krachtens dit Statuut gedurende een periode van 12 maanden nadat de Veiligheidsraad bij resolutie die krachtens Hoofdstuk VII van het Handvest van de Verenigde Naties is aangenomen, een verzoek daartoe tot het Hof heeft gericht; het verzoek kan door de Raad worden hernieuwd onder dezelfde voorwaarden.

Artikel 17

Vragen met betrekking tot ontvankelijkheid

1. Gelet op de tiende alinea van de Preambule en artikel 1 besluit het Hof tot niet-ontvankelijkheid van een zaak indien:

(a) in de zaak onderzoek of vervolging plaatsvindt door een Staat die ter zake rechtsmacht heeft, tenzij de Staat niet bereid of niet bij machte is het onderzoek of de vervolging daadwerkelijk uit te voeren;

(b) in de zaak een onderzoek is verricht door een Staat die rechtsmacht heeft in dit verband en de Staat besloten heeft de betrokken persoon niet te vervolgen, tenzij het besluit het gevolg was van het niet bereid of niet bij machte zijn van de Staat de vervolging daadwerkelijk uit te voeren;

(c) de betrokken persoon reeds terecht heeft gestaan voor gedragingen waarop de klacht betrekking heeft, en terechtstaan voor het Hof niet is toegestaan ingevolge artikel 20, paragraaf 3;

(d) de zaak niet voldoende ernstig is om verdere stappen van het Hof te rechtvaardigen.

2. Bij de vaststelling of sprake is van het ontbreken van bereidheid in een bepaalde zaak beoordeelt het Hof, met inachtneming van de in het internationale recht erkende beginselen van een behoorlijke rechtsbedeling, of een of meer van de volgende omstandigheden zich voordoen :

(a) tot de procedure werd of wordt overgegaan of het nationale besluit werd genomen teneinde de betrokken persoon af te schermen tegen strafrechtelijke aansprakelijkheid voor misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit als bedoeld in artikel 5;

(b) er is sprake van ongerechtvaardigde vertraging in de procedure die, onder de omstandigheden, niet verenigbaar is met het voornemen de betrokken persoon terecht te doen staan;

(c) de procedure werd of wordt niet gevoerd op een onafhankelijke of onpartijdige wijze en vond of vindt plaats op een wijze die, onder de omstandigheden, niet verenigbaar is met het voornemen om de betrokken persoon terecht te doen staan.

3. Bij de bepaling of in een afzonderlijk geval sprake is van onmacht, gaat het Hof na of de Staat vanwege een algehele of substantiële ineenstorting of niet-beschikbaarheid van zijn nationale rechterlijke organisatie, niet bij machte is de verdachte of het noodzakelijke bewijs en de noodzakelijke getuigenverklaringen in handen te krijgen of anderszins niet bij machte is tot het voeren van die procedure.

Artikel 18

Voorafgaande beslissingen met betrekking tot de ontvankelijkheid

1. Wanneer aangifte is gedaan van een situatie bij het Hof ingevolge artikel 13, alinea (a), en de Aanklager heeft bepaald dat er een redelijke basis is om een onderzoek te openen, of de Aanklager opent een onderzoek ingevolge artikel 13, alinea (c), en artikel 15, stelt de Aanklager alle Staten die Partij zijn hiervan in kennis, alsmede die Staten die, de beschikbare informatie in aanmerking nemende, normaliter rechtsmacht zouden uitoefenen in verband met de betrokken misdaden. De Aanklager is bevoegd de kennisgeving op vertrouwelijke basis aan deze Staten te verstrekken en de omvang van de aan Staten te verstrekken informatie te beperken als de Aanklager dit noodzakelijk acht ter bescherming van personen, of teneinde vernietiging van bewijsmateriaal te voorkomen of personen het vluchten te beletten.

2. Binnen een maand na ontvangst van die kennisgeving kan een Staat het Hof meedelen dat hij een onderzoek instelt of heeft ingesteld met betrekking tot zijn onderdanen of anderen waarover hij rechtsmacht bezit inzake strafbare handelingen die misdaden kunnen opleveren als bedoeld in artikel 5 en betrekking hebben op de informatie die is verstrekt in de aan Staten gerichte kennisgeving. Op verzoek van die Staat besluit de Aanklager tot opschorting ten gunste van het onderzoek van de Staat naar die personen, tenzij de Kamer van vooronderzoek op verzoek van de Aanklager besluit tot machtiging voor het onderzoek door hemzelf.

3. De opschorting door de Aanklager ten behoeve van het onderzoek van een Staat staat open voor herziening zes maanden na de datum van de opschorting of telkens wanneer er sprake is van een belangrijke verandering in de omstandigheden die voortvloeit uit het gebrek aan bereidheid of de onbekwaamheid van de Staat om het onderzoek daadwerkelijk uit te voeren.

4. De betrokken Staat of de Aanklager is bevoegd tegen een beslissing van de Kamer van vooronderzoek in beroep te gaan bij de Kamer van beroep overeenkomstig artikel 82. Het beroep kan in een verkorte procedure worden behandeld.

5. Wanneer de Aanklager tot opschorting heeft besloten ten behoeve van een onderzoek overeenkomstig paragraaf 2, is de Aanklager bevoegd de betrokken Staat te verzoeken hem periodiek te informeren over de vooruitgang van zijn onderzoek en de daaropvolgende vervolging. Staten die Partij zijn dienen onverwijld aan deze verzoeken te voldoen.

6. Hangende een beslissing van de Kamer van vooronderzoek of telkens wanneer de Aanklager ingevolge dit artikel tot opschorting heeft besloten ten behoeve van een onderzoek, is de Aanklager bevoegd, bij wijze van uitzondering, de Kamer van vooronderzoek om machtiging te verzoeken tot het verrichten van noodzakelijke onderzoekshandelingen teneinde bewijsmateriaal veilig te stellen, wanneer zich een eenmalige gelegenheid voordoet om belangrijk bewijsmateriaal te verkrijgen of wanneer een aanzienlijk risico bestaat dat dergelijk bewijs nadien niet meer beschikbaar is.

7. Een Staat die een beslissing van de Kamer van vooronderzoek ingevolge dit artikel heeft aangevochten, is bevoegd de ontvankelijkheid van een zaak ingevolge artikel 19 te betwisten op grond van aanvullende relevante feiten of een wezenlijke wijziging in de omstandigheden.

Artikel 19

Betwisting van de rechtsmacht van het Hof of de ontvankelijkheid van een zaak

1. Het Hof verzekert zich ervan dat het rechtsmacht bezit over elke zaak die bij hem is aangebracht. Het Hof is ambtshalve bevoegd de ontvankelijkheid van een zaak overeenkomstig artikel 17 vast te stellen.

2. De ontvankelijkheid van een zaak op de gronden bedoeld in artikel 17 of de rechtsmacht van het Hof kunnen worden betwist door :

(a) een verdachte of een persoon tegen wie een bevel tot aanhouding of een oproep tot verschijnen is uitgevaardigd ingevolge artikel 58;

(b) een Staat die rechtsmacht bezit over een zaak op grond van het feit dat hij in de zaak een onderzoek verricht of heeft verricht of vervolging instelt of heeft ingesteld; of

(c) een Staat wiens aanvaarding van rechtsmacht vereist is ingevolge artikel 12.

3. De Aanklager is bevoegd het Hof te verzoeken om een beslissing te nemen met betrekking tot een vraag over rechtsmacht of ontvankelijkheid. In procedures die betrekking hebben op rechtsmacht of ontvankelijkheid kunnen zowel zij die aangifte hebben gedaan van de situatie ingevolge artikel 13, als slachtoffers hun opvattingen aan het Hof kenbaar maken.

4. De ontvankelijkheid van een zaak of de rechtsmacht van het Hof kan slechts eenmaal worden betwist door een persoon of Staat als bedoeld in paragraaf 2. De betwisting dient te geschieden voor of bij de aanvang van de terechtzitting. In uitzonderlijke omstandigheden is het Hof bevoegd toestemming te verlenen tot het herhaaldelijk naar voren brengen van de betwisting of betwisting toestaan op een later tijdstip dan bij de aanvang van de terechtzitting. Betwisting van de ontvankelijkheid van een zaak bij de aanvang van een terechtzitting of op een later tijdstip met toestemming van het Hof mag alleen worden gebaseerd op artikel 17, paragraaf 1, alinea (c).

5. Een Staat als bedoeld in paragraaf 2, alinea's (b) en (c), maakt zijn bezwaren in een zo vroeg mogelijk stadium kenbaar.

6. Voorafgaand aan de bevestiging van de tenlastelegging dient elke betwisting van de ontvankelijkheid van een zaak of van de rechtsmacht van het Hof te worden verwezen naar de Kamer van vooronderzoek. Na bevestiging van de tenlastelegging wordt de betwisting verwezen naar de Kamer van eerste aanleg. Tegen besluiten met betrekking tot rechtsmacht of ontvankelijkheid kan in beroep worden gegaan bij de Kamer van beroep overeenkomstig artikel 82.

7. Indien een betwisting plaatsvindt door een Staat bedoeld in paragraaf 2, alinea (b) of (c), schort de Aanklager het onderzoek op totdat het Hof een beslissing neemt overeenkomstig artikel 17.

8. Hangende een beslissing van het Hof is de Aanklager bevoegd het Hof te verzoeken hem machtiging te verlenen :

(a) de noodzakelijke onderzoekshandelingen te verrichten bedoeld in artikel 18, paragraaf 6;

(b) een verklaring of getuigenis van een getuige op te nemen of het vergaren en onderzoeken van bewijsmateriaal te voltooien waarmee was aangevangen voordat een betwisting plaatsvond; en

(c) in samenwerking met de betrokken Staten, personen ten aanzien van wie de Aanklager reeds om een bevel tot aanhouding ingevolge artikel 58 heeft verzocht, het vluchten te beletten.

9. De betwisting doet geen afbreuk aan de geldigheid van een handeling verricht door de Aanklager of aan een opdracht of bevel gegeven door het Hof voordat de betwisting plaatsvond.

10. Indien het Hof heeft besloten dat een zaak niet-ontvankelijk is ingevolge artikel 17, is de Aanklager bevoegd een verzoek in te dienen tot herziening van de beslissing wanneer hij volledig overtuigd is van het feit dat nieuwe feiten aan het licht zijn gekomen die de grondslag ontkrachten waarop voordien de zaak niet ontvankelijk was bevonden ingevolge artikel 17.

11. Indien de Aanklager, gelet op de bepalingen van artikel 17, een onderzoek opschort, heeft de Aanklager het recht de betrokken Staat te verzoeken hem informatie over de procedure te verschaffen. Die informatie wordt op verzoek van de betrokken Staat vertrouwelijk behandeld. Indien de Aanklager daarna besluit een onderzoek in te stellen, stelt hij de Staat daarvan in kennis ten gunste van wiens procedure hij zijn onderzoek heeft opgeschort.

Artikel 20

Ne bis in idem

1. Behoudens hetgeen in dit Statuut is bepaald, staat niemand voor het Hof terecht voor gedragingen die de grondslag vormen van misdaden waarvoor de betrokkene door het Hof is veroordeeld of vrijgesproken.

2. Niemand staat terecht voor een ander gerecht voor een misdaad bedoeld in artikel 5 waarvoor de betrokkene reeds door het Hof is veroordeeld of vrijgesproken.

3. Niemand die voor een ander gerecht heeft terechtgestaan voor gedragingen die ook ingevolge de artikelen 6, 7 of 8 verboden zijn, staat voor het Hof terecht voor dezelfde gedragingen, tenzij de procedure bij het andere gerecht :

(a) diende ter onttrekking van de betrokkene aan de strafrechtelijke aansprakelijkheid in verband met misdaden waarover het Hof rechtsmacht

bezit; of

(b) anderszins niet op onafhankelijke of onpartijdige wijze verliep overeenkomstig de in het internationale recht erkende waarborgen voor een behoorlijke rechtsbedeling en plaatsvond op een wijze die, onder de omstandigheden, niet verenigbaar was met het voornemen om de betrokkene terecht te doen staan.

Artikel 21

Toepasselijk recht

1. Het Hof past toe :

(a) in de eerste plaats, dit Statuut, de elementen van misdaden en het Reglement van proces- en bewijsvoering;

(b) in de tweede plaats, indien van toepassing, toepasselijke verdragen en de beginselen en regels van internationaal recht, waaronder de gevestigde beginselen van het internationaal recht inzake gewapende conflicten;

(c) bij gebreke daarvan, algemene rechtsbeginselen die door het Hof worden ontleend aan de nationale wetten van rechtsstelsels van de wereld, waaronder, indien van toepassing, nationale wetten van Staten die normaliter rechtsmacht zouden uitoefenen in verband met de misdaad, mits die beginselen niet onverenigbaar zijn met dit Statuut en met internationaal recht en internationaal erkende normen en maatstaven.

2. Het Hof is bevoegd beginselen en rechtsregels toe te passen overeenkomstig de interpretatie die het in zijn voorgaande beslissingen daaraan gaf.

3. De toepassing en interpretatie van het recht ingevolge dit artikel dient verenigbaar te zijn met internationaal erkende mensenrechten, waarbij geen nadelig onderscheid mag worden gemaakt op zulke gronden als geslacht, zoals gedefinieerd in artikel 7, paragraaf 3, leeftijd, ras, huidskleur, taal, godsdienst of geloof, politieke of andere opvatting, nationale, etnische of maatschappelijke oorsprong, bezit, geboorte of enige andere eigenschap.

HOOFDSTUK III — ALGEMENE BEGINSELEN VAN STRAFRECHT

Artikel 22

Nullum crimen sine lege

1. Niemand zal krachtens dit Statuut strafrechtelijk aansprakelijk zijn tenzij het desbetreffende feit op het tijdstip waarop het plaatsvindt een misdaad oplevert waarover het Hof rechtsmacht bezit.

2. De definitie van een misdaad wordt strikt geïnterpreteerd en niet verruimd naar analogie. In geval van dubbelzinnigheid wordt de definitie uitgelegd in het voordeel van de persoon ten aanzien van wie een onderzoek plaatsvindt of die vervolgd of veroordeeld wordt.

3. Dit artikel laat onverlet dat een gedraging als misdaad wordt gekwalificeerd naar internationaal recht onafhankelijk van dit Statuut.

Artikel 23

Nulla poena sine lege

Een door het Hof veroordeelde persoon kan uitsluitend worden gestraft overeenkomstig de bepalingen van dit Statuut.

Artikel 24

Geen terugwerkende kracht *ratione personae*

1. Niemand is strafrechtelijk aansprakelijk krachtens dit Statuut in verband met een feit dat plaatsvond voor de inwerkingtreding van het Statuut.

2. Ingeval van een wijziging van het op een bepaalde zaak toepasselijke recht voordat een definitieve uitspraak wordt gewezen, wordt het recht toegepast dat het gunstigst is voor de persoon die onderworpen is aan een onderzoek, vervolging of veroordeling.

Artikel 25

Individuele strafrechtelijke aansprakelijkheid

1. Het Hof bezit krachtens dit Statuut rechtsmacht over natuurlijke personen.

2. Een persoon die een misdaad pleegt waarover het Hof rechtsmacht bezit is persoonlijk aansprakelijk en strafbaar overeenkomstig dit Statuut.

3. Overeenkomstig dit Statuut is een persoon strafrechtelijk aansprakelijk en strafbaar voor een misdaad waarover het Hof rechtsmacht bezit, indien die persoon:

(a) een dergelijke misdaad pleegt als individu, gezamenlijk met of door middel van een andere persoon, ongeacht of die andere persoon strafrechtelijk aansprakelijk is;

(b) opdracht geeft tot, verzoekt om of beweegt tot het plegen van een dergelijke misdaad die feitelijk plaatsvindt of waartoe een poging wordt gedaan;

(c) teneinde het plegen van een dergelijke misdaad te vergemakkelijken, hulp biedt, medewerking verleent of anderszins bijstand biedt bij het plegen of een poging tot het plegen daarvan, met inbegrip van het verschaffen van de middelen tot het plegen van die misdaad;

(d) op andere wijze meewerkt aan het plegen of een poging tot het plegen van een dergelijke misdaad door een groep personen die handelt met een gemeenschappelijk doel. Deze medewerking dient opzettelijk te zijn en dient:

(i) te worden verleend met het doel de criminele activiteit of het criminele doel van de groep te bevorderen, terwijl een dergelijke activiteit of doel het plegen van een misdaad oplevert waarover het Hof rechtsmacht bezit; of

(ii) te worden verleend met kennis van de bedoeling van de groep om de misdaad te plegen;

(e) met betrekking tot de misdaad genocide, rechtstreeks en openlijk anderen aanzet tot het plegen van genocide;

(f) een poging doet een dergelijke misdaad te plegen door stappen te nemen waardoor de uitvoering van de misdaad wezenlijk in gang wordt gezet, maar de misdaad niet wordt voltrokken ten gevolge van omstandigheden die onafhankelijk zijn van de bedoelingen van de persoon. Een persoon die echter de poging tot het plegen van de misdaad staakt of anderszins de voltrekking van de misdaad verhindert, is niet strafbaar krachtens dit Statuut in verband met de poging tot het plegen van die misdaad, indien die persoon volledig en vrijwillig van het misdadig doel heeft afgezien.

4. Geen van de bepalingen van dit Statuut met betrekking tot individuele strafrechtelijke aansprakelijkheid is van invloed op de aansprakelijkheid van Staten krachtens internationaal recht.

Artikel 26

Uitsluiting van rechtsmacht over personen beneden de achttien jaar

Het Hof bezit geen rechtsmacht over een persoon wiens leeftijd lager was dan achttien jaar ten tijde van het vermeende plegen van een misdaad.

Artikel 27

Irrelevantie van officiële hoedanigheid

1. Dit Statuut geldt op gelijke wijze ten aanzien van iedereen zonder enig onderscheid op grond van de officiële hoedanigheid. In het bijzonder ontheft de officiële hoedanigheid als staatshoofd of regeringsleider, lid van een regering of parlement, gekozen vertegenwoordiger of ambtenaar een persoon nooit van strafrechtelijke aansprakelijkheid krachtens dit Statuut en evenmin vormt dit als dusdanig een grond voor strafvermindering.

2. Immunititeit of bijzondere procedurele regels die mogelijk verbonden zijn aan de officiële hoedanigheid van een persoon krachtens nationaal of internationaal recht, vormen voor het Hof geen beletsel voor het uitoefenen van zijn rechtsmacht over deze persoon.

Artikel 28

Aansprakelijkheid van bevelhebbers en andere meerderen

In aanvulling op andere gronden voor strafrechtelijke aansprakelijkheid krachtens dit Statuut voor misdaden waarover het Hof rechtsmacht

bezit :

(a) is een militair bevelhebber of persoon die daadwerkelijk als militair bevelhebber optreedt, strafrechtelijk aansprakelijk voor misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit, wanneer deze zijn gepleegd door strijdkrachten onder zijn daadwerkelijk bevel en leiding of, afhankelijk van de omstandigheden, onder zijn daadwerkelijke gezag en leiding, als gevolg van zijn nalaten behoorlijk leiding te geven aan die strijdkrachten, indien :

(i) die militaire bevelhebber of persoon kennis had van het feit dat de strijdkrachten deze misdaden pleegden of op het punt stonden deze te plegen, dan wel wegens de omstandigheden op dat moment daarvan kennis had moeten hebben; en

(ii) die militaire bevelhebber of persoon naliet alle noodzakelijke en redelijke maatregelen te treffen die binnen zijn macht lagen om het plegen daarvan te verhinderen of te beperken of de zaak voor te leggen aan de bevoegde autoriteiten voor onderzoek en vervolging.

(b) is een meerdere voor wat betreft de verhouding tussen een hiërarchisch meerdere en andere dan in alinea (a) bedoelde ondergeschikten, strafrechtelijk aansprakelijk voor misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit, indien deze zijn gepleegd door ondergeschikten die onder zijn daadwerkelijk gezag en leiding stonden als gevolg van zijn nalaten behoorlijk leiding te geven aan deze ondergeschikten, indien :

(i) de meerdere kennis had van, dan wel bewust geen acht geslagen heeft op informatie die duidelijk aangaf dat de ondergeschikten deze misdaden pleegden of op het punt stonden deze te plegen;

(ii) de misdaden activiteiten betroffen binnen het bereik van de daadwerkelijke aansprakelijkheid en leiding van de meerdere; en

(iii) de meerdere naliet alle noodzakelijke en redelijke maatregelen te treffen die binnen zijn macht lagen om het plegen van de misdaden te verhinderen of te beperken of de zaak voor te leggen aan de bevoegde autoriteiten voor onderzoek en vervolging.

Artikel 29

Geen verjaring

Misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit verjaren niet.

Artikel 30

Psychologisch element

1. Tenzij anders bepaald is een persoon alleen strafrechtelijk aansprakelijk en strafbaar in verband met een misdaad waarover het Hof rechtsmacht bezit, indien het materieel element gepleegd is met opzet en wetenschap.

2. Voor de toepassing van dit artikel handelt een persoon met opzet indien :

(a) die persoon met betrekking tot gedragingen, de bedoeling heeft tot de gedragingen over te gaan;

(b) die persoon met betrekking tot een gevolg, de bedoeling heeft dat gevolg teweeg te brengen of zich ervan bewust is dat het gevolg zich bij een normale gang van zaken zal voordoen.

3. Voor de toepassing van dit artikel is er sprake van kennis wanneer een persoon zich ervan bewust is dat een omstandigheid bestaat of dat een gevolg zich bij een normale gang van zaken zal voordoen. «Kennis hebben» en «welbewust» worden dienovereenkomstig uitgelegd.

Artikel 31

Strafuitsluitingsgronden

1. Naast de overige in dit Statuut opgenomen strafuitsluitingsgronden is een persoon niet strafrechtelijk aansprakelijk indien, ten tijde van de gedragingen van die persoon :

(a) de persoon lijdt aan een geestesziekte of een geestelijke stoornis die deze persoon het vermogen de wederrechtelijkheid of aard van zijn gedragingen te beseffen, of het vermogen zijn gedragingen te beheersen teneinde de wettelijke vereisten na te leven, ontnemt;

(b) de persoon zich in een staat van intoxicatie bevindt die zijn vermogen om de wederrechtelijkheid of de aard van zijn gedragingen te beseffen, of zijn vermogen zijn gedragingen te beheersen teneinde de wettelijke vereisten na te leven, vernietigt, tenzij de persoon vrijwillig in een staat van intoxicatie is geraakt onder zodanige omstandigheden dat de persoon kennis had van of geen acht sloeg op het risico dat hij, als gevolg van de intoxicatie, waarschijnlijk zou overgaan tot gedragingen die een misdaad vormen waarover het Hof rechtsmacht bezit ;

(c) de persoon redelijk handelt ter verdediging van zichzelf of van een andere persoon, of, bij oorlogsmisdaden, van goederen die van essentieel belang zijn voor het overleven van de persoon of van een andere persoon of voor de instandhouding van goederen die van essentieel belang zijn voor het volbrengen van een militaire missie, tegen een dreigend en wederrechtelijk gebruik van geweld op een wijze die evenredig is aan het gevaar voor de persoon of de andere persoon of de beschermde goederen. Het feit dat de persoon betrokken was bij een door strijdkrachten uitgevoerde defensieve operatie vormt op zichzelf geen strafuitsluitingsgrond ingevolge deze paragraaf;

(d) de gedraging waarvan gesteld wordt dat ze een misdaad vormt waarover het Hof rechtsmacht bezit, voortgevloeid is uit dwang als gevolg van een onmiddellijke doodsdreiging voor de persoon of een andere persoon of een dreiging van voortdurend of dreigend ernstig lichamelijk letsel, en de persoon noodzakelijkerwijs en redelijk handelt teneinde deze dreiging af te wenden, mits de persoon niet de bedoeling heeft groter letsel toe te brengen dan het letsel dat hij tracht te voorkomen. Een dergelijke dreiging kan :

(i) veroorzaakt worden door andere personen; of

(ii) gevormd worden door andere omstandigheden waarop die persoon geen invloed kan uitoefenen.

2. Het Hof oordeelt over de toepasselijkheid van de in dit Statuut bepaalde strafuitsluitingsgronden in de voorliggende zaak.

3. Ter terechtzitting is het Hof bevoegd een andere strafuitsluitingsgrond te overwegen dan de in paragraaf 1 vermelde gronden, wanneer deze grond is ontleend aan het in artikel 21 beschreven toepasselijke recht. De procedure voor de overweging of een dergelijke grond bestaat wordt geregeld in het Reglement voor de proces- en bewijsvoering.

Artikel 32

Dwaling ten aanzien van de feiten of dwaling ten aanzien van het recht

1. Dwaling ten aanzien van de feiten is slechts een strafuitsluitingsgrond indien daardoor het psychologisch element dat voor de misdaad is vereist wordt tenietgedaan.
2. Dwaling ten aanzien van het recht bij de vraag of een bepaalde vorm van gedragingen een misdaad is waarover het Hof rechtsmacht bezit, is geen strafuitsluitingsgrond. Dwaling ten aanzien van het recht kan echter een strafuitsluitingsgrond zijn indien daardoor het psychologisch element dat voor deze misdaad is vereist wordt tenietgedaan, of als deze onder het toepassingsgebied van artikel 33 valt.

Artikel 33

Bevelen van meerderen en wettelijk voorschrift

1. Het feit dat een misdaad waarover het Hof rechtsmacht heeft door een persoon is gepleegd krachtens een bevel van een regering of van een meerdere, militair of burger, ontheft die persoon niet van strafrechtelijke aansprakelijkheid, tenzij:
 - (a) de persoon wettelijk verplicht was bevelen van de desbetreffende regering of meerdere op te volgen;
 - (b) de persoon geen kennis had van het feit dat het bevel onwettig was; en
 - (c) het bevel niet onmiskenbaar onwettig was.
2. Voor de toepassing van dit artikel zijn bevelen om genocide of misdaden tegen de mensheid te plegen onmiskenbaar onwettig.

HOOFDSTUK IV — SAMENSTELLING EN DAGELIJKS BESTUUR VAN HET HOF

Artikel 34

Organen van het Hof

Het Hof bestaat uit de volgende organen :

- (a) Het Voorzitterschap;
- (b) Een Afdeling beroep, een Afdeling eerste aanleg en een Afdeling vooronderzoek;
- (c) Het Bureau van de Aanklager;
- (d) De Griffie.

Artikel 35

Uitoefening van de functie van rechter

1. Alle rechters worden gekozen als voltijdse leden van het Hof en zijn beschikbaar om op die basis werkzaam te zijn vanaf de aanvang van hun ambtstermijn.
2. De rechters die deel uitmaken van het Voorzitterschap zijn op voltijdse basis werkzaam zodra zij zijn gekozen.
3. Het Voorzitterschap is bevoegd, afhankelijk van de werklast van het Hof en in overleg met zijn leden, periodiek te beslissen in hoeverre het vereist is dat de overige rechters op voltijdse basis werkzaam zijn. Een dergelijke regeling doet geen afbreuk aan het in artikel 40 bepaalde.
4. De financiële regelingen voor niet op voltijdse basis werkzame rechters worden overeenkomstig artikel 49 getroffen.

Artikel 36

Kwalificaties, voordracht en verkiezing van rechters

1. Onverminderd het in paragraaf 2 bepaalde, bestaat het Hof uit 18 rechters.
2. (a) Het Voorzitterschap, optredend namens het Hof, is bevoegd voor te stellen het in paragraaf 1 vermelde aantal rechters te verhogen onder opgave van redenen waarom dit noodzakelijk en passend wordt geacht. De Griffier doet alle Staten die Partij zijn een dergelijk voorstel onverwijld toekomen.
 - (b) Beraad over een dergelijk voorstel vindt plaats in een overeenkomstig artikel 112 bijeen te roepen bijeenkomst van de Vergadering van Staten die Partij zijn. Het voorstel wordt geacht te zijn aanvaard indien het wordt goedgekeurd in de vergadering bij een tweederde meerderheid van de leden van de Vergadering van Staten die Partij zijn; het wordt van kracht op de door de Vergadering van Staten die Partij zijn vastgestelde datum.
 - (c) (i) Wanneer een voorstel tot verhoging van het aantal rechters eenmaal is aanvaard overeenkomstig het in alinea (b) bepaalde, vindt verkiezing van de nader toe te voegen rechters plaats in de eerstvolgende bijeenkomst van de Vergadering van Staten die Partij zijn overeenkomstig paragrafen 3 tot en met 8, en artikel 37, paragraaf 2;
 - (ii) Wanneer een voorstel tot verhoging van het aantal rechters eenmaal is aanvaard en wordt uitgevoerd overeenkomstig het in alinea's (b) en (c), sub-alinea (i) bepaalde, staat het het Voorzitterschap daarna te allen tijde vrij, indien de werklast van het Hof dit rechtvaardigt, een vermindering van het aantal rechters voor te stellen, mits het aantal rechters niet minder wordt dan het in paragraaf 1 vermelde aantal. Het voorstel wordt behandeld overeenkomstig de procedure vermeld in alinea's (a) en (b). Indien het voorstel wordt aanvaard, wordt het aantal rechters geleidelijk verminderd naar gelang de ambtstermijn van de zittende rechters afloopt, totdat het vereiste aantal is bereikt.
3. (a) De rechters worden gekozen uit personen van hoog zedelijk aanzien, die onpartijdig en integer zijn en de in hun respectieve Staten vereiste kwalificaties hebben voor benoeming tot de hoogste functies bij de rechterlijke macht.
 - (b) Elke kandidaat voor verkiezing in het Hof:
 - (i) bezit erkende bekwaamheid in het strafrecht en strafprocesrecht en de vereiste relevante ervaring in strafzaken als rechter, aanklager, advocaat, of in een andere, vergelijkbare hoedanigheid; of
 - (ii) bezit erkende bekwaamheid op relevante gebieden van internationaal recht zoals internationaal humanitair recht en mensenrechten en een ruime professionele ervaring op juridisch gebied, relevant voor het werk van de rechters van het Hof;
 - (c) voor verkiezing in het Hof dient een kandidaat een uitstekende kennis te bezitten van ten minste een van de werktalen van het Hof en deze taal vloeiend te spreken.

4. (a) Alle Staten die Partij zijn bij dit Statuut kunnen kandidaten voorstellen voor verkiezing in het Hof :

(i) door middel van de procedure voor voordracht van kandidaten voor benoeming tot de hoogste functies bij de rechterlijke macht in de betrokken Staat; of

(ii) door middel van de procedure die voor voordracht van kandidaten voor het Internationaal Hof van Justitie is voorzien in het Statuut van dat Hof.

De voordrachten gaan vergezeld van een opgave waarin zo gedetailleerd als nodig wordt aangegeven op welke wijze de kandidaat voldoet aan de vereisten van paragraaf 3.

(b) Voor elke verkiezing kan elke Staat die Partij is één kandidaat voordragen, die niet noodzakelijkerwijs onderdaan van die Staat hoeft te zijn, maar wel onderdaan is van een Staat die Partij is.

(c) Waar nodig kan de vergadering van Staten die Partij zijn besluiten tot instelling van een adviescommissie voor onderzoek van de kandidaturen. In dat geval worden de samenstelling en het mandaat van de commissie vastgesteld door de Vergadering van Staten die Partij zijn.

5. Ten behoeve van de verkiezing worden twee lijsten met kandidaten opgesteld :

Lijst A, met de namen van kandidaten met de kwalificaties bedoeld in paragraaf 3, sub-alinea (b)(i) ; en

Lijst B, met de namen van kandidaten met de kwalificaties bedoeld in paragraaf 3, sub-alinea (b)(ii).

Een kandidaat die beschikt over voldoende kwalificaties voor beide lijsten heeft de keuze op welke lijst hij wenst te worden opgenomen. Bij de eerste verkiezing voor het Hof worden ten minste negen rechters gekozen van lijst A en ten minste vijf rechters van lijst B. Volgende verkiezingen worden zodanig ingericht dat dezelfde verhouding tussen rechters van de ene en de andere lijst wordt geëerbiedigd.

6. (a) De rechters worden gekozen door middel van een geheime stemming in een bijeenkomst van de Vergadering van Staten die Partij zijn, daartoe bijeengeroepen ingevolge artikel 112. Onverminderd paragraaf 7 zijn de personen die in het Hof worden gekozen de 18 kandidaten die het grootste aantal stemmen en een tweederde meerderheid krijgen van de aanwezige Staten die Partij zijn en hun stem uitbrengen.

(b) Indien bij de eerste stemming geen voldoende aantal rechters is gekozen, vinden opeenvolgende stemmingen plaats overeenkomstig de procedures bedoeld in het in alinea (a) bepaalde totdat de resterende plaatsen zijn vervuld.

7. Geen twee rechters mogen onderdaan zijn van dezelfde Staat. Een persoon die ten behoeve van het lidmaatschap van het Hof als onderdaan van meer dan een Staat kan worden beschouwd, wordt geacht onderdaan te zijn van de Staat waarin die persoon gewoonlijk zijn burgerlijke en politieke rechten uitoefent.

8. (a) De Staten die Partij zijn dienen bij de keuze van rechters rekening te houden met de behoefte, bij de samenstelling van het Hof, aan :

(i) vertegenwoordiging van de voornaamste rechtsstelsels van de wereld;

(ii) een billijke geografische vertegenwoordiging; en

(iii) een billijke vertegenwoordiging van vrouwelijke en mannelijke rechters.

(b) De Staten die Partij zijn dienen ook rekening te houden met de wenselijkheid rechters op te nemen die beschikken over juridische deskundigheid ten aanzien van bepaalde onderwerpen, waaronder in ieder geval maar niet beperkt tot materies inzake geweld tegen vrouwen of kinderen.

9. (a) Onverminderd het in alinea (b) bepaalde is de ambtstermijn van rechters negen jaar, en onverminderd het in alinea (c) en in artikel 37, paragraaf 2, bepaalde zijn zij niet herkiesbaar.

(b) Bij de eerste verkiezing wordt een derde van de gekozen rechters door loting aangewezen voor een ambtstermijn van drie jaar; een derde van de gekozen rechters wordt door loting aangewezen voor een ambtstermijn van zes jaar, terwijl de ambtstermijn van de overige rechters negen jaar zal zijn.

(c) Een rechter die ingevolge het in alinea (b) bepaalde is aangewezen voor een ambtstermijn van drie jaar komt in aanmerking voor herverkiezing voor een volledige ambtstermijn.

10. Niettegenstaande paragraaf 9 blijft een rechter die overeenkomstig artikel 39 is aangewezen om zitting te hebben in een Kamer van berechting of Kamer van beroep, in functie teneinde het onderzoek in eerste aanleg of in beroep te voltooien, waarvan de behandeling bij die kamer reeds is aangevangen.

Artikel 37

Rechterlijke vacatures

1. Teneinde in de vacature te voorzien vindt een verkiezing plaats overeenkomstig artikel 36.

2. Een rechter die gekozen is teneinde in een vacature te voorzien blijft in functie voor het resterende deel van de ambtstermijn van zijn voorganger en komt, indien die periode drie jaar of minder bedraagt, in aanmerking voor herverkiezing voor een volledige ambtstermijn ingevolge artikel 36.

Artikel 38

Het Voorzitterschap

1. De Voorzitter en de Eerste en Tweede Ondervoorzitter worden door de rechters gekozen bij absolute meerderheid. Zij bekleden hun ambt gedurende een ambtstermijn van drie jaar of tot het einde van hun respectieve ambtstermijnen als rechter, indien deze eerder eindigen. Zij zijn eenmaal herkiesbaar.

2. De Eerste Ondervoorzitter vervangt de Voorzitter in het geval de Voorzitter niet beschikbaar of gewraakt is. De tweede Ondervoorzitter vervangt de Voorzitter in het geval zowel de Voorzitter als de Eerste Ondervoorzitter niet beschikbaar of gewraakt zijn.

3. De Voorzitter vormt, samen met de Eerste en Tweede Ondervoorzitter, het Voorzitterschap, dat verantwoordelijk is voor :

(a) het adequate dagelijks bestuur van het Hof, met uitzondering van het Bureau van de Aanklager; en

(b) de overige taken die aan het Voorzitterschap zijn opgedragen overeenkomstig dit Statuut.

4. Bij het uitoefenen van zijn taken ingevolge paragraaf 3, alinea (a), handelt het Voorzitterschap in coördinatie met de Aanklager en streeft naar overeenstemming met hem over alle zaken van gemeenschappelijk belang.

Artikel 39

Kamers

1. Zo spoedig mogelijk na de verkiezing van de rechters vormt het Hof de afdelingen vermeld in artikel 34, paragraaf (b). De Afdeling beroep bestaat uit de Voorzitter en vier andere rechters, de Afdeling eerste aanleg bestaat uit ten minste zes rechters en de Afdeling vooronderzoek uit ten minste zes rechters. De indeling van rechters bij de afdelingen vindt plaats op basis van de aard van de taken die door elke afdeling dienen te worden vervuld en de kwalificaties en ervaring van de voor het Hof gekozen rechters, opdat elke afdeling beschikt over een passende combinatie van deskundigheid op het gebied van het straf- en strafprocesrecht en het internationaal recht. De Afdelingen van Berechting en Vooronderzoek zijn overwegend samengesteld uit rechters met ervaring op het gebied van strafprocedures.

2. (a) De rechterlijke taken van het Hof worden in elke afdeling uitgeoefend door Kamers.

(b) (i) De Kamer van beroep bestaat uit alle rechters van de Afdeling beroep;

(ii) De taken van de Kamer van eerste aanleg worden uitgeoefend door drie rechters van de Afdeling eerste aanleg;

(iii) De taken van de Kamer van vooronderzoek worden uitgeoefend door drie rechters van de Afdeling vooronderzoek of door een alleenzittende rechter van die afdeling overeenkomstig dit Statuut en het Reglement van proces- en bewijsvoering.

(c) Niets in deze paragraaf belet de gelijktijdige samenstelling van meer dan een Kamer van eerste aanleg of vooronderzoek indien een efficiënte verdeling van de werklast van het Hof dit vereist.

3. (a) Rechters ingedeeld bij de Afdelingen Berechting en Vooronderzoek hebben in die afdelingen zitting voor de duur van drie jaar, en na afloop van die termijn tot na de voltooiing van de zaak waarvan de behandeling bij de betrokken afdeling reeds is aangevangen.

(b) Rechters ingedeeld bij de Afdeling beroep hebben in die afdeling zitting gedurende hun gehele ambtstermijn.

4. Rechters ingedeeld bij de Afdeling beroep hebben alleen in die afdeling zitting. Niets in dit artikel belet echter de tijdelijke detachering van rechters van de Afdeling eerste aanleg bij de Afdeling vooronderzoek of omgekeerd, indien het Voorzitterschap van oordeel is dat een efficiënte verdeling van de werklast van het Hof dit vereist, mits een rechter die heeft deelgenomen aan de fase van vooronderzoek van een zaak in geen geval in aanmerking komt voor zitting in de Kamer van eerste aanleg die die zaak behandelt.

Artikel 40

Onafhankelijkheid van de rechters

1. De rechters zijn onafhankelijk in de uitoefening van hun taken.

2. Rechters onthouden zich van alle activiteiten waarvan aannemelijk is dat zij hun rechterlijke taken in de weg staan of het vertrouwen in hun onafhankelijkheid aantasten.

3. Rechters die voltijds werkzaam dienen te zijn op de zetel van het Hof onthouden zich van alle andere beroepsmatige bezigheden.

4. Over vragen met betrekking tot de toepassing van het paragrafen 2 en 3 wordt door de rechters beslist bij absolute meerderheid. Wanneer een dergelijke vraag een bepaalde rechter betreft, neemt die rechter geen deel aan de beslissing.

Artikel 41

Verschoning en wraking van rechters

1. Het Voorzitterschap mag, op verzoek van een rechter, die rechter toestaan zich te verschonen van uitoefening van een functie krachtens dit Statuut overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering.

2. (a) Een rechter neemt niet deel aan een zaak waarin redelijkerwijs twijfel kan rijzen aan zijn onpartijdigheid op welke grond dan ook. Een rechter wordt overeenkomstig deze paragraaf in een zaak gewraakt, onder meer indien die rechter voordien in enigerlei hoedanigheid betrokken was bij die zaak bij het Hof of bij een daarmee samenhangende strafvervolgning op nationaal niveau waarbij de persoon tegen wie een onderzoek loopt of die vervolgd wordt, betrokken is. Tevens wordt de rechter gewraakt op andere gronden, als bepaald in het Reglement van proces- en bewijsvoering.

(b) De Aanklager of de persoon tegen wie een onderzoek loopt of die vervolgd wordt is bevoegd om wraking van een rechter te verzoeken ingevolge deze paragraaf.

(c) Over vragen met betrekking tot de wraking van een rechter wordt door de rechters beslist bij absolute meerderheid. De rechter die gewraakt wordt heeft het recht de kwestie toe te lichten, maar neemt geen deel aan de beslissing.

Artikel 42

Het Bureau van de Aanklager

1. Het Bureau van de Aanklager treedt onafhankelijk op, als afzonderlijk orgaan van het Hof. Het is verantwoordelijk voor de ontvangst van klachten en aangiften en van alle behoorlijk onderbouwde informatie over misdaden binnen de rechtsmacht van het Hof, voor de bestudering daarvan, voor het voeren van onderzoeken en het ondersteunen van de beschuldiging voor het Hof. Een lid van het Bureau vraagt om, noch handelt volgens aanwijzingen van een externe bron.

2. De Aanklager is hoofd van het Bureau. De Aanklager heeft het volledige gezag over het beheer en het dagelijks bestuur van het Bureau, met inbegrip van het personeel, de voorzieningen en andere middelen. De Aanklager wordt bijgestaan door een of meer Substituut-Aanklagers, die gerechtigd zijn tot het uitvoeren van alle handelingen die krachtens dit Statuut van de Aanklager worden verlangd. De Aanklager en Substituut-Aanklagers dienen van verschillende nationaliteiten te zijn. Zij vervullen hun functie op voltijdse basis.

3. De Aanklager en Substituut-Aanklagers dienen personen van hoog zedelijk aanzien te zijn, in hoge mate bekwaam op het gebied van en met uitgebreide praktische ervaring in de vervolging of de berechting in strafzaken. Zij dienen te beschikken over een uitstekende kennis van tenminste een van de werktalen van het Hof en die taal vloeiend te spreken.

4. De Aanklager wordt gekozen bij geheime stemming bij absolute meerderheid van de leden van de Vergadering van Staten die Partij zijn. De Substituut-Aanklagers worden op eenzelfde wijze gekozen uit een door de Aanklager verstrekte lijst van kandidaten. Voor elke functie van Substituut-Aanklager draagt de Aanklager drie kandidaten voor. Tenzij bij hun verkiezing wordt besloten tot een kortere termijn, bedraagt de ambtstermijn van de Aanklager en de Substituut-Aanklagers negen jaar en zijn zij niet herkiesbaar.

5. De Aanklager en de Substituut-Aanklagers onthouden zich van alle activiteiten waarvan aannemelijk is dat zij zijn taken als Aanklager in de weg staan of het vertrouwen in zijn onafhankelijkheid aantasten. Zij onthouden zich van alle andere beroepsmatige bezigheden.

6. Het Voorzitterschap is bevoegd de Aanklager of een Substituut-Aanklager, op zijn verzoek, toe te staan zich te verschonen van optreden in een bepaalde zaak.

7. De Aanklager noch een Substituut-Aanklager mogen deelnemen aan de behandeling van een zaak waarin hun onpartijdigheid redelijkerwijs kan worden betwijfeld op welke grond dan ook. Zij worden overeenkomstig deze paragraaf gewraakt in een zaak, onder meer indien zij voordien in enigerlei hoedanigheid betrokken waren bij die zaak voor het Hof of bij een daarmee samenhangende strafvervolging op nationaal niveau waarbij de persoon betrokken is tegen wie een onderzoek loopt of die vervolgd wordt.

8. Over vragen met betrekking tot de wraking van de Aanklager of een Substituut-Aanklager wordt beslist door de Kamer van beroep.

(a) De persoon tegen wie een onderzoek loopt of die vervolgd wordt is te allen tijde bevoegd te verzoeken om wraking van de Aanklager of een Substituut-Aanklager op de gronden vermeld in dit artikel;

(b) De Aanklager of, naargelang het geval, de bevoegde Substituut-Aanklager, indien van toepassing, heeft het recht de kwestie toe te lichten.

9. De Aanklager benoemt adviseurs met juridische deskundigheid ten aanzien van bepaalde onderwerpen, waaronder, maar niet beperkt tot, seksueel geweld en seksistisch geweld en geweld tegen kinderen.

Artikel 43

De Griffie

1. De Griffie is belast met de niet-gerechtelijke aspecten van het dagelijks bestuur en de bediening van het Hof, onverminderd de taken en bevoegdheden van de Aanklager overeenkomstig artikel 42.

2. Aan het hoofd van de Griffie staat de Griffier, de hoogste bestuurlijke functionaris van het Hof. De Griffier oefent zijn taken uit onder gezag van de Voorzitter van het Hof.

3. De Griffier en de Substituut-Griffier dienen personen van hoog zedelijk aanzien te zijn, in hoge mate bekwaam en met een uitstekende kennis van ten minste een van de werktalen van het Hof en die taal vloeiend te spreken.

4. De rechters kiezen de Griffier bij absolute meerderheid bij geheime stemming, daarbij rekening houdend met aanbevelingen van de Vergadering van Staten die Partij zijn. Indien de noodzaak daartoe ontstaat en op aanbeveling van de Griffier kiezen de rechters op dezelfde wijze een Substituut-Griffier.

5. De ambtstermijn van de Griffier is vijf jaar, hij is eenmaal herkiesbaar en werkt op voltijdse basis. De Substituut-Griffier wordt benoemd voor een ambtstermijn van vijf jaar of voor zoveel korter als de rechters bij absolute meerderheid besluiten; de Substituut-Griffier kan worden gekozen met dien verstande dat hij zal worden opgeroepen zijn taak uit te oefenen wanneer dat nodig is.

6. De Griffier roept binnen de Griffie een Afdeling voor Slachtoffers en Getuigen in het leven. Deze Afdeling treft, in overleg met het Bureau van de Aanklager, beschermende maatregelen en beveiligingsregelingen, draagt zorg voor advies en andere passende bijstand aan getuigen, aan slachtoffers die voor het Hof verschijnen en aan anderen die in gevaar zijn vanwege door dergelijke getuigen afgelegde getuigenverklaringen. De Afdeling dient te beschikken over personeel met deskundigheid op het gebied van trauma's, met inbegrip van trauma's ten gevolge van seksueel geweld.

Artikel 44

Personeel

1. De Aanklager en de Griffier dragen zorg voor de benoeming van voor hun respectieve afdelingen vereist gekwalificeerd personeel. In het geval van de Aanklager omvat dit mede de benoeming van personen die met onderzoek worden belast.

2. Bij de aanstelling van personeel waarborgen de Aanklager en de Griffier de hoogste normen van doelmatigheid, bekwaamheid en integriteit, en houden daarbij voorzover mogelijk rekening met de criteria vermeld in artikel 36, paragraaf 8.

3. De Griffier stelt met instemming van het Voorzitterschap en de Aanklager een Personeelsreglement voor, waarin mede de voorwaarden zijn vervat voor benoeming, honorering en ontslag van het personeel van het Hof. Het Reglement wordt goedgekeurd door de Vergadering van Staten die Partij zijn.

4. Het Hof is in uitzonderlijke omstandigheden bevoegd gebruik te maken van de deskundigheid van medewerkers die om niet ter beschikking worden gesteld door Staten die Partij zijn, intergouvernementele of niet-gouvernementele organisaties, die de organen van het Hof bij het werk assisteren. De Aanklager is bevoegd een dergelijk aanbod te aanvaarden namens het Bureau. Deze om niet ter beschikking gestelde medewerkers worden ingezet overeenkomstig de richtlijnen die door de Vergadering van Staten die Partij zijn worden vastgesteld.

Artikel 45

Plechtige gelofte

Voordat zij hun respectieve taken krachtens dit Statuut aanvaarden, leggen rechters, de Aanklager, de Substituut-Aanklagers, de Griffier en de Substituut-Griffier ieder een gelofte af in een openbare zitting dat zij hun respectieve functies onpartijdig en gewetensvol zullen uitoefenen.

Artikel 46

Ontzetting uit het ambt

1. Een rechter, de Aanklager, een Substituut-Aanklager, de Griffier of de Substituut-Griffier wordt uit zijn ambt ontzet indien een beslissing hiertoe wordt genomen overeenkomstig paragraaf 2, in gevallen waarin die persoon :

(a) zich schuldig blijkt te hebben gemaakt aan ernstig wangedrag of aan ernstig plichtsverzuim krachtens dit Statuut, zoals bepaald in het Reglement van proces- en bewijsvoering; of

(b) niet in staat is de krachtens dit Statuut vereiste taken uit te oefenen.

2. Een beslissing tot ontzetting uit het ambt van een rechter, de Aanklager of een Substituut-Aanklager ingevolge paragraaf 1 wordt genomen door de Vergadering van Staten die Partij zijn, bij geheime stemming :

(a) in het geval van een rechter, bij een tweederde meerderheid van de Staten die Partij zijn, overeenkomstig een aanbeveling die door de overige rechters is aanvaard bij een tweederde meerderheid;

(b) in het geval van de Aanklager, bij absolute meerderheid van de Staten die Partij zijn;

(c) in het geval van een Substituut-Aanklager, bij absolute meerderheid van de Staten die Partij zijn, op aanbeveling van de Aanklager.

3. Een besluit over de ontzetting uit het ambt van de Griffier of Substituut-Griffier wordt genomen bij absolute meerderheid van de rechters.

4. Een rechter, Aanklager, Substituut-Aanklager, Griffier of Substituut-Griffier wiens gedrag of bekwaamheid om de krachtens dit Statuut vereiste taken van het ambt uit te oefenen wordt betwist ingevolge dit artikel, krijgt volledig de gelegenheid bewijs aan te voeren en te verkrijgen en zijn standpunt kenbaar te maken overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering. De persoon in kwestie neemt niet anderszins deel aan de behandeling van de zaak.

Artikel 47

Tuchtmaatregelen

Een rechter, Aanklager, Substituut-Aanklager, Griffier of Substituut-Griffier die zich schuldig heeft gemaakt aan wangedrag van minder ernstige aard dan dat bedoeld in artikel 46, paragraaf 1, wordt onderworpen aan disciplinaire maatregelen overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering.

Artikel 48

Voorrechten en immuniteiten

1. Het Hof geniet op het grondgebied van elke Staat die Partij is de voorrechten en immuniteiten die noodzakelijk zijn voor de vervulling van zijn taken.

2. De rechters, de Aanklager, de Substituut-Aanklagers en de Griffier genieten bij de uitoefening van of met betrekking tot de werkzaamheden van het Hof dezelfde voorrechten en immuniteiten als aan hoofden van diplomatieke missies worden verleend, en zij blijven na afloop van hun ambtstermijn immuniteit genieten ten aanzien van elke juridische procedure met betrekking tot het door hen gesproken of geschreven woord en

door hen in hun officiële hoedanigheid verrichte handelingen.

3. De Substituut-Griffier, het personeel van het Bureau van de Aanklager en het personeel van de Griffie genieten de voorrechten en immuniteiten en faciliteiten vereist voor de uitoefening van hun functie overeenkomstig de overeenkomst inzake de voorrechten en immuniteiten van het Hof.

4. Raadslieden, deskundigen, getuigen en alle andere personen die aanwezig dienen te zijn op de zetel van het Hof worden behandeld op de wijze die noodzakelijk is voor het behoorlijk functioneren van het Hof overeenkomstig de overeenkomst inzake voorrechten en immuniteiten van het Hof.

5. De voorrechten en immuniteiten van :

(a) een rechter of de Aanklager kunnen worden opgeheven bij absolute meerderheid van de rechters;

(b) de Griffier kunnen worden opgeheven door het Voorzitterschap;

(c) de Substituut-Aanklagers en het personeel van het Bureau van de Aanklager kunnen worden opgeheven door de Aanklager;

(d) de Substituut-Griffier en het personeel van de Griffie kunnen worden opgeheven door de Griffier.

Artikel 49

Salarissen, toelagen en kostenvergoedingen

De rechters, de Aanklager, de Substituut-Aanklagers, de Griffier en de Substituut-Griffier ontvangen de salarissen, toelagen en kostenvergoedingen die door de Vergadering van Staten die Partij zijn worden vastgesteld.

Deze salarissen en toelagen worden gedurende hun ambtstermijn niet verlaagd.

Artikel 50

Officiële talen en werktalen

1. De officiële talen van het Hof zijn Arabisch, Chinees, Engels, Frans, Russisch en Spaans. De vonnissen van het Hof, alsmede andere beslissingen ter oplossing van fundamentele kwesties die aan het Hof zijn voorgelegd, worden gepubliceerd in de officiële talen. Het Voorzitterschap beslist overeenkomstig de criteria vastgelegd in het Reglement van proces- en bewijsvoering welke beslissingen kunnen worden beschouwd als een oplossing van fundamentele kwesties ten behoeve van de toepassing van deze paragraaf.

2. De werktalen van het Hof zijn Engels en Frans. Het Reglement van proces- en bewijsvoering bepaalt in welke gevallen andere officiële talen als werktal mogen worden gebruikt.

3. Op verzoek van een partij in een procedure of een Staat die toestemming heeft gekregen zich in een procedure te voegen, verleent het Hof toestemming voor het gebruik van een andere taal dan Engels of Frans door een dergelijke partij of Staat, mits het Hof zulks voldoende gerechtvaardigd acht.

Artikel 51

Reglement van proces- en bewijsvoering

1. Het Reglement van proces- en bewijsvoering wordt van kracht nadat het is aangenomen bij tweederde meerderheid van de leden van de Vergadering van Staten die Partij zijn.

2. Wijzigingen in het Reglement van proces- en bewijsvoering kunnen worden voorgesteld door :

- (a) elke Staat die Partij is;
- (b) een absolute meerderheid van rechters; of
- (c) de Aanklager.

Wijzigingen treden in werking na te zijn aangenomen bij tweederde meerderheid van de leden van de Vergadering van Staten die Partij zijn.

3. Na aanneming van het Reglement van proces- en bewijsvoering kunnen de rechters in dringende gevallen, wanneer het Reglement niet voorziet in een bepaalde situatie die zich voor het Hof voordoet, bij tweederde meerderheid voorlopige regels opstellen die worden toegepast tot hun aanneming, wijziging of verwerping in de eerstvolgende gewone of buitengewone zitting van de Vergadering van Staten die Partij zijn.

4. Het Reglement van proces- en bewijsvoering, wijzigingen daarin en elke voorlopige regel dienen in overeenstemming met dit Statuut te zijn. Wijzigingen in het Reglement van proces- en bewijsvoering alsmede voorlopige regels worden niet met terugwerkende kracht toegepast ten nadele van de persoon tegen wie een onderzoek loopt of die wordt vervolgd of is veroordeeld.

5. Ingeval het Statuut en het Reglement van proces- en bewijsvoering met elkaar in strijd zijn, gaat het Statuut voor.

Artikel 52

Huishoudelijk reglement van het Hof

1. De rechters stellen overeenkomstig dit Statuut en het Reglement van proces- en bewijsvoering, bij absolute meerderheid het huishoudelijk reglement vast dat noodzakelijk is voor het dagelijks functioneren van het Hof.

2. De Aanklager en de Griffier worden geraadpleegd bij de uitwerking van het huishoudelijk reglement en wijzigingen daarin.

3. Het huishoudelijk reglement en wijzigingen daarin treden in werking zodra zij zijn aangenomen tenzij de rechters anders besluiten. Onmiddellijk na aanneming worden zij voor commentaar gestuurd aan de Staten die Partij zijn. Indien er binnen zes maanden geen bezwaren zijn van een meerderheid van Staten die Partij zijn, blijven zij van kracht.

HOOFDSTUK V — ONDERZOEK EN VERVOLGING

Artikel 53

Opening van een onderzoek

1. De Aanklager opent na evaluatie van de informatie die hem ter beschikking is gesteld, een onderzoek tenzij hij besluit dat geen redelijke basis aanwezig is om krachtens dit Statuut tot vervolging over te gaan. Bij de beslissing of een onderzoek wordt geopend, gaat de Aanklager na of :

(a) de informatie waarover de Aanklager beschikt een redelijke basis vormt om aan te nemen dat een misdaad waarover het Hof rechtsmacht bezit is of wordt gepleegd;

(b) de zaak ontvankelijk is of zou zijn ingevolge artikel 17; en

(c) de ernst van de misdaad en de belangen van de slachtoffers in aanmerking genomen, er niettemin gegronde redenen zijn om aan te nemen dat een onderzoek niet in het belang van een goede rechtsbedeling zou zijn. Indien de Aanklager besluit dat geen redelijke basis aanwezig is om tot vervolging over te gaan en dit besluit louter gebaseerd is op het onder c hierboven bepaalde, stelt hij de Kamer van vooronderzoek hiervan in kennis.

2. Indien de Aanklager na onderzoek tot de slotsom komt dat niet voldoende grondslag bestaat voor een vervolging omdat :

(a) niet voldoende juridische of feitelijke grondslag aanwezig is om een bevel tot aanhouding of dagvaarding ingevolge artikel 58 te vragen;

(b) de zaak niet-ontvankelijk is ingevolge artikel 17; of

(c) vervolging niet in het belang van de goede rechtsbedeling is, alle omstandigheden in aanmerking genomen, met inbegrip van de ernst van de misdaad, de belangen van slachtoffers en de leeftijd of zwakke gezondheid van de beschuldigde, en diens rol in de misdaad waarop de beschuldiging betrekking heeft;

stelt de Aanklager de Kamer van vooronderzoek en de Staat die ingevolge artikel 14 aangifte heeft gedaan of de Veiligheidsraad in een zaak krachtens artikel 13, paragraaf (b), in kennis van zijn conclusie en de redenen voor de conclusie.

3. (a) Op verzoek van de Staat die ingevolge artikel 14 aangifte heeft gedaan of de Veiligheidsraad ingevolge artikel 13, paragraaf (b), kan de Kamer van vooronderzoek een beslissing van de Aanklager ingevolge paragraaf 1 of 2 om geen vervolging in te stellen herzien en de Aanklager verzoeken die beslissing te heroverwegen.

(b) De Kamer van vooronderzoek is bovendien ambtshalve bevoegd een beslissing van de Aanklager om geen vervolging in te stellen te herzien, indien deze louter gebaseerd is op paragraaf 1, alinea (c), of paragraaf 2, alinea (c). In een dergelijk geval wordt de beslissing van de Aanklager eerst na bevestiging van kracht door de Kamer van vooronderzoek.

4. De Aanklager is te allen tijde bevoegd de beslissing om een onderzoek of vervolging in te stellen in heroverweging te nemen op grond van nieuwe feiten of informatie.

Artikel 54

Taken en bevoegdheden van de Aanklager met betrekking tot het onderzoek

1. De Aanklager dient :

(a) teneinde de waarheid vast te stellen, alle feiten en bewijsmiddelen bij het onderzoek te betrekken, voorzover relevant voor de beoordeling van de vraag of sprake is van strafrechtelijke aansprakelijkheid ingevolge dit Statuut, en daarbij bezwarende en ontlastende omstandigheden gelijkelijk te onderzoeken;

(b) passende maatregelen te treffen teneinde te waarborgen dat misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit doelmatig worden onderzocht en vervolgd en daarbij de belangen en persoonlijke omstandigheden van slachtoffers en getuigen te respecteren, met inbegrip van leeftijd, geslacht, zoals gedefinieerd in artikel 7, paragraaf 3, en gezondheid, en daarbij in aanmerking te nemen de aard van de misdaad, in het bijzonder wanneer het seksueel geweld, seksistisch geweld of geweld tegen kinderen betreft; en

(c) volledig de rechten van personen ingevolge dit Statuut te eerbiedigen.

2. De Aanklager is bevoegd een onderzoek uit te voeren op het grondgebied van een Staat :

(a) overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk IX; of

(b) daartoe gemachtigd door de Kamer van vooronderzoek ingevolge artikel 57, paragraaf 3, alinea (d).

3. De Aanklager is bevoegd :

(a) bewijsmiddelen te vergaren en te onderzoeken;

(b) de aanwezigheid te verzoeken van personen tegen wie een onderzoek loopt, van slachtoffers en van getuigen en hen ondervragen;

(c) van een Staat of intergouvernementele organisatie of intergouvernementeel akkoord medewerking te verzoeken overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden of mandaat;

(d) regelingen te treffen of overeenkomsten te sluiten die niet onverenigbaar zijn met dit Statuut, voorzover vereist om de medewerking van een Staat, een intergouvernementele organisatie of een persoon te vergemakkelijken;

(e) overeen te komen in geen enkele fase van het proces stukken of informatie bekend te maken die de Aanklager verkrijgt op voorwaarde van vertrouwelijkheid en louter om nieuwe bewijsmiddelen te verzamelen, tenzij degene die de informatie heeft gegeven toestemming verleent; en

(f) de vereiste maatregelen te treffen of daarom te verzoeken teneinde de vertrouwelijkheid van informatie, de bescherming van een persoon of de instandhouding van bewijsmiddelen te verzekeren.

Artikel 55

Rechten van personen gedurende een onderzoek

1. Ten aanzien van een onderzoek ingevolge dit Statuut wordt een persoon :

(a) niet gedwongen een voor zichzelf belastende verklaring af te leggen of schuld te bekennen;

(b) niet onderworpen aan enigerlei vorm van dwang, druk of bedreiging, marteling of enigerlei andere vorm van wrede, onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing; en

(c) indien ondervraging plaatsvindt in een andere taal dan een taal die de persoon volledig begrijpt en spreekt, kosteloos bijstand verleend door een bevoegde tolk en krijgt hij de vertalingen die noodzakelijk zijn om aan de vereisten van billijkheid te voldoen;

(d) niet onderworpen aan willekeurige aanhouding, vasthouding of vrijheidsbeneming, behoudens op de gronden en overeenkomstig de procedures, vastgesteld in het Statuut.

2. Wanneer er gronden zijn om aan te nemen dat een persoon een misdaad heeft gepleegd waarover het Hof rechtsmacht bezit en die persoon zal worden ondervraagd door de Aanklager of door nationale autoriteiten op grond van een verzoek gedaan ingevolge Hoofdstuk IX van dit Statuut, wordt die persoon, alvorens te worden ondervraagd, geïnformeerd dat hij tevens de volgende rechten heeft :

(a) het recht in kennis te worden gesteld, alvorens te worden ondervraagd, van het bestaan van gronden om aan te nemen dat hij een misdaad heeft gepleegd waarover het Hof rechtsmacht bezit;

(b) het recht tot zwijgen, zonder dat zulks meeweegt bij het vaststellen van schuld of onschuld;

(c) het recht te worden bijgestaan door een raadsman naar eigen keuze, of, indien hij er geen heeft, te worden bijgestaan door een ambtshalve toegewezen raadsman, in alle gevallen waarin het belang van de rechtsbedeling dit vereist; dit is kosteloos in die gevallen waarin betrokkene niet over voldoende middelen beschikt om daarin zelf te voorzien;

(d) het recht te worden ondervraagd in aanwezigheid van een raadsman tenzij hij daarvan vrijwillig afstand heeft gedaan.

Artikel 56

Rol van de Kamer van vooronderzoek in het geval dat de gelegenheid

om informatie te vergaren zich niet nogmaals zal voordoen

1. (a) Wanneer de Aanklager van oordeel is dat een onderzoek een eenmalige gelegenheid biedt die zich misschien niet meer zal voordoen om een getuige een getuigenis of een verklaring te laten afleggen of bewijs te onderzoeken, te vergaren of te toetsen voor een onderzoek ter terechtzitting, stelt de Aanklager de Kamer van vooronderzoek hiervan in kennis.

(b) In dat geval is de Kamer van vooronderzoek bevoegd, op verzoek van de Aanklager, alle maatregelen te treffen, vereist om de doelmatigheid en zuiverheid van de procedure te verzekeren en, in het bijzonder, de rechten van de verdediging te beschermen.

(c) Tenzij de Kamer van vooronderzoek anders beslist, verstrekt de Aanklager de relevante informatie aan de persoon die is aangehouden of verschenen op een oproep in verband met het onderzoek vermeld onder (a), teneinde in de zaak te worden gehoord.

2. De maatregelen in paragraaf 1, alinea (b), bestaan onder andere uit :

- (a) aanbevelingen doen of bevelen uitvaardigen met betrekking tot de te volgen procedure;
- (b) bepalen dat een proces-verbaal van de procedure wordt gemaakt;
- (c) een deskundige benoemen voor bijstand;

(d) toestemming verlenen aan een raadsman voor een persoon die is aangehouden of voor het Hof is verschenen naar aanleiding van een oproeping om deel te nemen of, wanneer nog geen aanhouding of verschijning heeft plaatsgevonden of geen raadsman is aangewezen, het benoemen van een andere raadsman om de belangen van de verdediging

waar te nemen en te vertegenwoordigen;

(e) een van de leden of, indien noodzakelijk, een andere beschikbare rechter van de Afdeling vooronderzoek of de Afdeling eerste aanleg als waarnemer aanwijzen en aanbevelingen doen of bevelen uitvaardigen met betrekking tot de vergaring en de veiligstelling van bewijsmiddelen en het ondervragen van personen;

(f) alle andere stappen te nemen die vereist zijn voor het vergaren of veiligstellen van bewijsmiddelen.

3. (a) Wanneer de Aanklager niet om maatregelen ingevolge dit artikel heeft verzocht doch de Kamer van vooronderzoek meent dat die maatregelen vereist zijn voor de veiligstelling van bewijsmiddelen die zij essentieel acht voor de verdediging ter terechtzitting, pleegt zij overleg met de Aanklager over de vraag of deze goede redenen heeft voor het achterwege laten van een verzoek om de maatregelen. Indien de Kamer van vooronderzoek na dit overleg tot de slotsom komt dat het achterwege laten door de Aanklager van een verzoek om dergelijke maatregelen ongerechtvaardigd is, is de Kamer van vooronderzoek ambtshalve bevoegd dergelijke maatregelen te treffen.

(b) De Aanklager heeft het recht van beroep tegen een ambtshalve beslissing van de Kamer van vooronderzoek ingevolge deze paragraaf. Het beroep wordt versneld behandeld.

4. De toelaatbaarheid van bewijsmiddelen die ingevolge dit artikel zijn veiliggesteld of vergaard ten behoeve van het onderzoek ter terechtzitting, of van het proces-verbaal daarvan, wordt op de terechtzitting beheerst door artikel 69 en krijgt het daaraan door de Kamer van eerste aanleg toegekende gewicht.

Artikel 57

Taken en bevoegdheden van de Kamer van vooronderzoek

1. Tenzij dit Statuut anders bepaalt, vervult de Kamer van vooronderzoek zijn taken overeenkomstig het in dit artikel bepaalde.

2. (a) Beslissingen van de Kamer van vooronderzoek ingevolge de artikelen 15, 18, 19, 54, paragraaf 2, 61, paragraaf 7, en 72 worden genomen door een meerderheid van zijn rechters.

(b) In alle overige gevallen vervult een alleenzittende rechter van de Kamer van vooronderzoek de in dit Statuut voorziene taken, tenzij dit anders is geregeld in het Reglement van proces- en bewijsvoering of door een meerderheid van de Kamer van vooronderzoek.

3. Naast zijn overige taken ingevolge dit Statuut is de Kamer van vooronderzoek bevoegd om :

(a) op verzoek van de Aanklager de voor een onderzoek vereiste bevelen uit te vaardigen;

(b) op verzoek van een persoon die is aangehouden of verschenen ingevolge op een bevel overeenkomstig artikel 58, de bevelen uit te vaardigen, met inbegrip van maatregelen als vermeld in artikel 56, of de samenwerking te verlangen ingevolge Hoofdstuk IX vereist om de persoon terzijde te staan bij de voorbereiding van zijn verdediging;

(c) waar dit noodzakelijk is, zorg te dragen voor de bescherming en de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer van slachtoffers en getuigen, de veiligstelling van bewijsmiddelen, de bescherming van personen die aangehouden of verschenen zijn op een bevel, en de bescherming van informatie die de nationale veiligheid betreft;

(d) de Aanklager te machtigen om bepaalde onderzoeksmaatregelen te treffen binnen het grondgebied van een Staat die Partij is zonder de samenwerking van die Staat te hebben verzekerd ingevolge Hoofdstuk IX, indien, telkens wanneer dit mogelijk is rekening houdend met de zienswijze van de betrokken Staat, de Kamer van vooronderzoek in dat geval heeft bepaald dat de Staat kennelijk niet bij machte is uitvoering te geven aan een rechtshulpverzoek ten gevolge van niet-beschikbaarheid van een autoriteit of een onderdeel in zijn rechtsstelsel bevoegd tot het uitvoering geven aan een verzoek tot samenwerking ingevolge Hoofdstuk IX;

(e) wanneer een bevel tot aanhouding of tot verschijning is uitgevaardigd ingevolge artikel 58, en met inachtneming van de zwaarte van het bewijs en de rechten van de betrokken partijen zoals voorzien in dit Statuut en het Reglement van proces- en bewijsvoering, rechtshulp te vragen aan Staten ingevolge artikel 93, paragraaf 1, alinea (k), om beschermende maatregelen te treffen ter fine van verbeurdverklaring die uiteindelijk vooral slachtoffers ten goede zullen komen.

Artikel 58

Uitvaardiging door de Kamer van vooronderzoek van een bevel tot aanhouding of een dagvaarding tot verschijning

1. Nadat het onderzoek is geopend vaardigt de Kamer van vooronderzoek op verzoek van de Aanklager een bevel tot aanhouding van een persoon uit, indien de Kamer van vooronderzoek na bestudering van het verzoek en de bewijsmiddelen of overige door de Aanklager overgelegde informatie ervan overtuigd is dat :

(a) redelijke gronden aanwezig zijn om aan te nemen dat de persoon een misdaad heeft gepleegd waarover het Hof rechtsmacht bezit; en

(b) de aanhouding van de persoon noodzakelijk lijkt teneinde :

(i) te verzekeren dat de persoon ter terechtzitting zal verschijnen;

(ii) te voorkomen dat de persoon het onderzoek of de gerechtelijke procedure zal belemmeren of in gevaar brengen, of

(iii) de persoon te beletten voort te gaan met het plegen van die misdaad of een aanverwante misdaad waarover het Hof rechtsmacht bezit en dat voortvloeit uit dezelfde omstandigheden.

2. Het verzoek van de Aanklager vermeldt :

- (a) de naam van de persoon en alle overige informatie relevant voor diens identificatie;
- (b) een specifieke verwijzing naar de misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit en die de persoon beweerdelijk heeft gepleegd;
- (c) een beknopte beschrijving van de feiten die beweerdelijk die misdaden vormen;
- (d) een samenvatting van de bewijsmiddelen en de overige informatie die redelijke gronden vormen om aan te nemen dat de persoon die misdaden heeft gepleegd; en
- (e) de reden waarom de Aanklager meent dat de aanhouding van de persoon noodzakelijk is.

3. Het bevel tot aanhouding vermeldt :

- (a) de naam van de persoon en alle overige informatie relevant voor diens identificatie;
- (b) een specifieke verwijzing naar de misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit en waarvoor de aanhouding van de persoon wordt verzocht; en
- (c) een beknopte beschrijving van de feiten die beweerdelijk die misdaden vormen.

4. Het bevel tot aanhouding blijft van kracht totdat door het Hof anders wordt beslist.

5. Op basis van het bevel tot aanhouding is het Hof ingevolge Hoofdstuk IX bevoegd de voorlopige aanhouding of de aanhouding en overdracht van de persoon te verzoeken.

6. De Aanklager is bevoegd de Kamer van vooronderzoek te verzoeken het bevel tot aanhouding te wijzigen door een wijziging in of een toevoeging aan de daarin vermelde misdaden. De Kamer van vooronderzoek wijzigt het bevel dienovereenkomstig, indien hij ervan overtuigd is dat redelijke gronden aanwezig zijn om aan te nemen dat de persoon de gewijzigde of toegevoegde misdaden heeft gepleegd.

7. Als alternatief voor een verzoek om een bevel tot aanhouding is de Aanklager bevoegd een verzoek in te dienen om de Kamer van vooronderzoek te vragen een oproep tot verschijning van de persoon uit te vaardigen. Indien de Kamer van vooronderzoek ervan overtuigd is dat redelijke gronden aanwezig zijn om aan te nemen dat de persoon de beweerde misdaad heeft gepleegd en dat een oproep tot verschijning voldoende is om de verschijning van de persoon te verzekeren, vaardigt hij het bevel uit, met of zonder vrijheidsbepurende voorwaarden (niet zijnde hechtenis) indien het nationale recht daarin voorziet, tot verschijning van de persoon. Het bevel vermeldt :

- (a) de naam van de persoon en alle overige informatie relevant voor diens identificatie;
- (b) de datum die is vastgesteld voor de verschijning van de persoon;
- (c) een specifieke verwijzing naar de misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit en die de persoon beweerdelijk heeft gepleegd; en
- (d) een beknopte beschrijving van de feiten die beweerdelijk de misdaad vormen.

Het bevel wordt aan de persoon betekend.

Artikel 59

Aanhoudingsprocedure in de Staat van bewaring

1. Een Staat die Partij is en een verzoek heeft ontvangen voor de voorlopige aanhouding of voor aanhouding en overdracht onderneemt onmiddellijk stappen voor de aanhouding van de betrokken persoon overeenkomstig zijn wetgeving en het in Hoofdstuk IX bepaalde.

2. Een aangehouden persoon wordt onverwijld geleid voor de bevoegde gerechtelijke autoriteit in de Staat van bewaring, die overeenkomstig het recht van die Staat vaststelt of :

- (a) het bevel tot aanhouding die persoon betreft;
- (b) de persoon is aangehouden overeenkomstig de juiste procedure; en
- (c) de rechten van de persoon zijn geëerbiedigd.

3. In afwachting van de overdracht heeft de aangehouden persoon het recht een verzoek tot voorlopige invrijheidsstelling in te dienen bij de bevoegde autoriteit in de Staat van bewaring.

4. Bij een beslissing op een dergelijk verzoek overweegt de bevoegde autoriteit in de Staat van bewaring of, gezien de ernst van de beweerde misdaden, dringende en uitzonderlijke omstandigheden aanwezig zijn die een voorlopige invrijheidsstelling rechtvaardigen, en of noodzakelijke waarborgen bestaan om te verzekeren dat de Staat van bewaring zijn verplichting tot overdracht van die persoon aan het Hof kan nakomen. Het staat de bevoegde autoriteit van de Staat van bewaring niet vrij te overwegen of het bevel tot aanhouding op de juiste wijze is uitgevaardigd overeenkomstig artikel 58, paragraaf 1, alinea's (a) en (b).

5. De Kamer van vooronderzoek wordt in kennis gesteld van elk verzoek tot voorlopige invrijheidsstelling en doet aanbevelingen aan de bevoegde autoriteit in de Staat van bewaring. De bevoegde autoriteit in de Staat van bewaring betreft deze aanbevelingen volledig in haar overwegingen, met inbegrip van alle aanbevelingen met betrekking tot maatregelen ter voorkoming van ontvluchting van de persoon, alvorens haar beslissing te nemen.

6. Indien de persoon voorlopige invrijheidsstelling wordt verleend, is de Kamer van vooronderzoek bevoegd te verzoeken dat regelmatig verslag wordt gedaan van de stand van zaken van de voorlopige invrijheidsstelling.

7. Op een bevel tot overdracht, uit te voeren door de Staat van bewaring, wordt de persoon zo spoedig mogelijk ter beschikking gesteld aan het Hof.

Artikel 60

Inleidende procedure voor het Hof

1. Na overdracht van de persoon aan het Hof of na diens verschijning voor het Hof uit vrije wil of ingevolge een bevel overtuigt de Kamer van vooronderzoek zich ervan dat de persoon op de hoogte is gesteld van de misdaden die hij beweerdelijk heeft gepleegd en van zijn rechten ingevolge dit Statuut, met inbegrip van het recht om een verzoek tot voorlopige invrijheidstelling in te dienen in afwachting van de terechtzitting.

2. Een persoon voor wie een bevel tot aanhouding geldt is bevoegd een verzoek in te dienen tot voorlopige invrijheidstelling in afwachting van de terechtzitting. Indien de Kamer van vooronderzoek ervan overtuigd is dat aan de voorwaarden vermeld in artikel 58, paragraaf 1, is voldaan, blijft de persoon in hechtenis. Indien de Kamer van vooronderzoek daar niet van overtuigd is, stelt de Kamer van vooronderzoek de persoon met of zonder voorwaarden in vrijheid.

3. De Kamer van vooronderzoek neemt regelmatig haar beslissing inzake de invrijheidstelling of hechtenis van de persoon in heroverweging en kan dit op elk tijdstip doen waarop de Aanklager of de persoon hierom verzoekt. Bij deze heroverweging is de Kamer bevoegd zijn beslissing met betrekking tot hechtenis, invrijheidstelling of voorwaarden van invrijheidstelling te wijzigen, indien hij ervan overtuigd is dat gewijzigde omstandigheden dit vereisen.

4. De Kamer van vooronderzoek draagt er zorg voor dat een persoon niet in hechtenis wordt gehouden gedurende een onredelijk lange periode voorafgaand aan de terechtzitting als gevolg van ongerechtvaardigde vertraging door de Aanklager. Indien een dergelijke vertraging zich voordoet, overweegt het Hof de invrijheidstelling van de persoon met of zonder voorwaarden.

5. Indien vereist, is de Kamer van vooronderzoek bevoegd een bevel tot aanhouding uit te vaardigen ter verzekering van de aanwezigheid van een persoon die in vrijheid is gesteld.

Artikel 61

Bevestiging van de tenlastegelegde feiten voorafgaande aan de terechtzitting

1. Onverminderd het in paragraaf 2 bepaalde houdt de Kamer van vooronderzoek binnen een redelijke termijn na de overdracht of de vrijwillige verschijning van de persoon voor het Hof een hoorzitting ter bevestiging van de tenlastegelegde feiten op grond waarvan de Aanklager voornemens is een terechtzitting te doen plaatsvinden. De hoorzitting wordt gehouden in aanwezigheid van de Aanklager en de in staat van beschuldiging gestelde persoon, alsmede zijn raadsman.

2. De Kamer van vooronderzoek is op verzoek van de Aanklager of ambtshalve bevoegd een hoorzitting te houden in afwezigheid van de in staat van beschuldiging gestelde persoon teneinde de tenlastegelegde feiten te bevestigen op grond waarvan de Aanklager voornemens is een terechtzitting te doen plaatsvinden, wanneer de persoon:

(a) afstand heeft gedaan van zijn recht om aanwezig te zijn; of

(b) gevlucht is of niet kan worden gevonden, terwijl alle redelijke stappen zijn ondernomen om zijn verschijning voor het Hof te verzekeren en de persoon op de hoogte te stellen van de tenlastegelegde feiten en van het feit dat een hoorzitting zal worden gehouden ter bevestiging van de tenlastegelegde feiten. In dat geval wordt de persoon vertegenwoordigd door een raadsman wanneer de Kamer van vooronderzoek vaststelt dat het in het belang van een goede rechtsbedeling is.

3. Binnen redelijke tijd voor de hoorzitting :

(a) ontvangt de persoon een afschrift van het document waarin de tenlastegelegde feiten staan vermeld op grond waarvan de Aanklager voornemens is de persoon terecht te doen staan; en

(b) wordt de persoon op de hoogte gesteld van de bewijsmiddelen waarop de Aanklager voornemens is zich op de hoorzitting te baseren. De Kamer van vooronderzoek is bevoegd bevelen uit te vaardigen met betrekking tot de openbaarmaking van informatie voor het doel van de hoorzitting.

4. Voorafgaande aan de hoorzitting is de Aanklager bevoegd het onderzoek voort te zetten en de tenlastegelegde feiten te wijzigen of in te trekken. De persoon zal op redelijke termijn voor de hoorzitting in kennis worden gesteld van wijzigingen in of intrekking van de tenlastegelegde feiten. In het geval van intrekking van de tenlastegelegde feiten stelt de Aanklager de Kamer van vooronderzoek in kennis van de redenen voor de intrekking.

5. Tijdens de hoorzitting onderbouwt de Aanklager elk tenlastegelegd feit met voldoende bewijs voor de vaststelling van substantiële gronden om aan te nemen dat de persoon de tenlastegelegde misdaad heeft gepleegd. De Aanklager is bevoegd zich te baseren op documentair bewijs of op een samenvatting van de bewijsmiddelen en behoeft niet de getuigen op te roepen die geacht worden ter terechtzitting een verklaring af te leggen.

6. Op de hoorzitting is de persoon bevoegd :

(a) de tenlastegelegde feiten te betwisten;

(b) het bewijs dat door de Aanklager is geleverd te betwisten; en

(c) bewijs te leveren.

7. De Kamer van vooronderzoek stelt op basis van de hoorzitting vast of voldoende bewijsmiddelen aanwezig zijn voor de vaststelling van substantiële gronden om aan te nemen dat de persoon alle tenlastegelegde misdaden heeft gepleegd. Gebaseerd op zijn vaststelling besluit de Kamer van vooronderzoek tot :

(a) bevestiging van die tenlastegelegde feiten ten aanzien waarvan hij heeft vastgesteld dat voldoende bewijsmiddelen aanwezig zijn; en verwijzing van de persoon naar een Kamer van eerste aanleg om terecht te staan in verband met de bevestigde tenlastegelegde feiten;

(b) afwijzing van de bevestiging van die tenlastegelegde feiten ten aanzien waarvan hij heeft vastgesteld dat onvoldoende bewijs aanwezig is;

(c) verdaging van de hoorzitting en een verzoek aan de Aanklager om te overwegen :

(i) nader bewijs te verstrekken of nader onderzoek uit te voeren met betrekking tot een bepaald tenlastegelegd feit; of

(ii) een tenlastegelegd feit te wijzigen omdat de overgelegde bewijsmiddelen een andere misdaad blijken op te leveren waarover het Hof rechtsmacht bezit.

8. Wanneer de Kamer van vooronderzoek weigert een tenlastegelegd feit te bevestigen, belet dit de Aanklager niet een nader verzoek om bevestiging te doen indien het verzoek wordt onderbouwd met aanvullende bewijsmiddelen.

9. Nadat de tenlastegelegde feiten zijn bevestigd en voordat de terechtzitting is begonnen, is de Aanklager bevoegd met toestemming van de Kamer van vooronderzoek en na kennisgeving aan de beschuldigde, de tenlastegelegde feiten te wijzigen. Indien de Aanklager aanvullende punten aan de tenlastegelegde feiten wenst toe te voegen of ernstiger tenlastegelegde feiten daarvoor in de plaats te stellen, dient een hoorzitting te worden gehouden ingevolge dit artikel om die tenlastegelegde feiten te bevestigen. Na aanvang van de terechtzitting is de Aanklager bevoegd met toestemming van de Kamer van eerste aanleg de tenlastegelegde feiten in te trekken.

10. Een bevel tot aanhouding dat voordien is uitgevaardigd, houdt op van kracht te zijn voorzover het tenlastegelegde feiten betreft die niet door de Kamer van vooronderzoek zijn bevestigd of die door de Aanklager zijn ingetrokken.

11. Wanneer de tenlastegelegde feiten eenmaal zijn bevestigd overeenkomstig dit artikel, stelt het Voorzitterschap een Kamer van eerste aanleg samen die ingevolge paragraaf 8 en artikel 64, paragraaf 4, verantwoordelijk is voor de daaropvolgende procesvoering en die bevoegd is alle taken van de Kamer van vooronderzoek te vervullen voorzover die in die fase relevant en toepasselijk zijn.

HOOFDSTUK VI — DE TERECHTZITTING

Artikel 62

Plaats van terechtzitting

Tenzij anders wordt besloten vindt de terechtzitting plaats waar de zetel van het Hof is gevestigd.

Artikel 63

Terechtzitting in aanwezigheid van de beschuldigde

1. De beschuldigde woont de terechtzitting bij.

2. Indien de beschuldigde, die voor het Hof aanwezig is, de terechtzitting blijft verstoren, is de Kamer van eerste aanleg bevoegd de beschuldigde te verwijderen en ervoor te zorgen dat hij als waarnemer de terechtzitting kan volgen en de raadsman van buiten de rechtszaal instructies kan geven, zonodig door middel van het gebruik van communicatietechnologie. Dergelijke maatregelen worden alleen in uitzonderlijke omstandigheden getroffen, nadat andere redelijke alternatieven ongeschikt zijn gebleken, en slechts voor zolang dit strikt noodzakelijk is.

Artikel 64

Taken en bevoegdheden van de Kamer van eerste aanleg

1. De in dit artikel vermelde taken en bevoegdheden van de Kamer van berechting worden uitgeoefend overeenkomstig dit Statuut en het Reglement van proces- en bewijsvoering.

2. De Kamer van eerste aanleg draagt er zorg voor dat een terechtzitting eerlijk en vlot verloopt en wordt geleid met volledige eerbiediging van de rechten van de beschuldigde en passende inachtneming van de bescherming van slachtoffers en getuigen.

3. Bij aanwijzing van een zaak voor terechtzitting overeenkomstig dit Statuut dient de ter behandeling van de zaak aangewezen Kamer van berechting :

(a) overleg te plegen met de partijen en de procedures te bepalen voor een eerlijk en vlot verloop van de procedure;

(b) de op de terechtzitting te gebruiken taal of talen vast te stellen;

(c) onverminderd de overige relevante bepalingen van dit Statuut, zorg te dragen voor openbaarmaking van nog niet eerder openbaar gemaakte documenten of informatie, zodanig ruim voor de aanvang van de terechtzitting dat een passende voorbereiding van de terechtzitting mogelijk is.

4. De Kamer van eerste aanleg is bevoegd, indien vereist voor zijn doeltreffend en eerlijk functioneren, voorafgaande vragen naar de Kamer van vooronderzoek te verwijzen of, indien vereist, naar een andere beschikbare rechter van de Afdeling vooronderzoek.

5. De Kamer van eerste aanleg kan in voorkomend geval met kennisgeving aan partijen bepalen dat feiten die aan verschillende beschuldigten ten laste gelegd zijn, zullen worden samengevoegd of gesplitst.

6. Bij de uitoefening van zijn taken voorafgaand aan of in de loop van een terechtzitting is de Kamer van eerste aanleg bevoegd, zonodig :

(a) alle in artikel 61, paragraaf 11, vermelde taken van de Kamer van vooronderzoek uit te oefenen;

(b) de aanwezigheid van getuigen alsook hun verklaringen te verlangen evenals de overlegging van documenten en ander bewijsmateriaal door zonodig de bijstand in te roepen van Staten zoals voorzien in dit Statuut;

(c) zorg te dragen voor de bescherming van vertrouwelijke informatie;

(d) de overlegging te gelasten van bewijsmiddelen in aanvulling op het bewijs dat reeds voor de terechtzitting is vergaard of tijdens de terechtzitting door partijen naar voren is gebracht;

(e) zorg te dragen voor de bescherming van de beschuldigde, getuigen en slachtoffers; en

(f) te beslissen over alle overige relevante zaken.

7. De terechtzitting is openbaar. De Kamer van eerste aanleg is echter bevoegd te bepalen dat bijzondere omstandigheden vereisen dat bepaalde onderdelen van de procedure achter gesloten deuren moeten plaatsvinden vanwege het in artikel 68 bepaalde of ter bescherming van vertrouwelijke of gevoelige informatie verstrekt in een getuigenverklaring.

8. (a) Bij de aanvang van de terechtzitting laat de Kamer van eerste aanleg aan de beschuldigde de tenlastegelegde feiten voorlezen, die voordien door de Kamer van vooronderzoek zijn bevestigd. De Kamer van berechting overtuigt zich ervan dat de beschuldigde de aard van de tenlastegelegde feiten begrijpt. Hij geeft hem de gelegenheid om schuld te bekennen overeenkomstig artikel 65 of zich onschuldig te verklaren.

(b) Ter terechtzitting is de rechter die als voorzitter optreedt bevoegd aanwijzingen te geven ten aanzien van de procedure, mede ter verzekering dat deze op eerlijke en onpartijdige wijze verloopt. Onder voorbehoud van enige instructie van de Voorzitter, kunnen de partijen bewijsmateriaal overleggen overeenkomstig het in dit Statuut bepaalde.

9. De Kamer van eerste aanleg heeft onder meer de bevoegdheid op verzoek van een partij of ambtshalve :

(a) te beslissen of bewijs toelaatbaar of relevant is; en

(b) alle vereiste maatregelen te treffen teneinde een hoorzitting ordelijk te doen verlopen.

10. De Kamer van eerste aanleg zorgt ervoor dat een volledig proces-verbaal van de terechtzitting wordt gemaakt, dat het verloop van de handelingen ter terechtzitting nauwkeurig weergeeft en wordt gehouden en bewaard door de Griffier.

Artikel 65

Procedure in geval van bekentenis

1. Wanneer de beschuldigde schuld bekent overeenkomstig artikel 64, paragraaf 8, alinea (a), beslist de Kamer van eerste aanleg of :

(a) de beschuldigde de aard en de gevolgen van zijn bekentenis begrijpt;

(b) de bekentenis door de beschuldigde vrijwillig is gedaan na voldoende overleg met de raadsman voor de verdediging; en

(c) de bekentenis wordt ondersteund door de feiten in de zaak, zoals deze blijken uit :

(i) de tenlastegelegde feiten die door de Aanklager naar voren zijn gebracht en door de beschuldigde bekend;

(ii) materiaal dat door de Aanklager is overgelegd ter aanvulling op de tenlastegelegde feiten, dat door de beschuldigde is aanvaard; en

(iii) elk overig bewijs, zoals de verklaringen van getuigen, dat door de Aanklager of de beschuldigde naar voor is gebracht.

2. Wanneer de Kamer van eerste aanleg ervan overtuigd is dat het in paragraaf 1 bedoelde is vastgesteld, beschouwt de Kamer van eerste aanleg de bekentenis in samenhang met het overige aanvullende bewijs als voldoende grond voor alle wezenlijke feiten die vereist zijn als bewijs voor de misdaad waarop de bekentenis betrekking heeft, en kan hij de beschuldigde voor die misdaad veroordelen.

3. Wanneer de Kamer van eerste aanleg er niet van overtuigd is dat voldaan is aan de voorwaarden gesteld in paragraaf 1, beschouwt hij de bekentenis als niet gedaan, in welk geval hij gelast de terechtzitting voort te zetten volgens de in dit Statuut bepaalde normale procedures voor terechtzitting en naar een andere Kamer van eerste aanleg kan verwijzen.

4. Wanneer de Kamer van eerste aanleg van oordeel is dat een meer volledige voorstelling van de feiten in de zaak noodzakelijk is in het belang van de rechtspleging, in het bijzonder in het belang van de slachtoffers, is de Kamer van berechting bevoegd :

(a) de Aanklager te verzoeken om aanvullende bewijsmiddelen te overleggen, met inbegrip van getuigenverklaringen; of

(b) te gelasten dat de terechtzitting volgens de in dit Statuut bepaalde normale procedures voor terechtzitting wordt voortgezet, in welk geval de Kamer van eerste aanleg de bekentenis als niet gedaan beschouwt en hij de zaak kan verwijzen naar een andere Kamer van eerste aanleg.

5. Elk overleg tussen de Aanklager en de verdediging over een wijziging in de tenlastegelegde feiten, de bekentenis of de op te leggen straf voor het Hof is niet bindend.

Artikel 66

Vermoeden van onschuld

1. Een ieder wordt verondersteld onschuldig te zijn totdat zijn schuld voor het Hof is bewezen overeenkomstig het toepasselijke recht.

2. De plicht de schuld van de beschuldigde te bewijzen rust op de Aanklager.

3. Teneinde de beschuldigde te veroordelen, dient het Hof buiten iedere redelijke twijfel overtuigd te zijn van de schuld van de beschuldigde.

Artikel 67

Rechten van de beschuldigde

1. Bij het onderzoek van de hem tenlastegelegde feiten heeft de beschuldigde recht op een openbare zitting met inachtneming van het in dit Statuut bepaalde, die op eerlijke en onpartijdige wijze wordt gehouden, en op de volgende minimumwaarborgen, op grond van volledige gelijkheid:

(a) onverwijld en in detail op de hoogte te worden gesteld van de aard, de reden en de inhoud van het hem tenlastegelegde, in een taal die hij volledig begrijpt en spreekt;

(b) te beschikken over voldoende tijd en faciliteiten voor de voorbereiding van de verdediging en vrijelijke en vertrouwelijke communicatie met de raadsman van zijn keuze;

(c) terecht te staan zonder buitensporige vertraging;

(d) onverminderd het bepaalde in artikel 63, paragraaf 2, aanwezig te zijn ter terechtzitting, verweer te voeren in persoon of door middel van de raadsman van zijn keuze, op de hoogte te worden gesteld van dit recht wanneer hij geen rechtsbijstand heeft en rechtsbijstand toegewezen te krijgen door het Hof in alle gevallen waarin het belang van de rechtspleging dit vereist, en kosteloos indien de beschuldigde niet over voldoende middelen beschikt;

(e) getuigen à charge te ondervragen of te doen ondervragen en de verschijning en ondervraging te bewerkstelligen van getuigen à decharge onder dezelfde voorwaarden die gelden voor getuigen à charge; de beschuldigde is tevens gerechtigd verweermiddelen aan te voeren en ander krachtens dit Statuut toelaatbaar bewijs naar voren te brengen;

(f) kosteloos bijstand te krijgen van een bevoegde tolk en de vertalingen die noodzakelijk zijn om te voldoen aan de vereisten van eerlijkheid, indien de taal van enige procedure voor het Hof of van enig document dat aan het Hof wordt overgelegd geen taal is die de beschuldigde volledig begrijpt en spreekt;

(g) niet te worden gedwongen te getuigen of schuld te bekennen en te kunnen blijven zwijgen zonder dat dit in overweging wordt genomen bij het vaststellen van schuld of onschuld;

(h) een onbeëdigde mondelinge of schriftelijke verklaring ten behoeve van zijn verdediging af te leggen; en

(i) niet te worden onderworpen aan een omkering van de bewijslast of aan enige plicht tot tegenbewijs.

2. Naast enige andere ingevolge dit Statuut bepaalde openbaarmaking, stelt de Aanklager de verdediging in een zo vroeg mogelijk stadium in kennis van bewijsmiddelen die zich in het bezit of in de macht van de Aanklager bevinden en waarvan hij meent dat deze de onschuld van de beschuldigde aantonen of daartoe bijdragen of dat deze de schuld van de beschuldigde verlichten, of die de geloofwaardigheid kunnen aantasten van bewijs waarop de vervolging steunt. Het Hof beslist in gevallen waarin twijfel bestaat over de toepassing van deze paragraaf.

Artikel 68

Bescherming van slachtoffers en getuigen en hun deelname aan de procedure

1. Het Hof treft passende maatregelen ter bescherming van de veiligheid, het lichamelijk en geestelijk welzijn, de waardigheid en de persoonlijke levenssfeer van slachtoffers en getuigen. Daarbij neemt het Hof alle relevante factoren in aanmerking, met inbegrip van leeftijd, geslacht zoals gedefinieerd in artikel 7, paragraaf 3, en gezondheid, en de aard van de misdaad, in het bijzonder doch daartoe niet beperkt, wanneer de misdaad gepaard gaat met seksueel geweld of seksistisch geweld of geweld tegen kinderen. De Aanklager treft dergelijke maatregelen in het bijzonder tijdens het onderzoek en de vervolging van dergelijke misdaden. De maatregelen mogen geen afbreuk doen aan of in strijd zijn met de rechten van de beschuldigde en een eerlijke en onpartijdige terechtzitting.

2. Als uitzondering op het in artikel 67 vastgelegde beginsel dat hoorzittingen openbaar zijn, kunnen de Kamers van het Hof, ter bescherming van slachtoffers en getuigen of een beschuldigde, een deel van het proces in een besloten zitting doen plaatsvinden of toestaan dat bewijs wordt geleverd met behulp van elektronische of andere bijzondere middelen. In het bijzonder wordt dit soort maatregelen getroffen in geval van slachtoffers van seksueel geweld of een kind dat slachtoffer of getuige is, tenzij het Hof, alle omstandigheden in aanmerking genomen, in het bijzonder de zienswijze van het slachtoffer of de getuige, anders heeft bepaald.

3. Waar de persoonlijke belangen van de slachtoffers in het geding zijn, staat het Hof toe dat hun zienswijze en belangen naar voren worden gebracht en in overweging worden genomen in daartoe door het Hof als passend bepaalde stadia van het proces en op een wijze die geen afbreuk doet aan of onverenigbaar is met de rechten van de beschuldigde en een eerlijk en onpartijdig proces. Dergelijke zienswijze en belangen kunnen naar voren worden gebracht door de wettelijke vertegenwoordigers van de slachtoffers indien het Hof dit passend acht, overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering.

4. De Afdeling voor Slachtoffers en Getuigen is bevoegd advies uit te brengen aan de Aanklager en aan het Hof ten aanzien van passende beschermende maatregelen, beveiligingsregelingen, advies en bijstand als bedoeld in artikel 43, paragraaf 6.

5. Wanneer openbaarmaking van bewijs of informatie krachtens dit Statuut de veiligheid van een getuige of van zijn gezins- en familieleden ernstig in gevaar kan brengen, is de Aanklager bevoegd ten behoeve van de onderdelen van het proces die voor de aanvang van de terechtzitting plaatsvinden, na te laten dat bewijs of die informatie te geven en in plaats daarvan een samenvatting te verstrekken. Dit soort maatregelen wordt getroffen op een wijze die geen afbreuk doet aan of onverenigbaar is met de rechten van de beschuldigde en een eerlijk en onpartijdig proces.

6. Een Staat is bevoegd een verzoek in te dienen tot het treffen van maatregelen die noodzakelijk zijn ter bescherming van zijn beampten of agenten en ter bescherming van vertrouwelijke of gevoelige informatie.

Artikel 69

Bewijs

1. Alvorens een getuigenverklaring af te leggen, dient elke getuige overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering een gelofte af te leggen ten aanzien van de waarheidsgetrouwheid van het door hem te leveren bewijs.

2. De getuigenverklaring wordt ter terechtzitting in persoon afgelegd behoudens voorzover de in artikel 68 of in het Reglement van proces- en bewijsvoering vermelde maatregelen zijn getroffen. Het Hof kan ook toestaan dat een getuige een mondelinge verklaring aflegt of een beeld- of geluidsopname overlegt en dat een getuige documenten of schriftelijke transcripties overlegt overeenkomstig dit Statuut en het Reglement van proces- en bewijsvoering. Deze maatregelen mogen geen afbreuk doen aan of in strijd zijn met de rechten van de beschuldigde.

3. De partijen kunnen overeenkomstig artikel 64 bewijsmiddelen overleggen die voor de zaak relevant zijn. Ten behoeve van de waarheidsvinding is het Hof bevoegd overlegging te verzoeken van ieder bewijsmiddel.

4. Het Hof is bevoegd te beslissen of een bewijsmiddel relevant of toelaatbaar is, waarbij het onder meer in aanmerking neemt de bewijskracht van het bewijsmiddel en de afbreuk die dit bewijsmiddel kan doen aan een eerlijk proces of een eerlijke beoordeling van de getuigenverklaring, overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering.

5. Het Hof dient bijzondere rechten op vertrouwelijkheid te eerbiedigen en in acht te nemen als voorzien in het Reglement van proces- en bewijsvoering.

6. Feiten van algemene bekendheid behoeven geen bewijs en behoren van rechtswege tot de kennisneming van het Hof.

7. Bewijs verkregen door schending van dit Statuut of internationaal erkende mensenrechten is ontoelaatbaar, indien:

(a) de schending ernstige twijfel doet rijzen ten aanzien van de betrouwbaarheid van het bewijsmiddel; of

(b) de toelating van het bewijsmiddel in strijd zou zijn met de integriteit van de procedure en deze ernstig zou schaden.

8. Wanneer het Hof beslist over relevantie of de toelaatbaarheid van bewijsmiddel dat door een Staat is vergaard, doet het Hof geen uitspraak over de toepassing van het nationale recht van die Staat.

Artikel 70

Misdrijven tegen de rechtspleging

1. Het Hof heeft rechtsmacht in verband met de volgende misdrijven tegen de rechtspleging van het Hof wanneer deze opzettelijk worden gepleegd :

(a) het afleggen van een valse getuigenverklaring wanneer ingevolge artikel 69, paragraaf 1, de verplichting bestaat de waarheid te spreken;

(b) het leveren van bewijs waarvan de partij weet dat het vals of vervalst is;

(c) het door middel van omkoping beïnvloeden van een getuige, het belemmeren van de verschijning van een getuige of van het vrijelijk afleggen van een getuigenverklaring, het wraak nemen op een getuige wegens het afleggen van een verklaring of het beschadigen, vernietigen, onbruikbaar maken of wegmaken van enige bewijsmiddel dan wel het vervalsen daarvan of het belemmeren van de vrijelijke bewijsgaring;

(d) het hinderen, intimideren of door middel van omkoping beïnvloeden van een beambte van het Hof teneinde deze te dwingen of over te halen zijn bediening niet of onjuist te vervullen;

(e) het wraak nemen op een beambte van het Hof wegens de taken die door deze of een andere beambte zijn vervuld;

(f) het als beambte van het Hof in samenhang met zijn bediening vragen om steekpenningen of het aannemen daarvan.

2. Het Hof oefent rechtsmacht uit over misdrijven ingevolge dit artikel overeenkomstig de in het Reglement van proces- en bewijsvoering bepaalde beginselen en procedure. De voorwaarden voor verlening van internationale rechtshulp aan het Hof met betrekking tot de procedures ingevolge dit artikel worden bepaald door de nationale wetgeving van de Staat waaraan een verzoek wordt gericht.

3. Bij veroordeling is het Hof bevoegd een opsluiting op te leggen van ten hoogste vijf jaar of een boete overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering, of beide.

4. (a) Elke Staat die Partij is breidt de werking van zijn strafrecht, waarbij misdrijven tegen de integriteit van zijn eigen opsporing en rechtspleging strafbaar worden gesteld, uit tot misdrijven tegen de rechtspleging als bedoeld in dit artikel, die begaan zijn op zijn grondgebied of door een van zijn onderdanen;

(b) Op verzoek van het Hof legt een Staat die Partij is de zaak ter vervolging voor aan zijn bevoegde autoriteiten wanneer hij dit passend acht. Die autoriteiten nemen dergelijke zaken onverwijld in behandeling en besteden daar voldoende middelen aan voor een doelmatige behandeling.

Artikel 71

Sancties op wangedrag ten overstaan van het Hof

1. Het Hof is bevoegd om aan personen die voor het Hof verschijnen en zich misdragen, bijvoorbeeld door verstoring van de procesvoering of moedwillige weigering de aanwijzingen van het Hof op te volgen, bij wijze van sanctie een administratieve maatregel anders dan vrijheidsbeneming op te leggen, zoals tijdelijke of blijvende verwijdering uit de rechtszaal, een boete of een andere, in het Reglement van proces- en bewijsvoering voorziene, vergelijkbare maatregel.

2. De procedures die gelden voor het opleggen van de in paragraaf 1 bedoelde maatregelen worden bepaald bij het Reglement van proces- en bewijsvoering.

Artikel 72

Bescherming van informatie met betrekking tot de nationale veiligheid

1. Dit artikel geldt voor elk geval waarin de openbaarmaking van de informatie of documenten van een Staat, naar de mening van die Staat zijn nationale veiligheidsbelangen zou schaden.

Deze gevallen omvatten mede die zaken die vallen binnen de reikwijdte van artikel 56, paragrafen 2 en 3, artikel 61, paragraaf 3, artikel 64, paragraaf 3, artikel 67, paragraaf 2, artikel 68, paragraaf 6, artikel 87, paragraaf 6 en artikel 93, alsmede gevallen die zich voordoen in enig ander stadium van de procedure wanneer een dergelijke openbaarmaking aan de orde kan zijn.

2. Dit artikel geldt tevens wanneer een persoon aan wie is verzocht informatie of bewijs te verschaffen heeft geweigerd dit te doen of de zaak naar de Staat heeft verwezen op grond van het feit dat openbaarmaking de nationale veiligheidsbelangen van een Staat zou schaden en de betrokken Staat bevestigt dat openbaarmaking zijn nationale veiligheidsbelangen zou schaden.

3. Niets in dit artikel doet afbreuk aan de vereisten van vertrouwelijkheid ingevolge artikel 54, paragraaf 3, alinea's (e) en (f), of aan de toepassing van artikel 73.

4. Indien een Staat verneemt dat informatie of documenten van de Staat in enig stadium van de procedure waarschijnlijk of zeker worden openbaargemaakt en hij van oordeel is dat openbaarmaking zijn nationale veiligheidsbelangen zou schaden, heeft die Staat het recht tussenbeide te komen teneinde overeenkomstig dit artikel een oplossing voor het geschilpunt te verkrijgen.

5. Indien, naar het oordeel van een Staat, openbaarmaking van informatie zijn nationale veiligheidsbelangen zou schaden, onderneemt deze Staat alle redelijke stappen om, in samenwerking met de Aanklager, de verdediging of de Kamer van vooronderzoek respectievelijk de Kamer van berechting naar gelang het geval, te trachten tot schikking van de zaak te komen. Dergelijke stappen kunnen mede omvatten :

(a) wijziging of verduidelijking van het verzoek;

(b) een beslissing van het Hof over de relevantie van de informatie of het bewijsmiddel waarom is verzocht, of een beslissing over de vraag of het bewijsmiddel, hoewel relevant, zou kunnen worden verkregen of is verkregen van een andere bron dan de aangezochte Staat;

(c) het verkrijgen van informatie of een bewijsmiddel van een andere bron of in een andere vorm; of

(d) overeenstemming zoeken over de voorwaarden waaronder de bijstand zou kunnen worden verleend, met inbegrip van, onder meer, het verstrekken van samenvattingen of bewerkte documenten, beperkingen ten aanzien van de openbaarmaking, procedure met gesloten deuren of bij afwezigheid van de andere partij, of andere krachtens het Statuut en het Reglement van proces- en bewijsvoering toegestane beschermende maatregelen.

6. Als alle redelijke stappen zijn ondernomen om de zaak door onderlinge samenwerking te schikken en de Staat van oordeel is dat geen middelen of voorwaarden bestaan met behulp waarvan de informatie of documenten verschaft of openbaargemaakt zouden kunnen worden zonder zijn nationale veiligheidsbelangen te schaden, stelt de Staat de Aanklager of het Hof in kennis van de precieze redenen voor zijn besluit, tenzij een dergelijke opgave op zich onontkoombaar schade toebrengt aan de nationale veiligheidsbelangen van de Staat.

7. Daarna, indien het Hof het bewijs relevant en noodzakelijk acht ter vaststelling van de schuld of onschuld van de beschuldigde, is het Hof bevoegd de volgende stappen te ondernemen:

(a) Wanneer openbaarmaking van de informatie of het document wordt verzocht krachtens een verzoek om samenwerking overeenkomstig Hoofdstuk IX of de in paragraaf 2 vermelde omstandigheden, en de Staat een beroep heeft gedaan op de weigeringsgrond bedoeld in artikel 93, paragraaf 4 :

(i) is het Hof bevoegd, alvorens tot de slotsom te komen als bedoeld in paragraaf 7, sub-alinea (a) (ii), te verzoeken om aanvullend overleg teneinde de opmerkingen van de Staat in overweging te nemen, waaronder hoorzittingen met gesloten deuren en bij afwezigheid van de andere partij;

(ii) indien het Hof tot de slotsom komt dat de aangezochte Staat, door zich te beroepen op de grond tot weigering ingevolge artikel 93, paragraaf 4, in de omstandigheden van het geval, niet handelt overeenkomstig zijn verplichtingen ingevolge dit Statuut, is het Hof bevoegd de zaak te verwijzen overeenkomstig artikel 87, paragraaf 7, onder opgave van de redenen voor zijn besluit;

(iii) is het Hof bevoegd tijdens de terechtzitting van de beschuldigde ten aanzien van het al dan niet bestaan van een feit de onder de omstandigheden passende conclusie te trekken.

(b) In alle andere omstandigheden is het Hof bevoegd :

(i) bevel te geven tot openbaarmaking; of

(ii) voorzover het Hof de openbaarmaking niet gelast, tijdens de terechtzitting van de beschuldigde ten aanzien van het al dan niet bestaan van een feit de onder de omstandigheden passende conclusie te trekken.

Artikel 73

Informatie of documenten van derden

Indien een Staat die Partij is door het Hof wordt verzocht documenten of informatie te verstrekken die hij in bewaring, in bezit of onder zijn toezicht heeft, die hem zijn toevertrouwd door een Staat, een intergouvernementele organisatie of een internationale organisatie, verzoekt hij degene van wie die documenten of informatie afkomstig zijn om toestemming tot openbaarmaking daarvan. Indien het afkomstig is van een Staat die Partij is, verleent deze toestemming tot openbaarmaking van de informatie of documenten of verplicht hij zich de kwestie van openbaarmaking met het Hof op te lossen overeenkomstig het bepaalde in artikel 72. Indien de documenten of informatie afkomstig zijn van een Staat die geen Partij is, en deze weigert toestemming tot openbaarmaking te verlenen, stelt de aangezochte Staat het Hof ervan in kennis dat hij niet in staat is de documenten of de informatie te verschaffen ten gevolge van een reeds daarvoor bestaande verplichting tot vertrouwelijkheid tegenover degene van wie het afkomstig is.

Artikel 74

Voorwaarden gesteld aan de beslissing

1. Alle rechters van de Kamer van eerste aanleg dienen in elk stadium van de terechtzitting en tijdens de beraadslagingen aanwezig te zijn. Het Voorzitterschap mag, van geval tot geval, een of meer plaatsvervangende rechters, voorzover beschikbaar, aanwijzen om in elk stadium van de terechtzitting aanwezig te zijn en een lid van de Kamer van eerste aanleg te vervangen indien dat lid niet in staat is aan de behandeling te blijven deelnemen.

2. De beslissing van de Kamer van eerste aanleg is gebaseerd op zijn beoordeling van het bewijs en de volledige procedure. De beslissing beperkt zich tot de in de tenlastelegging omschreven feiten en omstandigheden en alle wijzigingen daarin. Het Hof kan zijn beslissing alleen baseren op bewijsmiddelen die aan hem zijn voorgelegd en ter terechtzitting besproken.

3. De rechters trachten tot unanimititeit te komen in hun beslissing, bij gebreke waarvan de beslissing wordt genomen bij meerderheid van de rechters.

4. De beraadslagingen van de Kamer van eerste aanleg zijn en blijven geheim.

5. De beslissing wordt schriftelijk vastgelegd en omvat een volledig, met redenen omkleed verslag van de bevindingen van de Kamer van berechting inzake het bewijs en de conclusies. De Kamer van eerste aanleg spreekt één beslissing uit. Wanneer de beslissing niet unaniem is, vermeldt de beslissing van de Kamer van eerste aanleg de zienswijzen van de meerderheid en van de minderheid. De beslissing of een samenvatting daarvan wordt in een openbare zitting voorgelezen.

Artikel 75

Herstelbetalingen aan slachtoffers

1. Het Hof stelt beginselen vast met betrekking tot herstelbetalingen aan of ten aanzien van slachtoffers, met inbegrip van restitutie, schadeloosstelling en rehabilitatie. Op basis daarvan is het Hof bevoegd in zijn beslissing, op verzoek of ambtshalve in uitzonderlijke omstandigheden, de reikwijdte en omvang te bepalen van schade, verlies en letsel veroorzaakt aan of ten aanzien van slachtoffers en vermeldt het Hof de beginselen waarop zijn handelen is gegrond.

2. Het Hof is bevoegd een rechtstreeks bevel te richten tot een veroordeelde persoon, waarin passende herstelbetalingen zijn omschreven aan of ten aanzien van slachtoffers of hun rechthebbenden, met inbegrip van restitutie, schadeloosstellingen rehabilitatie. Waar het Hof dit gepast acht, is het bevoegd te gelasten dat de toekenning van herstelbetalingen geschiedt via het in artikel 79 bedoelde Trustfonds.

3. Alvorens een bevel uit te vaardigen ingevolge dit artikel, is het Hof bevoegd gelegenheid te geven tot het kenbaar maken van opvattingen door of uit naam van de veroordeelde persoon, de slachtoffers, andere belanghebbenden of belanghebbende Staten, waarmee het rekening zal houden.

4. Bij de uitoefening van de ingevolge dit artikel verleende bevoegdheid is het Hof bevoegd, nadat een persoon is veroordeeld voor een misdaad waarover het Hof rechtsmacht bezit, te bepalen of het, om uitvoering te geven aan een bevel dat het ingevolge dit artikel bevoegd is te geven, noodzakelijk is te verzoeken om maatregelen ingevolge artikel 93, paragraaf 1.

5. Een Staat die Partij is geeft uitvoering aan een beslissing ingevolge dit artikel overeenkomstig het bepaalde in artikel 109.

6. Niets in dit artikel doet afbreuk aan de rechten van slachtoffers krachtens nationaal of internationaal recht.

Artikel 76

Einduitspraak

1. In geval van veroordeling bepaalt de Kamer van eerste aanleg de op te leggen straf en houdt daarbij rekening met het bewijs en de conclusies die tijdens de terechtzitting naar voren zijn gebracht en relevant zijn voor de einduitspraak.

2. Behoudens wanneer artikel 65 van toepassing is en voor het einde van het proces is de Kamer van eerste aanleg ambtshalve bevoegd een nadere zitting te houden, en dient hij, wanneer de Aanklager of de beschuldigde dit verzoekt, deze te houden, teneinde kennis te nemen van aanvullend bewijs of aanvullende conclusies die relevant zijn voor de strafbepaling, overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering.

3. Indien paragraaf 2 van toepassing is neemt het Hof kennis van de opvattingen ingevolge artikel 75 tijdens de in paragraaf 2 vermelde nadere zitting en, indien noodzakelijk, in de loop van aanvullende zittingen.

4. De einduitspraak wordt in het openbaar uitgesproken en, waar mogelijk, in aanwezigheid van de beschuldigde.

HOOFDSTUK VII — STRAFFEN

Artikel 77

Toepasselijke straffen

1. Onverminderd artikel 110 is het Hof bevoegd een van de volgende straffen op te leggen aan een persoon die veroordeeld is wegens een in artikel 5 van dit Statuut bedoelde misdaad :

- (a) opsluiting voor een bepaald aantal jaren, van ten hoogste 30 jaar; of
- (b) levenslange opsluiting wanneer de buitengewone ernst van de misdaad en de specifieke omstandigheden van de veroordeelde persoon dit rechtvaardigen.

2. Naast opsluiting, is het Hof bevoegd op te leggen :

- (a) een geldboete volgens de maatstaven bepaald in het Reglement van proces- en bewijsvoering;
- (b) verbeurdverklaring van opbrengsten, goederen en vermogensbestanddelen die direct of indirect door die misdaad zijn verkregen, onverminderd de rechten van derden te goeder trouw.

Artikel 78

Strafbepaling

1. Overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering houdt het Hof bij de strafbepaling rekening met factoren als de ernst van de misdaad en de specifieke omstandigheden van de veroordeelde persoon.

2. Bij de oplegging van een einduitspraak tot opsluiting brengt het Hof de tijd in mindering die overeenkomstig een bevel van het Hof in hechtenis is doorgebracht. Het Hof kan de tijd in mindering brengen die anderszins in hechtenis is doorgebracht in verband met gedragingen die verband houden met de misdaad.

3. Wanneer een persoon voor meer dan een misdaad is veroordeeld wijst het Hof een einduitspraak voor elke misdaad en een samengevoegde einduitspraak waarin de totale duur van de opsluiting wordt vermeld. Deze duur is niet korter dan de hoogste afzonderlijk opgelegde straf en niet langer dan 30 jaar opsluiting of levenslange opsluiting overeenkomstig artikel 77, paragraaf 1, alinea (b).

Artikel 79

Trustfonds

1. Bij besluit van de Vergadering van Staten die Partij zijn wordt een Trustfonds gevormd ten behoeve van slachtoffers van misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit, en van hun gezins- en familieleden.

2. Het Hof is bevoegd te gelasten dat gelden en andere goederen die op bevel van het Hof door middel van boetes of verbeurdverklaring zijn verzameld, naar het Trustfonds worden overgemaakt.

3. Het Trustfonds wordt beheerd overeenkomstig de door de Vergadering van Staten die Partij zijn te bepalen criteria.

Artikel 80

Toepasselijkheid van nationale straffen en wetten

Het in dit Hoofdstuk van het Statuut bepaalde doet geen afbreuk aan de toepasselijkheid van nationale straffen en wetten noch aan het recht van Staten die niet hebben voorzien in straffen zoals in dit Hoofdstuk zijn voorgeschreven.

HOOFDSTUK VIII — BEROEP EN HERZIENING

Artikel 81

Beroep tegen een beslissing betreffende de schuld of de straf

1. Tegen een beslissing ingevolge artikel 74 kan beroep worden ingesteld overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering.

(a) De Aanklager is bevoegd beroep in te stellen op een van de volgende gronden :

- (i) een procedurefout,
- (ii) feitelijke dwaling, of
- (iii) rechtsdwaling;

(b) De veroordeelde of de Aanklager namens hem, is bevoegd beroep in te stellen op een van de volgende gronden :

- (i) een procedurefout,
- (ii) feitelijke dwaling,
- (iii) rechtsdwaling, of
- (iv) andere gronden die de eerlijkheid en de betrouwbaarheid van de procedure of de beslissing aantasten.

2. (a) Overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering zijn de Aanklager en de veroordeelde bevoegd om beroep in te stellen tegen een einduitspraak, op grond van onevenredigheid tussen de misdaad en de uitgesproken straf;

(b) Indien het Hof op een beroep tegen een einduitspraak gronden aanneemt om de veroordeling geheel of gedeeltelijk te vernietigen, is het Hof bevoegd de Aanklager en de veroordeelde uit te nodigen gronden te ontwikkelen ingevolge artikel 81, paragraaf 1, alinea (a) of (b), en een beslissing te nemen over veroordeling overeenkomstig artikel 83;

(c) Dezelfde procedure geldt, indien het Hof op een beroep dat alleen de veroordeling betreft gronden aanneemt tot vermindering van de straf ingevolge paragraaf 2, alinea (a).

3. (a) Tenzij de Kamer van eerste aanleg anders beveelt, blijft een veroordeelde hangende een beroep in hechtenis;

(b) Wanneer de tijd die een veroordeelde in hechtenis heeft doorgebracht de opgelegde opsluiting te boven gaat, wordt hij in vrijheid gesteld, met dien verstande dat de invrijheidstelling, indien de Aanklager eveneens beroep heeft ingesteld, kan zijn onderworpen aan de hierna in alinea (c) vermelde voorwaarden;

(c) In geval van vrijspraak wordt de beschuldigde onmiddellijk in vrijheid gesteld met inachtneming van het volgende:

(i) in buitengewone omstandigheden, met inachtneming van het concrete vluchtgevaar, de ernst van de tenlastegelegde misdaad en de slagingskans van het beroep, is de Kamer van eerste aanleg bevoegd op verzoek van de Aanklager de hechtenis hangende het hoger beroep te doen voortduren;

(ii) tegen een beslissing van de Kamer van eerste aanleg ingevolge het bepaalde in sub-alinea (c) (i) kan beroep worden ingesteld overeenkomstig het Reglement van proces en bewijsvoering.

4. Onverminderd paragraaf 3, alinea's (a) en (b), wordt de tenuitvoerlegging van de beslissing betreffende de schuld of de straf geschorst tijdens de beroepstermijn en tijdens de beroepsprocedure.

Artikel 82

Beroep tegen andere beslissingen

1. Elk van beide partijen is bevoegd beroep in te stellen tegen de volgende beslissingen overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering :

- (a) een beslissing ten aanzien van de rechtsmacht of ontvankelijkheid;
- (b) een beslissing tot invrijheidstelling van de verdachte of beschuldigde of weigering daarvan;
- (c) een ambtshalve beslissing van de Kamer van vooronderzoek ingevolge artikel 56, paragraaf 3;

(d) een beslissing die verband houdt met een punt dat van aanmerkelijke invloed kan zijn op een eerlijk en vlot verloop van de procedure of op de uitkomst van de terechtzitting, en waarvoor naar het oordeel van de Kamer van vooronderzoek of de Kamer van eerste aanleg een onmiddellijke uitspraak van de Kamer van beroep de voortgang van de procedure in belangrijke mate kan bevorderen.

2. De betrokken Staat of de Aanklager, met instemming van de Kamer van vooronderzoek is bevoegd beroep in te stellen tegen een beslissing van de Kamer van vooronderzoek ingevolge artikel 57, paragraaf 3, alinea (d). Het beroep wordt behandeld volgens een verkorte procedure.

3. Aanwending van beroep heeft geen schorsende werking tenzij de Kamer van beroep, overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering anders bepaalt.

4. Een wettelijk vertegenwoordiger van de slachtoffers, de veroordeelde of een eigenaar te goeder trouw op wiens recht nadelig inbreuk wordt gemaakt door een bevel ingevolge artikel 75 is bevoegd beroep in te stellen tegen het bevel tot herstelbetalingen, overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering.

Artikel 83

Beroepsprocedure

1. De Kamer van beroep oefent alle bevoegdheden uit van de Kamer van berechting in verband met procesvoering ingevolge artikel 81 en dit artikel.

2. Indien de Kamer van beroep vaststelt dat de procedure waartegen beroep is ingesteld, oneerlijk is verlopen waardoor de betrouwbaarheid van de uitspraak is aangetast of dat de uitspraak waartegen beroep is ingesteld inhoudelijk is aangetast door feitelijke of rechtsdwaling of door een procedurefout, is hij bevoegd :

- (a) de uitspraak te vernietigen of te wijzigen; of
- (b) een nieuwe terechtzitting te gelasten voor een andere Kamer van beroep.

Hiertoe is de Kamer van beroep bevoegd een feitenkwesitie terug te verwijzen naar de oorspronkelijke Kamer van eerste aanleg teneinde dit af te doen, of zelf bewijsvoering te doen plaatsvinden teneinde op dat punt te beslissen. Indien tegen de uitspraak alleen door de veroordeelde beroep is ingesteld of namens hem door de Aanklager, kan de uitspraak niet in zijn nadeel worden gewijzigd.

3. Indien de Kamer van beroep op een beroep tegen een uitspraak vaststelt dat de uitspraak niet in evenredige verhouding staat tot de misdaad, is de Kamer van beroep bevoegd de uitspraak overeenkomstig Hoofdstuk VII te wijzigen.

4. De uitspraak van de Kamer van beroep wordt bij meerderheid van de rechters en in openbare zitting gewezen. De uitspraak is met redenen omkleed. Bij het ontbreken van unanimiteit vermeldt de uitspraak van de Kamer van beroep de zienswijzen van de meerderheid en van de minderheid, met dien verstande dat elke rechter bevoegd is een uiteenzetting van zijn individuele of afwijkende oordeel over een rechtsvraag toe te voegen.

5. De Kamer van beroep is bevoegd zijn uitspraak bij verstek te wijzen.

Artikel 84

Herziening van een beslissing betreffende de schuld of de straf

1. De veroordeelde of, na diens overlijden, echtgenoten, kinderen, ouders of een ten tijde van het overlijden van de beschuldigde in leven zijnde persoon die van de beschuldigde uitdrukkelijke schriftelijke aanwijzingen heeft gekregen tot het instellen van een dergelijke vordering, of de Aanklager namens de persoon, is respectievelijk zijn bevoegd de Kamer van beroep te verzoeken om herziening van de einduitspraak betreffende de schuld of de straf, om de volgende redenen:

(a) een nieuw feit is ontdekt dat :

(i) niet gekend was ten tijde van de terechtzitting zonder dat deze omstandigheid geheel of gedeeltelijk te wijten was aan de verzoeker; en

(ii) indien het tijdens de terechtzitting zou zijn vastgesteld, waarschijnlijk tot een andere uitspraak zou hebben geleid;

(b) er werd ontdekt dat een beslissend bewijsmiddel dat op de terechtzitting in aanmerking is genomen en waarop de veroordeling is gebaseerd, onwaar, vals of vervalst was;

(c) een of meer rechters die deelnamen aan de veroordeling of bevestiging van de tenlastegelegde feiten zich in die zaak schuldig heeft of hebben gemaakt aan ernstig wangedrag of ernstig plichtsverzuim van voldoende gewicht om de ontzetting van die rechter of rechters uit hun ambt ingevolge artikel 46 te rechtvaardigen.

2. De Kamer van beroep wijst het verzoek af indien hij dit ongegrond acht. Indien hij oordeelt dat het verzoek gegrond is, kan hij, naargelang het geval :

(a) de oorspronkelijke Kamer van eerste aanleg opnieuw bijeenroepen;

(b) een nieuwe Kamer van eerste aanleg samenstellen; of

(c) de kennisneming van de zaak aan zich houden, teneinde, na de partijen te hebben gehoord op de in het Reglement van proces- en bewijsvoering vermelde wijze, vast te stellen of de uitspraak herzien dient te worden.

Artikel 85

Schadevergoeding ten behoeve van aangehouden of veroordeelde personen

1. Een ieder die het slachtoffer is geworden van onrechtmatige aanhouding of hechtenis heeft een afdwingbaar recht op schadevergoeding.

2. Wanneer een persoon bij onherroepelijke beslissing voor een strafbaar feit is veroordeeld en zijn veroordeling daarna nietig is verklaard op grond van het feit dat uit een nieuw of een nieuw ontdekt feit overtuigend blijkt dat sprake is van een rechterlijke dwaling, wordt de persoon die als gevolg van die veroordeling een straf heeft ondergaan schadeloos gesteld overeenkomstig het daarvoor geldend recht, tenzij wordt bewezen dat het niet tijdig bekend worden van het onbekende feit geheel of gedeeltelijk aan hem is te wijten.

3. In buitengewone omstandigheden, wanneer het Hof vaststelt dat er overtuigende feiten zijn die er op wijzen dat sprake was van een ernstige en duidelijke rechterlijke dwaling, is het bevoegd ambtshalve overeenkomstig de maatstaven van het Reglement van proces- en bewijsvoering schadevergoeding toe te kennen aan een persoon die uit hechtenis is vrijgelaten na een onherroepelijke beslissing tot vrijspraak of na beëindiging van de zaak op dezelfde grond.

HOOFDSTUK IX — INTERNATIONALE SAMENWERKING EN WEDERZIJDE RECHTSHULP

Artikel 86

Algemene verplichting tot samenwerking

Staten die Partij zijn verlenen overeenkomstig het in dit Statuut bepaalde het Hof volledige samenwerking bij zijn onderzoek naar en vervolging van misdaden waarover het Hof rechtsmacht bezit.

Artikel 87

Verzoeken om samenwerking : algemene bepalingen

1. (a) Het Hof is bevoegd aan Staten die Partij zijn te verzoeken om samenwerking. De verzoeken worden overgebracht langs diplomatieke of elke andere passende weg die daartoe door iedere Staat die Partij is kan worden opgegeven bij bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding. Iedere Staat die Partij is kan later die opgave overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering wijzigen.

(b) Onverminderd het in alinea (a) bepaalde, kunnen verzoeken ook worden overgebracht via de Internationale Organisatie van Politie in Strafzaken (INTERPOL) of een andere daarvoor in aanmerking komende regionale organisatie.

2. Verzoeken om samenwerking en de documenten ter ondersteuning van het verzoek worden gesteld in of gaan vergezeld van een vertaling in een officiële taal van de aangezochte Staat of in een van de werktalen van het Hof overeenkomstig de keuze die door die Staat werd gedaan bij bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding. Deze keuze kan overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering later worden gewijzigd.

3. De aangezochte Staat behandelt een verzoek om samenwerking en de documenten ter ondersteuning van het verzoek vertrouwelijk behoudens voorzover openbaarmaking daarvan onontkoombaar is ter inwilliging van het verzoek.

4. Met betrekking tot een verzoek om rechtshulp ingevolge dit Hoofdstuk is het Hof bevoegd alle maatregelen te treffen, met inbegrip van maatregelen ter bescherming van informatie, die noodzakelijk zijn om de veiligheid of het lichamelijke of geestelijke welzijn van slachtoffers, mogelijke getuigen en hun gezins- en familieleden te waarborgen. Het Hof is bevoegd te verzoeken dat alle ingevolge Hoofdstuk IX ter beschikking gestelde informatie wordt verstrekt en behandeld op een wijze die de veiligheid of het lichamelijke of geestelijke welzijn van slachtoffers, mogelijke getuigen en hun gezins- en familieleden beschermt.

5. (a) Het Hof is bevoegd een Staat die geen partij is bij dit Statuut uit te nodigen rechtshulp ingevolge dit Hoofdstuk te verlenen op basis van een ad hoc-regeling, van een overeenkomst met die Staat of op andere toereikende gronden.

(b) Wanneer een Staat die geen partij is bij dit Statuut en die een ad hoc-regeling of overeenkomst met het Hof is aangegaan, nalaat mee te werken aan verzoeken ingevolge een dergelijke regeling of overeenkomst, is het Hof bevoegd de Vergadering van Staten die Partij zijn daarvan in kennis te stellen of de Veiligheidsraad, wanneer de Veiligheidsraad de zaak heeft aangegeven bij het Hof.

6. Het Hof is bevoegd intergouvernementele organisaties te verzoeken informatie of documenten te verstrekken. Het Hof is ook bevoegd andere vormen van samenwerking en rechtshulp te verzoeken die worden overeengekomen met een dergelijke organisatie en in overeenstemming zijn met haar bevoegdheid of mandaat.

7. Wanneer een Staat die Partij is nalaat te voldoen aan een rechtshulpverzoek in strijd met het in dit Statuut bepaalde, ten gevolge waarvan deze het Hof verhindert zijn taken en bevoegdheden krachtens dit Statuut uit te oefenen, is het Hof bevoegd een uitspraak te doen met die strekking en de zaak te verwijzen naar de Vergadering van Staten die Partij zijn of, wanneer de Veiligheidsraad de zaak heeft aangegeven bij het Hof, naar de Veiligheidsraad.

Artikel 88

Beschikbaarheid van procedures naar nationaal recht

Staten die Partij zijn dragen er zorg voor dat ingevolge hun nationale recht procedures beschikbaar zijn voor alle vormen van samenwerking die in dit Hoofdstuk zijn voorzien.

Artikel 89

Overdracht van personen aan het Hof

1. Het Hof is bevoegd een verzoek tot aanhouding en overdracht van een persoon, tezamen met het in artikel 91 vermelde materiaal ter ondersteuning van het verzoek, tot elke Staat te richten op het grondgebied waarvan die persoon kan worden aangetroffen en verzoekt die Staat om samenwerking bij de aanhouding en overdracht van die persoon. Staten die Partij zijn voldoen overeenkomstig het in dit Hoofdstuk bepaalde en de procedure ingevolge hun nationaal recht, aan verzoeken tot aanhouding en overdracht.

2. Indien de persoon om wiens overdracht wordt verzocht dit voor een nationale rechtbank aanvecht op grond van het in artikel 20 omschreven beginsel ne bis in idem, raadpleegt de aangezochte Staat onverwijld het Hof teneinde vast te stellen of met betrekking tot de ontvankelijkheid een relevante uitspraak bestaat. Indien de zaak ontvankelijk is, willigt de aangezochte Staat het verzoek in. Indien een uitspraak over de ontvankelijkheid hangende is, is de aangezochte Staat bevoegd de inwilliging van het verzoek tot overdracht van de persoon aan te houden totdat het Hof heeft beslist over de ontvankelijkheid.

3. (a) Een Staat die Partij is verleent overeenkomstig zijn nationaal procesrecht toestemming tot vervoer over zijn grondgebied van een persoon die door een andere Staat aan het Hof wordt overgedragen, behoudens wanneer doorvoer door die Staat de overdracht zou belemmeren of vertragen;

(b) Een verzoek tot doorvoer van het Hof wordt overeenkomstig artikel 87 overgebracht. Het verzoek tot doorvoer bevat :

(i) een signalement van de persoon die wordt vervoerd;

(ii) een korte uiteenzetting van de feiten van de zaak en hun juridische kwalificatie; en

(iii) het bevel tot aanhouding en het bevel tot overdracht;

(c) Een persoon die wordt vervoerd wordt in hechtenis gehouden tijdens de duur van doorvoer;

(d) Geen toestemming is vereist indien de persoon door de lucht wordt vervoerd en geen landing is voorzien op het grondgebied van de Staat van doorvoer;

(e) Indien een onvoorziene landing plaatsvindt op het grondgebied van de Staat van doorvoer, is die Staat bevoegd een verzoek tot doorvoer van het Hof te verlangen, als voorzien in het in alinea (b) bepaalde. De Staat van doorvoer houdt de persoon die wordt vervoerd in hechtenis tot het verzoek om doorvoer is ontvangen en de doorvoer is geschied. Een hechtenis op grond van deze alinea mag evenwel niet langer duren dan 96 uur na de onvoorziene landing, indien het verzoek niet binnen die termijn is ontvangen.

4. Indien de opgeëiste persoon wordt vervolgd of een straf uitzit in de aangezochte Staat wegens een andere misdaad dan dat waarvoor overdracht aan het Hof wordt verzocht, pleegt de aangezochte Staat nadat hij heeft besloten het verzoek in te willigen, overleg met het Hof.

Artikel 90

Concurrerende verzoeken

1. Een Staat die Partij is en een verzoek van het Hof ontvangt tot overdracht van een persoon ingevolge artikel 89, stelt, indien hij ook van een andere Staat een verzoek ontvangt tot uitlevering van dezelfde persoon voor dezelfde gedragingen die de grondslag vormen voor de misdaad waarvoor het Hof de overdracht van de persoon verlangt, het Hof en de verzoekende Staat van dat feit in kennis.

2. Wanneer de verzoekende Staat een Staat is die Partij is, verleent de aangezochte Staat voorrang aan het verzoek van het Hof indien :

(a) het Hof ingevolge de artikelen 18 of 19 de beslissing heeft genomen dat de zaak waarop het verzoek tot overdracht betrekking heeft ontvankelijk is en bij die beslissing rekening is gehouden met het gevoerde onderzoek of de vervolging die door de verzoekende Staat is verricht met betrekking tot zijn verzoek tot uitlevering; of

(b) het Hof de in alinea (a) vermelde beslissing neemt overeenkomstig de kennisgeving door de aangezochte Staat ingevolge paragraaf 1.

3. Wanneer geen beslissing ingevolge paragraaf 2, alinea (a), is genomen, kan de aangezochte Staat, naar eigen inzicht, hangende de beslissing van het Hof ingevolge paragraaf 2, alinea (b), de behandeling van het verzoek tot uitlevering van de verzoekende Staat voortzetten, maar hij levert de persoon niet uit totdat het Hof heeft beslist dat de zaak niet-ontvankelijk is. Het Hof neemt zijn beslissing volgens een verkorte procedure.

4. Indien de verzoekende Staat geen partij is bij dit Statuut, geeft de aangezochte Staat, indien deze geen internationale verplichting heeft tot uitlevering van de persoon aan de verzoekende Staat, voorrang aan het verzoek van het Hof tot overdracht, indien het Hof heeft beslist dat de zaak ontvankelijk is.

5. Wanneer het Hof heeft beslist dat een zaak ingevolge paragraaf 4 niet-ontvankelijk is, kan de aangezochte Staat naar eigen inzicht de behandeling van het verzoek tot uitlevering van de verzoekende Staat voortzetten.

6. In gevallen waarin paragraaf 4 van toepassing is met uitzondering van het feit dat de aangezochte Staat een bestaande internationale verplichting heeft tot uitlevering van de persoon aan de verzoekende Staat die geen partij is bij dit Statuut, beslist de aangezochte Staat of hij de persoon aan het Hof zal overdragen dan wel de persoon zal uitleveren aan de verzoekende Staat. Bij zijn besluit houdt de aangezochte Staat rekening met alle relevante factoren, waaronder:

(a) de respectieve data van de verzoeken;

(b) de belangen van de verzoekende Staat met inbegrip van, waar dit ter zake doende is, het feit of de misdaad op zijn grondgebied is gepleegd en de nationaliteit van de slachtoffers en van de persoon wiens overdracht wordt verlangd; en

(c) de mogelijkheid dat het Hof en de verzoekende Staat achteraf tot een akkoord komen betreffende de overdracht van deze persoon.

7. Wanneer een Staat die Partij is van het Hof een verzoek tot overdracht van een persoon ontvangt, tevens een verzoek ontvangt van een Staat tot uitlevering van dezelfde persoon voor andere gedragingen dan die welke de misdaad opleveren waarvoor het Hof overdracht van de persoon verlangt :

(a) dient de aangezochte Staat, indien deze geen bestaande internationale verplichting heeft tot uitlevering van de persoon aan de verzoekende Staat, voorrang te geven aan het verzoek van het Hof;

(b) dient de aangezochte Staat, indien deze geen bestaande internationale verplichting heeft tot uitlevering van de persoon aan de verzoekende Staat, te beslissen of hij de persoon overdraagt aan het Hof of de persoon uitlevert aan de verzoekende Staat. Bij zijn besluit neemt de aangezochte Staat alle relevante factoren in overweging, waaronder de factoren vermeld in paragraaf 6, waarbij speciale aandacht wordt besteed aan de desbetreffende aard en de ernst van de gedragingen in kwestie.

8. Wanneer overeenkomstig een kennisgeving ingevolge dit artikel het Hof heeft beslist dat een zaak niet-ontvankelijk is en daarna uitlevering aan de verzoekende Staat wordt geweigerd, stelt de aangezochte Staat het Hof van deze beslissing in kennis.

Artikel 91

Inhoud van het verzoek tot aanhouding en overdracht

1. Een verzoek tot aanhouding en overdracht wordt schriftelijk gedaan. In dringende gevallen kan een verzoek worden gedaan via elk communicatiemiddel dat daarvan een schriftelijke vastlegging kan opleveren mits het verzoek wordt bevestigd langs de in artikel 87, paragraaf 1, alinea (a), vermelde weg.

2. In het geval van een verzoek tot aanhouding en overdracht van een persoon tegen wie een bevel tot aanhouding is uitgevaardigd door de Kamer van vooronderzoek ingevolge artikel 58, bevat het verzoek of wordt het ondersteund door :

(a) het signalement van de opgeëiste persoon, dat toereikend is voor diens identificatie en informatie met betrekking tot de plaats waar die persoon zich waarschijnlijk bevindt;

(b) een kopie van het bevel tot aanhouding; en

(c) de vereiste documenten, verklaringen of informatie om te voldoen aan de procedure van overdracht in de aangezochte Staat geldende vereisten, met dien verstande dat die vereisten niet zwaarder mogen zijn dan die welke gelden voor verzoeken tot uitlevering ingevolge verdragen of regelingen tussen de aangezochte Staat en andere Staten en, zo mogelijk, minder zwaar dienen te zijn, gelet op de bijzondere aard van het Hof.

3. Wanneer een verzoek tot aanhouding en overdracht een persoon betreft die reeds is veroordeeld, bevat het verzoek of wordt het ondersteund

door :

(a) een kopie van elk bevel tot aanhouding met betrekking tot die persoon;

(b) een kopie van veroordelende einduitspraak; en

(c) informatie om aan te tonen dat de opgeëiste persoon degene is die in veroordelende einduitspraak wordt bedoeld; en

(d) indien de opgeëiste persoon is veroordeeld, een kopie van de opgelegde einduitspraak en, in geval van een veroordeling tot opsluiting, een verklaring ten aanzien van de tijd die reeds is uitgezeten en de tijd die nog moet worden uitgezeten.

4. Op verzoek van het Hof pleegt een Staat die Partij is met het Hof overleg, hetzij in het algemeen, hetzij met betrekking tot een bepaalde zaak, over vereisten ingevolge zijn nationale recht die ingevolge paragraaf 2, alinea (c), van toepassing kunnen zijn. Bij dit overleg geeft de Staat die Partij is het Hof advies over de specifieke vereisten van zijn nationale recht.

Artikel 92

Voorlopige aanhouding

1. In dringende gevallen is het Hof bevoegd de voorlopige aanhouding van de gezochte persoon te verzoeken, hangende de indiening van het verzoek tot overdracht en de in artikel 91 vermelde documenten die het verzoek dienen te ondersteunen.

2. Het verzoek tot voorlopige aanhouding wordt gedaan via een communicatiemiddel dat daarvan een schriftelijke vastlegging kan opleveren en bevat :

(a) het signalement van de gezochte persoon, dat toereikend is voor diens identificatie en informatie met betrekking tot de plaats waar die persoon zich waarschijnlijk bevindt;

(b) een beknopt overzicht van de misdaden waarvoor aanhouding van de persoon wordt verzocht en van de feiten die beweerdelijk die misdaden opleveren, met inbegrip van, zo mogelijk, de datum en plaats van de misdaad;

(c) een verklaring over het bestaan van een bevel tot aanhouding of een veroordelende einduitspraak ten aanzien van de opgeëiste persoon; en

(d) een verklaring dat een verzoek tot overdracht van de opgeëiste persoon zal volgen.

3. Een persoon die voorlopig is aangehouden kan uit hechtenis worden vrijgelaten indien de aangezochte Staat geen verzoek tot overdracht noch de in artikel 91 vermelde documenten ter ondersteuning van het verzoek heeft ontvangen binnen de in het Reglement van proces- en bewijsvoering vastgelegde termijnen. De persoon kan echter instemmen met overdracht voor afloop van deze termijn indien dit mogelijk is ingevolge het recht van de aangezochte Staat. In dit geval gaat de aangezochte Staat zo spoedig mogelijk over tot overdracht van de persoon aan het Hof.

4. Het feit dat de gezochte persoon overeenkomstig paragraaf 3 uit hechtenis is vrijgelaten doet geen afbreuk aan de latere aanhouding en overdracht van die persoon indien het verzoek tot overdracht en de documenten ter ondersteuning van het verzoek op een later tijdstip worden aangeboden.

Artikel 93

Andere vormen van samenwerking

1. Staten die Partij zijn voldoen overeenkomstig het in dit Hoofdstuk bepaalde en ingevolge procedures van nationaal recht aan verzoeken van het Hof om de volgende rechtshulp te verlenen met betrekking tot onderzoek of vervolging :

(a) de identificatie en lokalisering van personen of goederen;

(b) bewijsgaring, met inbegrip van getuigenverklaringen onder ede en het leveren van bewijs, met inbegrip van verklaringen van deskundigen en door het Hof benodigde rapporten;

(c) het ondervragen van een persoon tegen wie een onderzoek loopt of die wordt vervolgd;

(d) de betekening van documenten, met inbegrip van gerechtelijke documenten;

(e) de vergemakkelijking van de vrijwillige verschijning van personen voor het Hof als getuigen of deskundigen;

(f) de tijdelijke overbrenging van personen zoals voorzien in paragraaf 7;

(g) een gerechtelijke plaatsopneming of onderzoek van locaties, met inbegrip van het opgraven van lijken en onderzoek van plaatsen waar zich graven bevinden;

- (h) het uitvoeren van huiszoeken en inbeslagnemingen;
- (i) het verstrekken van verslagen en documenten, met inbegrip van officiële akten en documenten;
- (j) de bescherming van slachtoffers en getuigen en instandhouding van bewijs;
- (k) de identificatie, opsporing en bevestiging of inbeslagneming van de door middel van de misdaad verkregen opbrengst, goederen en vermogensbestanddelen en de bij misdaden gebruikte hulpmiddelen, ten behoeve van een eventuele verbeurdverklaring, zonder dat hiermee afbreuk wordt gedaan aan de rechten van derden te goeder trouw; en
- (l) elke andere vorm van rechtshulp die niet is verboden bij de wet van de aangezochte Staat, teneinde het onderzoek en de vervolging van misdaden waarover het Hof rechtsmacht heeft te vergemakkelijken.
2. Het Hof heeft de bevoegdheid te waarborgen dat een getuige of deskundige die voor het Hof verschijnt niet door het Hof zal worden vervolgd, in hechtenis gehouden of onderworpen aan enigerlei beperking van zijn persoonlijke vrijheid met betrekking tot een handelen of nalaten voorafgaande aan het vertrek van die persoon uit de aangezochte Staat.
3. Indien de uitvoering van een bijzondere bijstandsmaatregel omschreven in een verzoek dat ingevolge paragraaf 1 is ingediend in de aangezochte Staat verboden is op grond van een bestaand, fundamenteel, algemeen geldend rechtsbeginsel, pleegt de aangezochte Staat onverwijld overleg met het Hof teneinde te trachten de zaak op te lossen. Bij dit overleg dient te worden overwogen of de gevraagde bijstand op een andere wijze of onder voorwaarden kan worden verleend. Indien dit overleg niet leidt tot oplossing van de zaak, wijzigt het Hof het verzoek voorzover dit noodzakelijk is.
4. Overeenkomstig artikel 72 kan een Staat die Partij is een verzoek om bijstand slechts geheel of gedeeltelijk weigeren, indien het verzoek het overleggen van documenten of de openbaarmaking van bewijs betreft waarbij zijn nationale veiligheid in het geding is.
5. Alvorens een verzoek om bijstand ingevolge paragraaf 1, alinea (l), te weigeren, overweegt de aangezochte Staat of de bijstand onder bepaalde voorwaarden kan worden verleend of dat de bijstand op een later tijdstip of op andere wijze kan worden verleend, met dien verstande dat indien het Hof of de Aanklager de bijstand onder voorwaarden aanvaardt, het Hof of de Aanklager zich daaraan dient te houden.
6. Indien een verzoek om bijstand wordt geweigerd, stelt de aangezochte Staat die Partij is het Hof of de Aanklager onverwijld in kennis van de redenen voor een dergelijke weigering.
7. (a) Het Hof is bevoegd de tijdelijke overbrenging te verzoeken voor identificatiedoeleinden of ter verkrijging van getuigenverklaringen of andere bijstand van een persoon die in hechtenis verkeert. De persoon kan worden overgebracht indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :
- (i) de persoon geeft vrijelijk zijn toestemming voor de overbrenging na omtrent de gevolgen daarvan behoorlijk te zijn ingelicht; en
- (ii) de aangezochte Staat stemt in met de overbrenging, onder de voorwaarden die die Staat en het Hof overeen kunnen komen.
- (b) De persoon die wordt overgebracht blijft in hechtenis. Wanneer het doel van de overbrenging is vervuld, zendt het Hof de persoon onverwijld terug naar de aangezochte Staat.
8. (a) Het Hof draagt zorg voor de vertrouwelijkheid van documenten en informatie behoudens voorzover vereist voor het onderzoek en de in het verzoek vermelde procedure.
- (b) De aangezochte Staat kan, wanneer dit noodzakelijk is, documenten of informatie aan de Aanklager verstrekken op basis van vertrouwelijkheid. De Aanklager is bevoegd deze in dat geval slechts te gebruiken om nieuw bewijs te verkrijgen.
- (c) De aangezochte Staat kan, uit eigen beweging of op verzoek van de Aanklager, in een later stadium toestemming geven tot openbaarmaking van die documenten of informatie. Deze kunnen in dat geval worden aangewend als bewijs ingevolge het bepaalde in de Hoofdstukken V en VI en overeenkomstig het Reglement van proces- en bewijsvoering.
9. (a) (i) In het geval dat een Staat die Partij is concurrerende verzoeken, anders dan tot overdracht of uitlevering, ontvangt van het Hof en van een andere Staat ingevolge een internationale verplichting, tracht de Staat die Partij is in overleg met het Hof en de andere Staat, aan beide verzoeken te voldoen, waarbij zo nodig het ene of het andere verzoek wordt uitgesteld of aan de inwilliging daarvan voorwaarden worden verbonden.
- (ii) Indien zulks onmogelijk blijkt, wordt de concurrentie van verzoeken opgelost overeenkomstig de in artikel 90 vastgelegde beginselen.
- (b) Indien echter het verzoek van het Hof informatie, goederen of personen betreft die zich bevinden in de feitelijke macht van een derde Staat of een internationale organisatie ingevolge een internationale overeenkomst, stellen de aangezochte Staten het Hof daarvan in kennis en richt het Hof zijn verzoek tot de derde Staat of de internationale organisatie.
10. (a) Het Hof is bevoegd op verzoek samenwerking en bijstand te verlenen aan een Staat die Partij is en een onderzoek uitvoert naar of een onderzoek ter zitting houdt in verband met gedragingen die een misdaad opleveren waarover het Hof rechtsmacht bezit of die een ernstige misdaad opleveren ingevolge het nationale recht van de verzoekende Staat.
- (b) (i) De in alinea (a) voorziene bijstand omvat, onder meer :
- (a) de overdracht van verklaringen, documenten of andere vormen van bewijs die zijn verkregen in de loop van een door het Hof gehouden onderzoek of een terechtzitting; en
- (b) het ondervragen van personen die zich in hechtenis bevinden ingevolge bevel van het Hof;
- (ii) In het geval voorzien in punt (a) van subalinea (b) (i) :
- (a) indien de documenten of andere vormen van bewijs zijn verkregen met bijstand van een Staat is voor een dergelijke overdracht de toestemming van die Staat vereist;
- (b) indien de verklaringen, documenten of andere vormen van bewijs zijn verstrekt door een getuige of een deskundige, geldt voor een dergelijke overdracht het bepaalde in artikel 68.
- (c) Het Hof is bevoegd onder de in deze paragraaf vermelde voorwaarden te voldoen aan een verzoek om bijstand ingevolge deze paragraaf van een Staat die geen partij is bij dit Statuut.

Artikel 94

Opschorting van de tenuitvoerlegging van een verzoek wegens een lopend onderzoek of vervolging

1. Indien de onmiddellijke inwilliging van een verzoek een lopend onderzoek of vervolging in een andere zaak dan die waarop het verzoek betrekking heeft zou schaden, kan de aangezochte Staat de inwilliging van het verzoek opschorten gedurende een bepaalde met het Hof overeengekomen periode. Het uitstel dient echter niet langer te zijn dan noodzakelijk ter voltooiing van het desbetreffende onderzoek of de vervolging in de aangezochte Staat. Alvorens een beslissing tot opschorting te nemen overweegt de aangezochte Staat of de bijstand onmiddellijk onder bepaalde voorwaarden kan worden verleend.

2. Indien een beslissing tot opschorting wordt genomen ingevolge paragraaf 1, is de Aanklager echter bevoegd te verzoeken om het aannemen van maatregelen tot instandhouding van bewijs ingevolge artikel 93, paragraaf 1, alinea (j).

Artikel 95

Opschorting van de tenuitvoerlegging van een verzoek wegens exceptie van niet-ontvankelijkheid

Wanneer het Hof een exceptie van niet-ontvankelijkheid ingevolge de artikelen 18 of 19 onderzoekt, kan de aangezochte Staat de inwilliging van een verzoek ingevolge dit Hoofdstuk uitstellen, hangende een beslissing door het Hof, tenzij het Hof uitdrukkelijk heeft bepaald dat de Aanklager kan voortgaan met het vergaren van dat bewijs ingevolge de artikelen 18 of 19.

Artikel 96

Inhoud van een verzoek om andere vormen van samenwerking ingevolge artikel 93

1. Een verzoek om andere vormen van samenwerking als bedoeld in artikel 93 wordt schriftelijk gedaan. In dringende gevallen kan een verzoek worden gedaan via elk communicatiemiddel dat daarvan een schriftelijke vastlegging kan opleveren, mits het verzoek bevestigd wordt langs de in artikel 87, paragraaf 1, alinea (a), vermelde weg.

2. Het verzoek bevat, waar toepasselijk, of wordt ondersteund door het volgende :

(a) een beknopt overzicht van het doel van het verzoek en de verzochte bijstand, met inbegrip van de juridische basis en de gronden voor het verzoek;

(b) zo gedetailleerd mogelijke informatie over de plaats of identificatie van een persoon of plaats die moet worden gevonden of geïdentificeerd teneinde het mogelijk te maken de verzochte bijstand te verlenen;

(c) een beknopt overzicht van de essentiële feiten waarop het verzoek is gestoeld;

(d) de redenen voor en nadere gegevens omtrent de te volgen procedure of in acht te nemen vereisten;

(e) de informatie die is vereist ingevolge het recht van de aangezochte Staat ter inwilliging van het verzoek; en

(f) alle overige informatie die ter zake doende is teneinde het mogelijk te maken de verzochte bijstand te verlenen.

3. Op verzoek van het Hof pleegt een Staat die Partij is met het Hof overleg, hetzij in het algemeen, hetzij met betrekking tot een bepaalde zaak, over vereisten ingevolge zijn nationale recht die ingevolge paragraaf 2, alinea (e), van toepassing kunnen zijn. Tijdens het overleg geeft de Staat die Partij is het Hof advies over de specifieke vereisten van zijn nationale recht.

4. Het in dit artikel bepaalde geldt, in voorkomend geval, eveneens ten aanzien van een aan het Hof gericht verzoek tot bijstand.

Artikel 97

Overleg

Wanneer een Staat die Partij is een verzoek ingevolge dit Hoofdstuk ontvangt in verband waarmee de Staat problemen signaleert die de inwilliging van het verzoek kunnen belemmeren of verhinderen, pleegt die Staat onverwijld overleg met het Hof teneinde de zaak op te lossen. Dergelijke problemen kunnen onder meer omvatten :

(a) onvoldoende informatie van inwilliging van het verzoek;

(b) in het geval van een verzoek tot overdracht, het feit dat ondanks uiterste inspanningen de opgeëiste persoon niet kan worden gelokaliseerd of dat uit het verrichte onderzoek is gebleken dat de persoon in de Staat van hechtenis klaarblijkelijk niet de in het bevel genoemde persoon is; of

(c) het feit dat inwilliging van het verzoek in zijn huidige vorm voor de aangezochte Staat zou meebrengen dat deze in strijd zou handelen met een reeds eerder bestaande verplichting op grond van een verdrag die de Staat is aangegaan ten opzichte van een andere Staat.

Artikel 98

Samenwerking bij afstand van immuniteit en instemming met overdracht

1. Het Hof is niet bevoegd een verzoek tot overdracht of bijstand te handhaven wanneer dit de aangezochte Staat zou verplichten te handelen op een wijze die onverenigbaar is met zijn verplichtingen ingevolge internationaal recht ten aanzien van de immuniteit van staten of de diplomatieke immuniteit van personen of goederen van een derde Staat, tenzij het Hof eerst de samenwerking van die derde Staat verkrijgt in verband met de opheffing van de immuniteit.

2. Het Hof is niet bevoegd een verzoek tot overdracht te handhaven wanneer dit de aangezochte Staat zou verplichten te handelen op een wijze die onverenigbaar is met zijn verplichtingen ingevolge internationale overeenkomsten ten gevolge waarvan de toestemming van een zendstaat is vereist van overdracht aan het Hof van een persoon van die Staat, tenzij het Hof eerst de samenwerking van de zendstaat kan verkrijgen voor het verlenen van toestemming tot overdracht.

Artikel 99

Inwilliging van verzoeken ingevolge de artikelen 93 en 96

1. Een verzoek tot bijstand wordt ingewilligd overeenkomstig de toepasselijke procedure voorzien door het recht van de aangezochte Staat en, tenzij het krachtens dat recht is verboden, op de wijze die in het verzoek is aangegeven, met inbegrip van het volgen van de daarin uiteengezette procedures of het toestaan aan in het verzoek vermelde personen aanwezig te zijn en deel te nemen aan de uitvoering.

2. In geval van een dringend verzoek worden de documenten of het bewijs in antwoord daarop, op verzoek van het Hof, met spoed verzonden.

3. De antwoorden van de aangezochte Staat worden overgebracht in hun oorspronkelijke taal en vorm.

4. Onverminderd de overige artikelen in dit Hoofdstuk, is de Aanklager, wanneer dit noodzakelijk is voor een succesvolle uitvoering van een verzoek dat kan worden ingewilligd zonder dwangmaatregelen, met inbegrip van met name de ondervraging van of het afnemen van getuigenverklaringen van een persoon op vrijwillige basis, met inbegrip van de inwilliging daarvan buiten aanwezigheid van de autoriteiten van de aangezochte Staat indien dit essentieel is voor inwilliging van het verzoek, en het onderzoek van een openbare locatie of andere openbare plaats zonder dat er iets in wordt gewijzigd, bevoegd het voorwerp van het verzoek rechtstreeks ten uitvoer te leggen op het grondgebied van een Staat op de volgende wijzen :

(a) wanneer de aangezochte Staat die Partij is een Staat is op wiens grondgebied de misdaad beweerdelijk is gepleegd en de ontvankelijkheid ingevolge de artikelen 18 of 19 is vastgesteld, is de Aanklager bevoegd aan een dergelijk verzoek rechtstreeks uitvoering te geven na met de aangezochte Staat in zo ruim mogelijke mate overleg te hebben gepleegd;

(b) in andere gevallen, is de Aanklager bevoegd aan een dergelijk verzoek uitvoering te geven na overleg met de aangezochte Staat die Partij is en met inachtneming van redelijke voorwaarden of zorgen die door die Staat die Partij is naar voren zijn gebracht. Wanneer de aangezochte Staat die Partij is problemen signaleert bij de inwilliging van een verzoek ingevolge dit onderdeel pleegt deze onverwijld overleg met het Hof teneinde de zaak op te lossen.

5. Bepalingen die een persoon die door het Hof wordt gehoord of ondervraagd het recht geven ingevolge artikel 72 een beroep te doen op beperkingen die zijn bedoeld om te verhinderen dat vertrouwelijke informatie met betrekking tot de nationale verdediging of veiligheid wordt openbaargemaakt, gelden ook voor de inwilliging van verzoeken tot bijstand ingevolge dit artikel.

Artikel 100

Kosten

1. De gewone kosten voor inwilliging van een verzoek op het grondgebied van de aangezochte Staat worden gedragen door die Staat, behoudens de volgende kosten, die worden gedragen door het Hof :

(a) kosten verbonden aan de reizen en de veiligheid van getuigen en deskundigen of de overdracht ingevolge artikel 93 van personen in hechtenis;

(b) kosten van vertaling, vertolking en transcriptie;

(c) reis- en verblijfkosten van rechters, de Aanklager, de Substituut-Aanklager, de Griffier, de Substituut-Griffier en personeel van organen van het Hof;

(d) kosten van deskundigenadviezen of -rapporten waarom het Hof

heeft verzocht;

(e) kosten verbonden aan het vervoer van een persoon die aan het Hof wordt overgedragen door een Staat van hechtenis; en

(f) na overleg, buitengewone kosten die uit de inwilliging van een verzoek kunnen voortvloeien.

2. Het in paragraaf 1 bepaalde geldt, waar van toepassing, voor verzoeken aan het Hof van Staten die Partij zijn. In dat geval draagt het Hof de gewone kosten van uitvoering.

Artikel 101

Specialiteitsbeginsel

1. Een persoon die ingevolge dit Statuut aan het Hof is overgedragen wordt niet vervolgd, gestraft of in hechtenis gehouden voor gedragingen begaan voorafgaand aan de overdracht, anders dan de gedragingen of de gedragslijn die de grondslag vormen respectievelijk vormt van de misdaden waarvoor die persoon is overgedragen.

2. Het Hof is bevoegd de Staat die de persoon aan het Hof heeft overgedragen, te verzoeken afstand te doen van het in paragraaf 1 bepaalde, en verstrekt zo nodig aanvullende informatie overeenkomstig artikel 91. Staten die Partij zijn hebben de bevoegdheid aan het Hof te verklaren afstand te doen en dienen te streven naar het doen van afstand.

Artikel 102

Terminologie

Van toepassing van dit Statuut :

(a) betekent «overdracht» het ter beschikking stellen van een persoon door een Staat aan het Hof ingevolge dit Statuut.

(b) betekent «uitlevering» het ter beschikking stellen van een persoon door een Staat aan een andere Staat, zoals voorzien bij verdrag, conventie of nationale wetgeving.

HOOFDSTUK X — TENUITVOERLEGGING

Artikel 103

Rol van Staten bij de tenuitvoerlegging van uitspraken tot opsluiting

1. (a) Een uitspraak tot opsluiting wordt ondergaan in de Staat die door het Hof wordt aangewezen uit een lijst van Staten die het Hof te kennen hebben gegeven bereid te zijn veroordeelden te aanvaarden.

(b) Op het moment waarop een Staat zich bereid verklaart veroordeelden te aanvaarden kan een Staat voorwaarden aan zijn aanvaarding verbinden, goedgekeurd door het Hof en in overeenstemming met dit Hoofdstuk.

(c) Een in een bepaalde zaak aangewezen Staat deelt het Hof onverwijld mee of hij de aanwijzing van het Hof aanvaardt.

2. (a) De Staat van tenuitvoerlegging stelt het Hof in kennis van alle omstandigheden, met inbegrip van de toepassing van ingevolge paragraaf 1 overeengekomen voorwaarden, die de voorwaarden of de duur van de opsluiting concreet zouden kunnen beïnvloeden. Het Hof wordt ten minste 45 dagen tevoren in kennis gesteld van dergelijke bekende of voorzienbare omstandigheden. Gedurende deze periode onderneemt de Staat van tenuitvoerlegging geen stappen die afbreuk zouden kunnen doen aan zijn verplichtingen ingevolge artikel 110.

(b) Indien het Hof de in alinea (a) vermelde omstandigheden niet kan aanvaarden, stelt het de Staat van tenuitvoerlegging daarvan in kennis en handelt het vervolgens overeenkomstig artikel 104, paragraaf 1.

3. Bij de uitoefening van zijn recht een aanwijzing te doen ingevolge paragraaf 1 neemt het Hof het volgende in aanmerking :

(a) het beginsel dat Staten die Partij zijn de verantwoordelijkheid van tenuitvoerlegging van uitspraken tot opsluiting dienen te dragen in overeenstemming met de beginselen van een evenredige verdeling als voorzien in het Reglement van proces- en bewijsvoering;

(b) de toepassing van algemeen ingevolge internationale verdragen aanvaarde maatstaven van behandeling van gevangenen;

(c) de mening van de veroordeelde;

(d) de nationaliteit van de veroordeelde;

(e) alle overige factoren met betrekking tot de omstandigheden van de misdaad of de veroordeelde, of de doelmatige tenuitvoerlegging van de uitspraak die relevant kunnen zijn bij de aanwijzing van de Staat van tenuitvoerlegging.

4. Indien geen Staat wordt aangewezen ingevolge paragraaf 1, wordt de opgelegde opsluiting ondergaan in een gevangenisinstelling die door de Gaststaat ter beschikking is gesteld overeenkomstig de voorwaarden vermeld in de zetelovereenkomst als bedoeld in artikel 3, paragraaf 2. In dat geval worden de kosten voortvloeiend uit de tenuitvoerlegging van de uitspraak waarbij opsluiting is opgelegd gedragen door het Hof.

Artikel 104

Wijziging in de aanwijzing van de Staat van tenuitvoerlegging

1. Het Hof is te allen tijde bevoegd te besluiten een veroordeelde over te brengen naar een gevangenis van een andere Staat.

2. Een veroordeelde kan te allen tijde het Hof verzoeken te worden overgebracht uit de Staat van tenuitvoerlegging.

Artikel 105

Tenuitvoerlegging van de uitspraak

1. Onverminderd de voorwaarden die een Staat overeenkomstig artikel 103, paragraaf 1, alinea (b), kan hebben gesteld, is de uitspraak waarbij opsluiting is opgelegd bindend voor de Staten die Partij zijn, en mogen zij deze in geen geval wijzigen.

2. Alleen het Hof heeft het recht te beslissen over een verzoek tot beroep of herziening. De Staat van tenuitvoerlegging belet een veroordeelde niet een verzoek daartoe te doen.

Artikel 106

Toezicht op de tenuitvoerlegging van uitspraken tot en voorwaarden van opsluiting

1. De tenuitvoerlegging van een uitspraak tot opsluiting is onderworpen aan het toezicht van het Hof en dient in overeenstemming te zijn met in wijde kring aanvaarde maatstaven voor de behandeling van gevangenen krachtens internationale verdragen.

2. De voorwaarden van opsluiting zijn onderworpen aan het recht van de Staat van tenuitvoerlegging en dienen verenigbaar te zijn met in wijde kring aanvaarde beginselen ingevolge internationale verdragen voor de behandeling van gevangenen; in geen geval zijn die voorwaarden gunstiger of ongunstiger dan die welke gelden voor gevangenen die voor vergelijkbare misdrijven in de Staat van tenuitvoerlegging veroordeeld zijn.

3. Mededelingen tussen een veroordeelde en het Hof worden niet belemmerd en zijn vertrouwelijk.

Artikel 107

Overbrenging van veroordeelden die hun straf hebben ondergaan

1. Na zijn straf ondergaan te hebben kan een persoon die geen onderdaan is van de Staat van tenuitvoerlegging, overeenkomstig het recht van de Staat van tenuitvoerlegging worden overgebracht naar een Staat die verplicht is hem toe te laten, of naar een andere Staat die erin toestemt hem toe te laten, waarbij rekening wordt gehouden met de wensen van de persoon die naar die Staat wordt overgebracht, tenzij de Staat van tenuitvoerlegging de persoon toestemming geeft om op zijn grondgebied te blijven.

2. Indien geen Staat de kosten draagt die voortvloeien uit de overbrenging van de persoon naar een andere Staat ingevolge paragraaf 1, worden die kosten gedragen door het Hof.

3. Onverminderd het bepaalde in artikel 108 kan de Staat van tenuitvoerlegging de persoon ook overeenkomstig zijn nationale recht uitleveren of op andere wijze overleveren aan een Staat die om de uitlevering of overdracht van de persoon heeft verzocht ten behoeve van een terechtzitting of de tenuitvoerlegging van een uitspraak.

Artikel 108

Beperking van de vervolging of de veroordeling wegens andere misdrijven

1. Een veroordeelde die in hechtenis is van de Staat van tenuitvoerlegging wordt niet blootgesteld aan vervolging, bestraffing of uitlevering aan een derde Staat voor gedragingen begaan voorafgaand aan de terbeschikkingstelling van die persoon aan de Staat van tenuitvoerlegging, tenzij deze vervolging, bestraffing of uitlevering door het Hof is goedgekeurd op verzoek van de Staat van tenuitvoerlegging.

2. Het Hof beslist over de zaak na de mening van de veroordeelde te hebben gehoord.

3. Paragraaf 1 is niet meer van toepassing indien de veroordeelde vrijwillig meer dan 30 dagen verblijft op het grondgebied van de Staat van tenuitvoerlegging nadat hij zijn volledige door het Hof opgelegde straf heeft ondergaan, of naar het grondgebied van die Staat terugkeert nadat hij dit heeft verlaten.

Artikel 109

Tenuitvoerlegging van boetes en maatregelen ter verbeurdverklaring

1. Staten die Partij zijn geven uitvoering aan door het Hof krachtens Hoofdstuk VII bevolen boetes of verbeurdverklaringen, onverminderd de rechten van derden te goeder trouw en overeenkomstig de procedures bepaald in hun nationale wetgeving.

2. Indien een Staat die Partij is niet in staat is uitvoering te geven aan een bevel tot verbeurdverklaring, treft hij maatregelen tot verhaal van de waarde van de opbrengsten, goederen of vermogensbestanddelen waarvan het Hof de verbeurdverklaring heeft bevolen, onverminderd de rechten van derden te goeder trouw.

3. Goederen of de opbrengsten van de verkoop van onroerend goed of, waar dit van toepassing is, de verkoop van andere goederen die door een Staat die Partij is worden verkregen als gevolg van zijn tenuitvoerlegging van een uitspraak van het Hof, worden aan het Hof overgemaakt.

Artikel 110

Onderzoek door het Hof inzake strafvermindering

1. De Staat van tenuitvoerlegging stelt de persoon niet in vrijheid voordat de door het Hof opgelegde duur van de uitspraak is verstreken.

2. Alleen het Hof heeft het recht te beslissen over een mogelijke strafvermindering, en het beslist daarover na de persoon te hebben gehoord.

3. Wanneer de persoon tweederde van zijn straf heeft ondergaan, of 25 jaar in geval van levenslange opsluiting, heroverweegt het Hof de straf om te bepalen of deze dient te worden verminderd. Eerder vindt geen heroverweging plaats.

4. Bij een heroverweging ingevolge paragraaf 3 is het Hof bevoegd de straf te verminderen, indien het vaststelt dat een of meer van de volgende factoren aanwezig zijn :

(a) vroegtijdige en voortdurende bereidheid van de persoon om het Hof samenwerking te verlenen bij zijn onderzoeken en vervolgingen;

(b) vrijwillige samenwerking van de persoon om de tenuitvoerlegging van de uitspraken en bevelen van het Hof in andere zaken mogelijk te maken, en in het bijzonder door samenwerking te verlenen bij het lokaliseren van vermogensbestanddelen terzake waarvan bevelen tot boetes, verbeurdverklaringen of herstelbetalingen gelden die ten behoeve van slachtoffers kunnen worden aangewend; of

(c) andere factoren voorzien in het Reglement van proces- en bewijsvoering die op een duidelijke verandering in de omstandigheden wijzen die voldoende is om een strafvermindering te rechtvaardigen.

5. Indien het Hof bij zijn eerste heroverweging ingevolge paragraaf 3 vaststelt dat het niet passend is de straf te verminderen, heroverweegt het daarna de kwestie van strafvermindering met de tussenpozen en onder toepassing van de maatstaven waarin het Reglement van proces- en bewijsvoering voorziet.

Artikel 111

Ontsnapping

Indien een veroordeelde uit hechtenis ontsnapt en vlucht uit de Staat van tenuitvoerlegging kan die Staat, na overleg met het Hof, verzoeken om overdracht van de persoon door de Staat waarin de persoon zich bevindt ingevolge bestaande bilaterale of multilaterale akkoorden, of kan hij aan het Hof verzoeken om overdracht van de persoon te vragen. Het Hof is bevoegd te bepalen dat de persoon ter beschikking wordt gesteld van de Staat waarin hij de straf onderging of aan een andere door het Hof aangewezen Staat.

HOOFDSTUK XI — VERGADERING VAN STATEN DIE PARTIJ ZIJN

Artikel 112

Vergadering van Staten die Partij zijn

1. Een Vergadering van Staten die Partij zijn bij dit Statuut wordt hierbij ingesteld. Elke Staat die Partij is heeft één vertegenwoordiger in de Vergadering, die zich kan doen vergezellen door plaatsvervangers en adviseurs. Andere Staten, die dit Statuut of de Slotakte hebben ondertekend kunnen als waarnemers de Vergadering bijwonen.

2. De Vergadering dient :

(a) aanbevelingen van de Voorbereidende Commissie te behandelen en, voorzover dit in aanmerking komt, aan te nemen;

(b) inzicht te verstrekken in het beheer aan het Voorzitterschap, de Aanklager en de Griffier met betrekking tot het dagelijks bestuur van het Hof;

(c) de rapporten en activiteiten van het ingevolge paragraaf 3 opgerichte Bureau te behandelen en in verband daarmee passende stappen te ondernemen;

(d) de begroting voor het Hof te behandelen en daarover te beslissen;

(e) te beslissen over een eventuele wijziging overeenkomstig artikel 36 van het aantal rechters;

(f) vragen te behandelen inzake niet-samenwerking, ingevolge artikel 87, paragrafen 5 en 7;

(g) alle overige taken uit te oefenen die in overeenstemming zijn met dit Statuut of het Reglement van proces en bewijsvoering.

3. (a) De Vergadering beschikt over een Bureau dat bestaat uit een Voorzitter, twee Ondervoorzitters en 18 leden die voor een ambtstermijn van drie jaar door de Vergadering worden gekozen.

(b) Het Bureau dient te beantwoorden aan maatstaven van evenredige vertegenwoordiging, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met een billijke geografische verdeling en met de noodzaak om een adequate vertegenwoordiging van de voornaamste rechtsstelsels van de wereld te verzekeren.

(c) Het Bureau vergadert zo vaak als nodig is, doch ten minste een keer per jaar. Het helpt de Vergadering bij de vervulling van haar taken.

4. De Vergadering kan de hulporganen instellen die zij noodzakelijk acht, waaronder een onafhankelijk toezichhoudende instelling ter inspectie, evaluatie en onderzoek van het Hof teneinde de doeltreffendheid en de financieel verantwoorde aanwending daarvan te bevorderen.

5. De Voorzitter van het Hof, de Aanklager en de Griffier of hun vertegenwoordigers kunnen, waar dit passend is, deelnemen aan bijeenkomsten van de Vergadering en van het Bureau.

6. De Vergadering komt eens per jaar bijeen op de zetel van het Hof of op het Hoofdkantoor van de Verenigde Naties en houdt, wanneer de omstandigheden dit vereisen, speciale zittingen. Tenzij in dit Statuut anders is bepaald, worden speciale zittingen door het Bureau ambtshalve bijeengeroepen of op verzoek van een derde van de Staten die Partij zijn.

7. Elke Staat die Partij is heeft één stem. Getracht wordt beslissingen in de Vergadering en in het Bureau bij consensus te nemen. Indien geen consensus kan worden bereikt, worden, tenzij dit Statuut anders bepaalt :

(a) beslissingen over inhoudelijke kwesties goedgekeurd bij een tweederde meerderheid van degenen die aanwezig zijn en hun stem uitbrengen, met dien verstande dat een absolute meerderheid van Staten die Partij zijn het quorum vormt voor stemming;

(b) beslissingen over procedurekwesties genomen bij een gewone meerderheid van de aanwezige Staten die Partij zijn en hun stem uitbrengen.

8. Een Staat die Partij is en die zijn financiële bijdragen in de kosten van het Hof niet op tijd heeft betaald, heeft geen stem in de Vergadering en in het Bureau indien het bedrag van de achterstallige betaling gelijk is aan of hoger dan het bedrag van de bijdragen dat over de twee volle voorafgaande jaren verschuldigd is. Niettemin kan de Vergadering een dergelijke Staat die Partij is toestaan zijn stem in de Vergadering en in het Bureau uit te brengen indien zij ervan overtuigd is dat het uitblijven van de betaling te wijten is aan omstandigheden buiten de macht van de Staat die Partij is.

9. De Vergadering stelt haar eigen huishoudelijk reglement vast.

10. De officiële en werktalen van de Vergadering zijn die van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties.

HOOFDSTUK XII — FINANCIERING

Artikel 113

Financieel reglement en regels inzake financieel beheer

Tenzij uitdrukkelijk anders bepaald, zijn op alle financiële zaken in verband met het Hof en de bijeenkomsten van de Vergadering van Staten die Partij zijn, met inbegrip van haar Bureau en hulporganen, dit Statuut en de financiële regelingen en regels aangenomen door de Vergadering van Staten die Partij zijn, van toepassing.

Artikel 114

Betaling van kosten

Kosten van het Hof en de Vergadering van Staten die Partij zijn, met inbegrip van haar Bureau en hulporganen, worden betaald uit de fondsen van het Hof.

Artikel 115

Fondsen van het Hof en van de Vergadering van Staten die Partij zijn

De kosten van het Hof en de Vergadering van Staten die Partij zijn, met inbegrip van haar Bureau en hulporganen, als voorzien in de door de Vergadering van Staten die Partij zijn vastgestelde begroting, worden gefinancierd uit de volgende bronnen :

(a) vastgestelde bijdragen van de Staten die Partij zijn;

(b) fondsen verschaft door de Verenigde Naties, afhankelijk van de goedkeuring van de Algemene Vergadering, in het bijzonder met betrekking tot de kosten die zijn gemaakt ten gevolge van aangiften door de Veiligheidsraad.

Artikel 116

Vrijwillige bijdragen

Onverminderd artikel 115 is het Hof bevoegd vrijwillige bijdragen van Regeringen, internationale organisaties, particulieren, ondernemingen en andere lichamen, te ontvangen en aan te wenden als aanvullende fondsen, overeenkomstig de desbetreffende maatstaven die zijn aangenomen door de Vergadering van Staten die Partij zijn.

Artikel 117

Vaststelling van bijdragen

De bijdragen van Staten die Partij zijn worden vastgesteld overeenkomstig een overeengekomen schaal van vaststelling, gebaseerd op de door de Verenigde Naties voor haar normale begroting aangenomen schaal die is aangepast overeenkomstig de beginselen waarop die schaal is gebaseerd.

Artikel 118

Jaarlijkse controle van de rekeningen

De documenten, boeken en rekeningen van het Hof, met inbegrip van zijn jaarrekeningen, worden jaarlijks gecontroleerd door een onafhankelijke accountant.

HOOFDSTUK XIII — SLOTBEPALINGEN

Artikel 119

Geschillenbeslechting

1. Elk geschil met betrekking tot de rechterlijke taken van het Hof wordt beslecht door de beslissing van het Hof.
2. Elk ander geschil tussen twee of meer Staten die Partij zijn met betrekking tot de interpretatie of toepassing van dit Statuut dat niet binnen drie maanden na de aanvang daarvan door onderhandelingen is beslecht, wordt verwezen naar de Vergadering van Staten die Partij zijn. De Vergadering kan zelf trachten het geschil te beslechten of aanbevelingen doen inzake andere middelen ter beslechting van het geschil, met inbegrip van verwijzing naar het Internationaal Gerechtshof overeenkomstig het Statuut van dat Hof.

Artikel 120

Voorbehouden

Geen voorbehouden kunnen worden gemaakt in verband met dit Statuut.

Artikel 121

Wijzigingen

1. Na het verstrijken van een periode van zeven jaar na de inwerkingtreding van dit Statuut kan een Staat die Partij is wijzigingen daarin voorstellen. De tekst van een voorgestelde wijziging wordt aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties voorgelegd, die deze onverwijld aan alle Staten die Partij zijn toezendt.
2. Niet eerder dan drie maanden na de datum van kennisgeving beslist de Vergadering van Staten die Partij zijn in haar volgende bijeenkomst bij meerderheid van hen die aanwezig zijn en hun stem uitbrengen of zij het voorstel in behandeling nemen. De Vergadering kan het voorstel rechtstreeks afhandelen of een Herzieningsconferentie bijeenroepen indien de zaak in kwestie dit wettigt.
3. De aanneming van een wijziging in een bijeenkomst van de Vergadering van Staten die Partij zijn of in een Herzieningsconferentie waarover geen consensus kan worden bereikt, vereist een tweederde meerderheid van Staten die Partij zijn.
4. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 5, wordt een wijziging voor alle Staten die Partij zijn van kracht een jaar nadat zeven achtste van hen hun akten van bekrachtiging of aanvaarding bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties heeft neergelegd.
5. Een wijziging in de artikelen 5, 6, 7 en 8 van dit Statuut wordt voor die Staten die Partij zijn en de wijziging hebben aanvaard van kracht een jaar na de nederlegging van hun akten van bekrachtiging of aanvaarding. Ten aanzien van een Staat die Partij is en de wijziging niet heeft aanvaard, oefent het Hof zijn rechtsmacht niet uit met betrekking tot een misdaad waarop de wijziging betrekking heeft indien dit is gepleegd door onderdanen van die Staat die Partij is of op het grondgebied daarvan.
6. Indien een wijziging door zeven achtste van de Staten die Partij zijn is aanvaard overeenkomstig paragraaf 4, kan een Staat die Partij is en de wijziging niet heeft aanvaard dit Statuut met onmiddellijke ingang opzeggen, onverminderd artikel 127, paragraaf 1, doch onder voorbehoud van artikel 127, paragraaf 2, door een kennisgeving binnen een jaar nadat die wijziging van kracht werd.
7. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties stelt alle Staten die Partij zijn in kennis van een wijziging die in een bijeenkomst van de Vergadering van Staten die Partij zijn of in een Herzieningsconferentie is aangenomen.

Artikel 122

Wijzigingen in bepalingen van institutionele aard

1. Wijzigingen in bepalingen van het Statuut die van louter institutionele aard zijn, te weten artikel 35, artikel 36, paragrafen 8 en 9, artikel 37, artikel 38, artikel 39, paragraaf 1 (eerste twee volzinnen), paragrafen 2 en 4, artikel 42, paragrafen 4 tot en met 9, artikel 43, paragrafen 2 en 3, en de artikelen 44, 46, 47 en 49 kunnen te allen tijde door iedere Staat die Partij is worden voorgesteld, onverminderd artikel 121, paragraaf 1. De tekst van een voorgestelde wijziging wordt voorgelegd aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties of aan degene die daartoe door de Vergadering van Staten die Partij zijn is aangewezen, die deze onverwijld toezendt aan alle Staten die Partij zijn en aan anderen die deelnemen aan de Vergadering.
2. Wijzigingen ingevolge dit artikel waarover geen consensus kan worden bereikt worden aangenomen door de Vergadering van Staten die Partij zijn of door een Herzieningsconferentie bij een tweederde meerderheid van Staten die Partij zijn. Dergelijke wijzigingen treden voor alle Staten die Partij zijn in werking zes maanden nadat deze door de Vergadering of, in voorkomend geval, door de Conferentie zijn aangenomen.

Artikel 123

Herziening van het Statuut

1. Zeven jaar na de inwerkingtreding van dit Statuut roept de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties een Herzieningsconferentie bijeen teneinde wijzigingen in dit Statuut te behandelen. Een dergelijke herziening kan de lijst van misdaden vervat in artikel 5 omvatten, maar is niet tot deze lijst beperkt. De Conferentie staat open voor degenen die deelnemen aan de Vergadering van Staten die Partij zijn en op dezelfde voorwaarden.

2. Daarna roept, op verzoek van een Staat die Partij is en ten behoeve van de in paragraaf 1 vermelde doeleinden, de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, na goedkeuring door een meerderheid van Staten die Partij zijn, een Herzieningsconferentie bijeen.

3. Het in artikel 121, paragrafen 3 tot en met 7, bepaalde geldt voor de aanvaarding en de inwerkingtreding van alle wijzigingen in het Statuut die in een Herzieningsconferentie worden behandeld.

Artikel 124

Overgangsbepaling

Niettegenstaande het bepaalde in artikel 12, paragrafen 1 en 2, kan een Staat, wanneer deze partij wordt bij het Statuut, verklaren dat hij gedurende een periode van zeven jaar na de inwerkingtreding van dit Statuut van betrokken Staat, de rechtsmacht van het Hof niet aanvaardt met betrekking tot de categorie misdaden vermeld in artikel 8, wanneer een misdaad beweerdelijk is gepleegd door zijn onderdanen of op zijn grondgebied. Een verklaring ingevolge dit artikel kan te allen tijde worden ingetrokken. Het in dit artikel bepaalde wordt herzien op de Herzieningsconferentie die bijeengeroepen wordt overeenkomstig artikel 123, paragraaf 1.

Artikel 125

Ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding

1. Dit Statuut staat open voor ondertekening voor alle Staten in Rome, op het Hoofdkantoor van de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties, op 17 juli 1998. Daarna blijft het open voor ondertekening in Rome, op het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Italië tot 17 oktober 1998. Na die datum blijft het Statuut open voor ondertekening in New York, op het Hoofdkantoor van de Verenigde Naties tot 31 december 2000.

2. Dit Statuut is onderworpen aan bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring door de Staten die het ondertekenen. Akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring dienen te worden neergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

3. Dit Statuut staat open voor toetreding door alle Staten. Akten van toetreding dienen te worden neergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Artikel 126

Inwerkingtreding

1. Dit Statuut treedt in werking op de eerste dag van de maand na de zestigste dag volgend op de datum van neerlegging van de zestigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

2. Voor elke Staat die dit Statuut bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of daartoe toetreedt na neerlegging van de zestigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, treedt het Statuut in werking op de eerste dag van de maand na de zestigste dag volgend op de neerlegging door die Staat van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

Artikel 127

Terugtrekking

1. Een Staat die Partij is kan dit Statuut door een schriftelijke kennisgeving gericht aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties opzeggen. De opzegging treedt in werking een jaar na de datum van ontvangst van de kennisgeving, tenzij de kennisgeving een latere datum vermeldt.

2. Een Staat wordt niet vanwege zijn opzegging ontslagen van de verplichtingen ingevolge dit Statuut uit de tijd waarin de Staat partij was bij het Statuut, met inbegrip van alle financiële verplichtingen die kunnen zijn ontstaan. Zijn opzegging is niet van invloed op de samenwerking met het Hof in verband met strafrechtelijk onderzoek en procedures ten aanzien waarvan de Staat die zich terugtrekt de plicht had rechtshulp te verlenen en die voor de datum waarop de opzegging in werking trad zijn aangevangen, noch heeft de opzegging op enigerlei wijze nadelige invloed op de voortgezette behandeling van een zaak die reeds voor de datum waarop de opzegging van kracht werd aan de kennisneming van het Hof was onderworpen.

Artikel 128

Authentieke teksten

Het origineel van dit Statuut, waarvan de Arabische, Chinese, Engelse, Franse, Russische en Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt neergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die een gewaarmerkt afschrift daarvan aan alle Staten toezendt.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, dit Statuut hebben ondertekend.

Gedaan te Rome op 17 juli 1998.